
**Programme des Nations Unies
pour le Développement
(PNUD)**

DOCUMENT DE STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE

**ENQUÊTE PERCEPTION DE LA
PAUVRETE AU SENEGAL (EPPS)**

Rapport de la Région de Dakar

Abdou Salam FALL

Coordinateur de l'étude

Juin 2001

SOMMAIRE

ENQUÊTE	1
RESUME EXECUTIF	4
PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DE L'ETUDE DE LA PERCEPTION DE LA PAUVRETE DANS LA REGION DE DAKAR	8
Rappel des termes de référence :	8
Caractéristiques de la zone d'étude : La Région de Dakar	10
Hypothèse centrale dans la Région de Dakar:	13
DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE	16
Choix des sites	16
Outils de collecte et d'analyse	17
Analyse des données	17
Contraintes et difficultés	17
Limite des données	18
TROISIEME PARTIE : DIAGNOSTIC DES CONDITIONS DE VIE SELON LES TYPES DE QUARTIERS	19
Conditions de vie retracées par les acteurs sociaux dans des quartiers pauvres :	19
Conditions de vie retracées par les acteurs sociaux dans des quartiers intermédiaires :	28
Conditions de vie retracées par les acteurs sociaux dans des quartiers moyennement aisés	30
Conclusion : Qui sont les pauvres selon les types de quartier ?	36
QUATRIEME PARTIE : POINTS DE RUPTURE ET DE VULNERABILITE	37
Chez les chefs de ménages hommes	37
Chez les femmes, chefs de ménage	38
Chez les Jeunes hommes :	38
Chez les filles	38
CINQUIEME PARTIE : PERCEPTIONS DE LA PAUVRETE	40
Rapports autochtones / Allochtones	40
Le déficit de capital social	44
Construction d'images de quartiers comme espaces pathogènes	46
Forte pression démographique : promiscuité et déséquilibres de l'espace domestique	50
Pauvreté=Perte de dignité :	50
Le vernis de la pauvreté	51
Conjoncture et durabilité	51
Perception du bien être :	52
SIXIEME PARTIE : COMMENT LES ACTEURS REAGISSENT FACE A LA PAUVRETE	54
L'implication des femmes dans la gestion de l'économie domestique :	54

Appartenir à des tontines et autres mutuelles : chez les mères de famille	56
Passer le moins de temps dans l'espace domestique : chez les pères de famille	56
Solidaires dans la précarité et rêver de migrer : chez les jeunes hommes	57
L'arme de la ruse : le « mbaraan » chez les jeunes filles	62
Le boutiquier comme amortisseurs de crise : endettement des ménages et l'adaptation de l'offre marchande	66
Amputer de manière draconienne les besoins essentiels : au niveau des ménages :	67
Clochardisation et marginalité :	75
SEPTIEME PARTIE : COMMENT LES PAUVRES PERCOIVENT LES INSTITUTIONS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	78
Mécanismes et formes de déconnexion institutionnelle	78
L'environnement institutionnel : quelques tendances liées aux perceptions	79
CONCLUSION : LE BRICOLAGE COMME REGLE DE SURVIE	82
RECOMMANDATIONS	88

RESUME EXECUTIF

La présente étude relative à la perception de la pauvreté dans la Région de Dakar s'inscrit dans l'élaboration du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) du Sénégal. Sa méthodologie est qualitative. Elle interroge le vécu, les perceptions, les représentations populaires.

A titre comparatif, l'étude porte sur trois catégories de quartiers : pauvres, intermédiaires et moyennement aisés identifiés dans les trois principales villes de l'agglomération urbaine de Dakar (Dakar, Pikine, Guédiawaye) qui ont été visitées pendant trois semaines en mai 2001 par une équipe de vingt sociologues.

Les perceptions qui sont au centre de notre analyse visant à restituer le processus de construction sociale de la pauvreté, sont ici définies comme des attributs que les acteurs se forgent ou des traits et identités classificatoires projetées qui structurent leurs interactions avec d'autres acteurs.

Nous observons que l'expression de la pauvreté est dans la forte récurrence de la notion de taqale (en wolof : mettre bout à bout des petites parts de façon approximative, c'est-à-dire rafistoler). En effet, au début des années 90, la crise à Dakar était caractérisée par cette formule : « Les jeunes vivent la crise, les aînés la supportent ». Une décennie plus tard, des changements se sont opérés dans au moins trois directions : - l'amenuisement progressif des ressources des aînés obligés de lâcher des pans de leurs responsabilités domestiques, - l'irruption des femmes dans la mobilisation des ressources des ménages, - la prise de rôles des dépendants (surga) dans le partage des charges et des dépenses des ménages.

Au début des années 2000, de nouveaux rapports sociaux se développent dans l'agglomération urbaine dakaroise en vue de la mobilisation de ressources autour de la notion de taqale qui se décline ainsi :

- la primauté de la gestion au quotidien et bricolée des dépenses domestiques,
- l'éclatement des sources de revenus devenus davantage précaires et incertains,
- la mobilisation contingente et approximative de ressources sans souci de leur origine encore moins de leurs conditions de génération.
- le développement des réciprocités et formes de solidarité davantage au niveau horizontal (personnes dont les conditions sont similaires) que vertical (personnes de statut socio-économique privilégié).

Notre thèse principale est de montrer que la logique dominante du bricolage consistant à rafistoler pour satisfaire les besoins de base traduit, à notre sens, l'avènement d'une « culture de l'aléatoire » ; la permanence de l'instabilité ; une mise au travail décalée comparée au minima social et professionnel quand ce n'est pas un « chômage longue durée » ; un cadre de vie dégradé et capable d'anesthésier ses occupants qui ainsi se familiarisent avec l'inconfort et les manques, intègrent en les banalisant de plus en plus des contre valeurs dans leur mode d'être, cohabitent avec les souillures et déchets.

La figure dominante de la pauvreté dans l'agglomération urbaine dakaroise est la précarité. Elle réalise la jonction entre le dénuement économique et l'affaïssement des liens sociaux.

Elle provoque la perte de dignité des acteurs sociaux qui sont appelés à composer avec les formes de déshumanisation dans leurs interactions à la fois avec les institutions mais également avec tous ou presque leurs fournisseurs de services. Elle engendre une perte de capacité des acteurs qui doutent d'eux même, portent des stigmates dans leur processus de socialisation, amputent des éléments essentiels à leurs conditions minimales de reproduction, entraînent des déficits qui se traduisent par des handicaps et donc de moins en moins d'atouts à la concurrence pour l'accès aux ressources et fruits de la modernité.

Cette précarité est donc « disqualifiante » car le plateau qu'elle offre est en de ça du standard minimum de réalisation sociale, économique, culturelle et politique. Plus que de privation et renoncement, c'est le théâtre de carences, de vices et « d'angoisses avivées ». La précarité c'est ce plateau mou, cet état ou espace où les expositions aux risques deviennent la règle. La précarité désigne cet état de régression dans laquelle se trouvent placées des catégories socio-économiques branlantes car ayant perdu leurs capacités allant de soi de reproduction.

En vue de mettre en relief les perceptions des pauvres de leurs conditions de vie, on peut se demander quelle est la signification du bricolage comme règle de survie. Autrement dit, comment expliquer que dans la perception de nombreux acteurs en proie à cette pauvreté menaçante et tentaculaire le bricolage devient la forme de résistance par défaut.

Le bricolage est rendu nécessaire par l'absence de ressources d'insertion urbaine. Le non respect des normes d'urbanisme et le défaut de plan d'urbanisme anticipant sur les besoins d'extension des villes sont pour une bonne part le prétexte aux quartiers improvisés. Le clientélisme politique a revêtu cette forme de laisser faire en matière d'appropriation foncière.

Selon la perception de nombreux acteurs en périphérie urbaine et dans certains quartiers centraux populaires, la dégradation du cadre de vie reste la forme de précarité la plus destructurante. En effet, c'est particulièrement dans un tel contexte que les populations développent une incapacité à se défendre. Lorsque les inondations permanentes obligent des ménages à faire de l'incertitude une règle de vie, peut-on dire que ces acteurs ont un quelconque contrôle sur les conditions de scolarisation de leurs enfants ou sur tout autre procédé de socialisation ? Les habitations en périphérie sont érigées sans dispositif minimum d'hygiène, ni toilette, ni latrine. Les quartiers périphériques sont enclavés et sont le théâtre d'une insécurité quasi permanente.

L'absence de perspective d'accès aux ressources stables pour le grand nombre crée une angoisse existentielle, un stress permanent et un inconfort qui déteint sur les rapports humains.

Par ailleurs, les politiques publiques n'ont pas annihilé l'informalisation qui constitue le seul cadre accessible pour poser des initiatives populaires. Elles ont contribué à l'émergence des nouveaux pauvres constitués par ceux que Paugam (1996) appelle « ceux dont le statut est remis en cause » ou « ceux qui ne parviennent pas à accéder au statut auquel ils aspirent ». Ce sont les « déflatés » du public et du privé, ceux qui ont fait le départ volontaire de leur position de salarié et dont la reconversion s'est avérée un échec, les jeunes diplômés chômeurs, les jeunes sevrés prématurément en l'absence de transmission de patrimoine en leur faveur par les ascendants ayant eu le contrôle de ressources (positions privilégiées dans l'appareil d'Etat, gestionnaire du patrimoine foncier, dépositaires de compétences intellectuelles ou de richesses matérielles/financières).

Le déclassement de ces nouveaux pauvres constitue sinon, un point de rupture, du moins la trame à la généralisation de la pauvreté urbaine. En tout état de cause, il a été décisif dans l'instabilité et la vulnérabilisation d'une frange destinée auparavant à grossir les rangs des couches moyennes citadines dont le rétrécissement creuse le fossé entre l'élite et le secteur populaire. Les nouveaux pauvres sont aussi les familles dont l'unique pourvoyeur de ressources décède ou atteint l'âge de la retraite.

Un autre facteur caractéristique de la destructuration générée par la précarité c'est le desserrement des liens sociaux. En effet, les plus pauvres se trouvent esseulés, souvent sans liens significatifs de sociabilité encore moins de soutien. Tout fonctionne comme si les potentiels interlocuteurs des pauvres soupçonnaient une contagion au contact du pauvre.

Plus généralement, les liens horizontaux (au sein de groupes de pairs) se maintiennent et quelques fois émergent mais force est de reconnaître qu'ils sont plutôt fonctionnels, ce sont des aides ponctuelles et la ressource échangée est souvent faible en valeur intrinsèque : chacun des jeunes qui le peut circonstanciellement apporte une contribution qu'il aura réussi soutirer ailleurs. Le cercle d'amitiés et de relations se restreint au sein des groupes d'appartenance. Les réciprocités sont de plus en plus circonscrites dans des segments de réseau relationnel. Mais le paradoxe réside dans le fait que face à la pauvreté, les acteurs ne se laissent pas tous prendre dans la spirale de la démission ou de la fatalité. Quelles sont leurs stratégies ?

Les acteurs sociaux innovent dans la précarité en s'y ajustant et en inventant d'autres stratégies pour s'en sortir. Les pauvres entreprennent. Les femmes ont fait une irruption dans la mobilisation des ressources en plus de leur rôle de gestionnaires de l'espace domestique qui se maintient et se fortifie. Les rapports sociaux de sexe ont évolué. Les femmes qui subissent fortement les effets de la crise jouent des rôles de premier plan. Au travers des tontines et autres formes de mutualisation, elles arrachent non sans peine les ressources pour en créer d'autres et faire face au déficit de revenu dans l'espace domestique.

Les jeunes renoncent à l'idéal habituel de réussite sociale par les longues études, l'accès aux hautes fonctions bureaucratiques ou technocratiques. C'est le règne du gain immédiat. Avec la complicité de leurs parents, ils aspirent presque tous migrer aux USA, en Italie et autres pays européens pour ensuite investir chez eux dans l'immobilier, le commerce et prendre en charge significativement les dépenses de la famille d'origine basée à Dakar. Les jeunes socialisés à Dakar sont devenus les premiers candidats à la migration internationale. Pour cela, ils font du taqale, mobiliser plusieurs bouts de ressources pour financer le départ. Les billets arrivée-payés sont proposés à leurs parents par des intermédiaires qui demandent en gage un titre foncier d'un des membres de la famille.

L'espace domestique des quartiers pauvres est devenu un cadre de services domestiques payants : la nourriture adaptée aux petites bourses, les étalages de fruits et légumes de second choix aux moindres portions de détail, de pains secs, de friperie, le lavage des habits, la coiffure, etc. La violence s'installe dans les rapports sociaux. Les agressions, vols etc. trouvent une nouvelle légitimité par cette sorte de revanche infligée à l'emporte pièce.

Les filles n'hésitent plus à l'usage de l'arme de la ruse. Le mbaraan (se faire entretenir par plusieurs aspirants qui s'ignorent) connaît un certain succès. Pour la plupart, c'est une manière de s'assurer le repas du soir, gagner une belle tenue ou autres moyens de valorisation de sa féminité. Elles ne négocient pas seulement grâce à leur charme, les filles sont aussi dans

le secteur des services, celui du commerce informel. Ce sont elles qui sont le personnel domestique dans les quartiers intermédiaires et aisés ou des aides familiaux dans les marchés de la capitale. Les aliments pour pauvres font leur apparition en se créant une nouvelle identité : « ndambe » (sauce piquante au haricot local), « pain rasi » (pain sec), etc.

Les parents maintiennent le plus longtemps possible les jeunes actifs dans la maison familiale. Le regroupement des revenus, taqale, est le plus sûr moyen de ne pas prendre de risques d'éclater les charges familiales. La prise de rôle des jeunes est donc assujettie à leur accès aux ressources par l'emploi. De nombreuses stratégies sont développées pour survivre : louer une partie de la maison et cohabiter avec les locataires au prix de la promiscuité, passer le moins de temps dans l'espace domestique en particulier pour les hommes et les actifs jeunes pour éviter d'être sollicité dès qu'un besoin nécessitant des dépenses s'impose, recourir à un tiers (le boutiquier du quartier) pour rationaliser l'utilisation des ressources qui sont en de ça des besoins des ménages, réduire le nombre de repas journaliers, location non payée en attendant une longue procédure d'expulsion, achat au détail pour tout, emprunt d'habit, troc etc. Ces stratégies révèlent une obligation d'amputation des besoins essentiels des ménages et des individus.

Pendant ce temps, les institutions oeuvrant à la réduction de la pauvreté sont sur scène. Les actions des programmes spécialisés gouvernementaux et celles des ONG sont organisées selon un ciblage géographique des pauvres des villes en mettant à leur disposition des ressources soit pour les soulager soit pour développer leurs capacités d'auto-prise en charge. Ces actions restent expérimentales pour une bonne part et ne touchent qu'une proportion faible des pauvres. Les cibles concernées les trouvent souvent pertinentes. Cependant, les populations en général des quartiers pauvres et intermédiaires sont en déconnexion institutionnelle avec ces intervenants. Elles développent des appréhensions quand à l'accessibilité des actions, s'interrogent sur la priorisation faite par ces programmes et entretiennent des rapports d'extériorité avec ces institutions de lutte contre la pauvreté. Les pauvres manifestent leur ignorance totale ou partielle des procédures d'accès et de contacts avec les institutions qui sont censées leur venir en appui.

PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DE L'ETUDE DE LA PERCEPTION DE LA PAUVRETE DANS LA REGION DE DAKAR

Cette première partie situe le lecteur dans le contexte de l'étude relative à la perception de la pauvreté dans la région de Dakar. En effet, c'est à Dakar où l'étude qui se poursuit dans les neuf autres régions du Sénégal a été testée. Toute l'équipe soit une vingtaine de cadres (consultants régionaux et leurs assistants ainsi que des membres du secrétariat permanent du DRSP) a travaillé pendant trois semaines (10 mai au 02 juin 2001) avec le coordinateur scientifique dans les douze quartiers de l'agglomération urbaine de Dakar dans les trois villes : Dakar, Pikine et Guédiawaye.

En plus du rappel des termes de référence (cadre de l'étude et objectifs de l'enquête perceptions de la pauvreté au Sénégal/EPPS), cette partie expose deux autres points majeurs : (i) les caractéristiques socio-démographiques de la Région de Dakar et, (ii) l'hypothèse centrale de l'étude de la perception de la pauvreté dans cette Région de Dakar.

Rappel des termes de référence :

Cadre de l'étude :

L'économie sénégalaise a renoué avec la croissance au cours de ces dernières années. Selon les estimations, le PIB a progressé en moyenne de plus de 5% depuis 1995. Cette performance est imputable à l'amélioration du cadre macro-économique et réglementaire et surtout à la stratégie de développement du secteur privé.

Toutefois, ces performances économiques enregistrées n'ont pas contribué autant qu'on l'espérait à améliorer les conditions de vie des populations et à réduire substantiellement la pauvreté. En effet, le Sénégal n'a pas encore réussi l'objectif de l'éducation universelle au niveau de l'enseignement primaire, le taux brut de scolarisation se situe encore à 70 %, tandis que le taux global est estimé à 32 % ; l'analphabétisme touche environ la moitié de la population. Quant aux indicateurs de santé, ils sont encore en deçà des normes de l'OMS.

C'est dans cette perspective que le Sénégal s'est engagé à l'instar de la plupart des pays africains à réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015 conformément aux engagements de Copenhague. Ainsi, le Gouvernement du Sénégal s'est engagé auprès des Institutions de Bretton-Woods à élaborer un "Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP)"

à fin décembre 2001. Le but visé par le DSRP est de saisir la réalité de la pauvreté sous toutes ses formes pour définir les objectifs et les domaines d'intervention en mettant l'accent sur les résultats qui guident l'intervention publique.

Le DSRP qui sera le cadre de référence du Gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté doit être (i) un outil de coordination pour impulser le partenariat entre les différents acteurs; (ii) un instrument de mobilisation de ressources et de recentrage des actions de développement de l'Etat autour d'objectifs clairement définis, assortis d'indicateurs de performance et d'impact; (iii) un cadre pour un développement communautaire efficace.

Objectifs de l'enquête perceptions de la pauvreté :

La finalité de "l'enquête de perception" sera de rendre compte de la façon dont les pauvres et les populations en général perçoivent le bien être et la pauvreté. En effet la perception que les populations ont du bien être, de la pauvreté, de ses manifestations et des facteurs déterminants commande dans une large mesure leurs comportements et leurs réactions par rapport aux politiques publiques. Il s'avère donc nécessaire d'intégrer cette perception dans la phase de définition de la stratégie de réduction de la pauvreté.

En complément des données quantitatives fournies par l'ESAM, les enquêtes sur la perception de la pauvreté par les pauvres qui doivent alimenter des ateliers régionaux de réflexion auront pour objectifs :

- ❑ Explorer les avis de la société en général et des pauvres en particulier sur les notions de bien être et de pauvreté, sur les déterminants, les causes et les manifestations de la pauvreté
- ❑ Recueillir et analyser le classement fait par les acteurs selon le statut social et le genre sur les facteurs déterminants de la pauvreté.
- ❑ Rendre compte et analyser les appréciations sur les obstacles structurels et autres contraintes au bien être et à lutte contre la pauvreté du point de vue des pauvres.
- ❑ Rendre compte et analyser les appréciations faites par les pauvres sur les institutions et les services de base (santé, accès à l'eau potable, éducation, sécurité, mobilité etc...).
- ❑ Rendre compte et analyser les appréciations faites par les pauvres sur les rapports de genre.
- ❑ Identifier et analyser les priorités définies par les pauvres, leurs visions etc.

La démarche participative sera utilisée lors des enquêtes avec la méthode Participatory Poverty Assessment (PPA) comme base de travail.

Caractéristiques de la zone d'étude : La Région de Dakar

Cette partie vise à donner en grands traits le cadre d'étude en présentant les indicateurs démographiques, les indicateurs socio-économiques et les indicateurs de population dans la Région de Dakar.

La région de Dakar abrite à elle seule un peu près du quart de la population, ce qui pourrait s'expliquer par les nombreuses potentialités socio-économiques qu'elle offre et une centralisation administrative à outrance dans la capitale. Cette forte concentration n'est pas sans avoir des répercussions négatives sur les conditions de vie des ménages. L'Enquête Sur les Priorités du Sénégal (ESP) donne une population de 1 593 623 habitants en 1991 contre 1 714 519 selon l'Enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM 1994), soit une augmentation de 7.6%. En 1991, la structure par sexe et par âge fait apparaître 96 hommes pour 100 femmes et plus de la moitié soit 55% de la population a moins de 20 ans.

La prédominance des jeunes et des femmes qui constituent les groupes les plus vulnérables, eu égard à leur difficulté d'insertion dans la dynamique économique urbaine, caractérise l'effet inhibiteur de la structure par sexe et par âge sur l'amélioration des conditions de vie des ménages.

Dans la région de Dakar, le nombre moyen d'enfants par femme en 1997 selon l'Enquête Démographique et de Santé (EDSIII) est estimé à 4,2 contre 3,5 en 1999 d'après l'Enquête Sénégalaise sur les Indicateurs de Santé, soit une diminution de 0.7 point. A Dakar, cet indicateur est presque le même que celui du milieu urbain sénégalais qui est de 4.3 en 1997 contre 3.9 en 1999. Par contre celui du niveau national est plus élevé (5.7 enfants par femme en 1997 contre 5.2 enfants par femme en 1999). Dans la région de Dakar, on enregistre une diminution de la mortalité juvénile et infanto juvénile entre 1997 et 1999. Par contre la mortalité a augmenté sur la même période. Les mêmes tendances ont été observées en milieu urbain.

De même, près du quart des hommes est affecté par la précarité de l'emploi en milieu urbain. En effet, à Dakar, d'une manière générale, selon les enquêtes ESP et ESAM, il a été observé une baisse du taux d'activité entre 1991 et 1994, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. De même, le taux d'activité des hommes est presque le double de celui des femmes qui sont plus présentes dans les activités dites informelles, sous estimées ou ignorées par les statistiques nationales. En milieu urbain, les mêmes tendances sont observées. Le chômage est un phénomène crucial et essentiellement urbain. Il touche près du quart des actifs à Dakar comme dans le milieu urbain sénégalais.

Le revenu par habitant est estimé à 359 981 FCFA en 1991 à Dakar contre 432797 FCFA en 1994. Les revenus moyens annuels de Dakar sont un peu plus élevés que ceux du milieu urbain en général (359981 contre 282223 en 1991 et 432797 contre 403070 en 1994). Pour le reste du Sénégal, le revenu moyen par tête est passé de 89577 en 1991 à 162282 en 1994. En 1991, 25% des ménages dakarois ont un revenu annuel inférieur à 563063 F. CFA contre 139000 pour le reste du Sénégal. Les ménages se situant dans ce premier quartile ont les revenus les plus faibles.

A Dakar, le revenu médian annuel des ménages se situe à 1084083 F CFA en 1991, ce qui signifie que 50% des ménages ont un revenu inférieur 1084083 F CFA. Ces ménages ont une taille moyenne de sept personnes. Ce revenu médian est de trois fois supérieur à celui du reste du pays et légèrement supérieur à celui du milieu urbain sénégalais estimé à 900000 F CFA.

En 1991, seulement 25% des ménages dakarois avaient un revenu annuel supérieur à 2 025 000 F CFA. Ces ménages sont supposés être les plus aisés. En 1994, il convient de préciser que les revenus ont presque doublé pour chacun des groupes (ménages ayant les revenus les plus faibles, les ménages ayant les revenus médians, les ménages les plus aisés).

On constate que les revenus des ménages disposant d'équipements durables ont presque doublé à l'espace de trois ans (entre 1991 et 1994). Cette constatation met en relief la disponibilité de certains équipements dans des ménages précaires ainsi qu'en attestent les habitants de quartiers inondés et obligés de vivre perchés au-dessus de l'eau stagnante, regardant leur téléviseur et vacant à leurs besoins.

Toutefois, l'importance du nombre moyen de personnes par ménage indique des tendances à la promiscuité. Selon l'EDSIII de 1997, pour 98% des naissances de la région de Dakar, la mère est allée en visite prénatale. Cette proportion est de 20% supérieure à celle du niveau national. Plus de huit naissances sur dix ont été assistées par un professionnel de la santé. Ce pourcentage est de 47% au niveau national. Entre 1992 et 1997, on constate que les consultations prénatales auprès d'un personnel de santé ont légèrement augmenté à Dakar. Par contre l'assistance à l'accouchement a enregistré une forte augmentation en passant de 82% à 98%. Ces chiffres cachent le stress et les insatisfactions des parturientes obligées de fréquenter des structures de santé inhospitalières.

A Dakar le taux de couverture des hôpitaux est sensiblement le même entre 1994 et 1996. Il est d'un hôpital pour 267046 habitants en 1994 et d'un hôpital pour 287472 habitants en 1996. Cette couverture est presque trois fois meilleure à celle du reste du Sénégal. A Dakar, on note un médecin pour 4440 habitants en 1994 contre un médecin pour 4254 habitants en 1996. Pour le reste du Sénégal, ces ratios sont respectivement d'un médecin pour 28576 habitants et un médecin pour 37271 habitants. La couverture en terme de médecin est sept fois meilleure dans la région de Dakar. Selon les normes de l'Organisation Mondiale pour la Santé (OMS), la situation normale est d'un médecin pour cinq milles (5000) habitants, ce qui signifie que seule la région de Dakar respecte ces normes.

A Dakar, la couverture en terme de sage femme est d'une sage femme pour 1300 femmes en âge de procréer, elle est de trois fois meilleure comparativement à celle enregistrée pour le reste du Sénégal. Dans la région de Dakar comme en milieu urbain sénégalais, le taux d'alphabétisation des hommes avoisine les 80%, soit presque le double de celui des femmes. Pour le reste du Sénégal ces proportions sont respectivement de 61.5% et 20.8%.

Les taux de scolarisation des garçons sont encore plus élevés que ceux des filles quel que soit le niveau d'enseignement et la zone de résidence en 1995 comme en 1998. La répartition des classes et effectifs de l'enseignement moyen par quartiers de Dakar laisse apparaître des disparités du nombre moyen d'élèves par classes. Ce ratio est plus faible à Dakar Banlieue (en moyenne 23 élèves par classe) et plus important à Guédiawaye où il se situe à 70 élèves par classe.

La faiblesse du ratio de Dakar Banlieue peut s'expliquer par la floraison de petites écoles privées.

En 1991, près de deux tiers des ménages dakarois fréquentent le service de santé publique le plus proche contre neuf ménages sur dix pour le reste du Sénégal. La mauvaise qualité du service de santé est la principale raison de la non fréquentation des services sanitaires (31% à Dakar comme en milieu urbain sénégalais). Pour le reste du Sénégal, l'éloignement du service n'est cité que dans 21% des cas contre 10% pour le coût élevé. Le temps médian que parcourent les ménages pour se rendre aux services le plus proche est de dix (10) minutes pour le milieu urbain et de vingt cinq minutes pour le milieu rural.

En 1991, 3.7% des ménages dakarois n'avaient pas encore accès à l'eau potable contre un ménage sur 10 pour le milieu urbain sénégalais. A Dakar, la situation s'est sensiblement améliorée en l'espace de cinq ans, soit seulement 0.8% de ménages privés d'eau potable en 1994. Pour le reste du Sénégal, plus de la moitié des ménages sont privés d'eau potable en 1991 comme en 1994.

La promiscuité est un phénomène essentiellement urbain. Ainsi, seulement 1.4% des ménages dakarois sont sous-peuplés contre 69.1% de ménages normalement peuplés. Il est à noter que plus du quart des ménages dakarois vivent dans la promiscuité soit 29.5% des ménages.

Dans l'ensemble, on note une prédominance des ménages propriétaires de leur logement, suivis des ménages locataires. La qualité des habitations est souvent faible. La taudification est en passe de se généraliser en particulier dans la banlieue et dans certains quartiers centraux populaires. Sur la période 1991-1994, il a été observé, à Dakar comme en milieu urbain sénégalais, un accroissement d'environ 14 points, des ménages propriétaires de leur logement et une augmentation de 19 points pour le reste du Sénégal. Par contre, les ménages locataires ont enregistré une baisse sur la même période, passant de 45.3% à 29% à Dakar, 38% à 22.4% en milieu urbain et 9,7% à 3,3% pour le reste du Sénégal. Le statut de copropriété, nettement moins fréquent, est resté constant sur la période. Il concerne une fraction dérisoire des ménages dakarois et urbains (4 à 5%) contre un ménage sur 10 pour le reste du Sénégal.

L'ESP révèle que près de la moitié des ménages dakarois, soit 49,5%, possédaient au moins une maison en 1991 contre un peu plus de la moitié des ménages urbains (54,8%). L'acquisition de maison semble être plus aisée dans le reste du Sénégal où 7 ménages sur 10 sont propriétaires de maisons. Cela est surtout dû au fait que l'essentiel des ménages ruraux (80,4%) sont en possession de ce type de patrimoine qui nécessite un investissement sommaire moins onéreux dans ce milieu précis. L'âge d'accès à la propriété immobilière qui est en moyenne à cinquante ans (IFAN/ORSTOM, 1995) reste avancé quand on sait que la population est essentiellement jeune.

S'agissant de l'énergie domestique, la lampe à pétrole est le deuxième mode d'éclairage dominant avec toutefois une utilisation plus fréquente dans le reste du Sénégal où le taux d'utilisation se situe à 68,3% en 1991 contre 75,6% en 1994. Force est de constater par ailleurs que, dans la région de Dakar comme en milieu urbain sénégalais, 1 ménage sur 10 utilise la bougie pour l'éclairage, le niveau d'utilisation étant quasiment constant sur la période 1991-1994. Ce niveau d'utilisation, non négligeable, de la bougie à Dakar reflète les conditions de vie très difficiles des ménages où l'électricité est encore un luxe. Les conditions d'hygiène ne sont pas meilleures. Ainsi, à Dakar 3 ménages sur 10 disposent de toilettes adéquates en 1994 contre 4 ménages sur 10 en 1997. Le terme de toilette adéquate s'entend

comme les toilettes ayant des installations avec chasse d'eau, personnelle ou commune ou des latrines.

Dans l'ensemble, La Région de Dakar donne un profil d'une capitale aux conditions de vie précaires même si elles ne sont sans commune mesure avec le reste du pays. Comme on le voit : la structure par âge et par sexe reste défavorable à la réduction de la pauvreté ; plus du quart des ménages dakarois vit dans la promiscuité ; plus de la moitié des ménages ne dispose pas encore de toilettes adéquates à Dakar ; l'accès aux services sociaux de base présente des déficits graves qui montrent les limites de la capitale comme cadre favorable à un bien être.

Hypothèse centrale dans la Région de Dakar:

Au début des années 90, l'équipe IFAN/ORSTOM (Antoine, Bocquier, Fall, Nanitélamio, 1995)¹ concluait son étude sur la crise à Dakar par cette formule : « Les jeunes vivent la crise, les aînés la supportent ». Une décennie plus tard, un glissement s'est opéré dans au moins trois directions :

1. l'amenuisement progressif des ressources des aînés obligés de lâcher des pans de leurs responsabilités domestiques,
2. l'irruption des femmes (jusqu'alors reconnues dans la fonction de gestionnaires de l'économie domestique) dans la mobilisation des ressources des ménages,
3. la prise de rôles des dépendants (*surga*) dans le partage des charges et des dépenses des ménages.

Notre constat majeur de l'expression de la pauvreté est à trouver dans la sémiologie populaire. La forte récurrence de la notion de *taqale* (en wolof : mettre bout à bout des petites parts de façon approximative, c'est-à-dire rafistoler) ne peut laisser aucun observateur indifférent. En effet, de nouveaux rapports sociaux se développent dans l'agglomération urbaine dakaroise en vue de la mobilisation de ressources autour de la notion de *taqale* qui se décline ainsi :

- ☐ la primauté de la gestion au quotidien et bricolée des dépenses domestiques,
- ☐ l'éclatement des sources de revenus devenus davantage précaires et incertains,
- ☐ la mobilisation contingente et approximative de ressources sans souci de leur origine encore moins de leurs conditions de génération.
- ☐ le développement des réciprocités et formes de solidarité davantage au niveau horizontal (personnes dont les conditions sont similaires) que vertical (personnes de statut socio-économique privilégié).

Avant de poser notre hypothèse centrale, nous formulons quelques questions structurantes de l'analyse de la pauvreté urbaine. Commençons par nous demander dans un contexte de prégnance de la pauvreté, comment se reconfigurent les liens sociaux ? Assistons-nous à un relâchement ou une réactivation voire une recomposition de ces liens ? Plus généralement, la généralisation de la pauvreté analysée ici comme la trame de sa banalisation a-t-elle atteint la société dans sa structure intrinsèque en la déstructurant ?

¹ Ph. Antoine, Ph. Bocquier, A.S. Fall, J. Nanitélamio, 1995, L'insertion urbaine à Dakar : Les jeunes vivent la crise, les aînés la supportent, in : ORSTOM Actualités N° 48.

moyennes des villes. Le phénomène le plus évident c'est cette incapacité désormais de catégories socio-économiques, de plus en plus nombreuses, n'ayant plus accès aux passerelles permettant d'aspirer à l'ascension sociale. Ces échelles se sont inversées. C'est ce que les analystes s'accordent à appeler la « nouvelle pauvreté » qui fait le lit de la précarité.

Serge Paugam (1996)², dans un contexte malgré tout comparable à celle de Dakar définit la précarité comme un « ensemble hétérogène de situations instables génératrices de difficultés nouvelles pour des franges de la population jusque là à l'abri de la pauvreté... des couches de la population considérées comme parfaitement adaptées à la société moderne et victimes malgré elles de la conjoncture économique et de la crise de l'emploi ». La précarité désigne cet état de régression dans laquelle se trouvent placées des catégories socio-économiques branlantes car ayant perdu leurs capacités allant de soi de reproduction.

Les nouveaux pauvres, ce sont ceux ou celles qui se destinaient à passer des couches pauvres aux couches moyennes et celles intermédiaires à aisées. Remarquons au passage que c'est aussi tout le sens de la définition de A. Sen pour qui la pauvreté est une perte de capacité (Sen, 2000)³. La précarité a élargi son champ au de là des groupes sociaux classiquement exclus que sont les marginaux, les sans revenus, les inscrits aux situations extrêmes. Les représentations de soi que nous introduisons visent à désigner doublement la pauvreté, d'abord, comme fait temporel et, ensuite, comme fait construit socialement par des acteurs sociaux. La temporalité est ici ce qui permet de voir qu'un acteur dans une situation de socialisation donnée aspire plus tard à accéder à des capacités qui réalisent son ascension ou passage d'une catégorie à une autre plus confortable. C'est du reste ce que Erving Goffman (1973) appelle « représentations idéalisées⁴ ». Elle est donc concomitante avec la perception qu'un acteur a de sa situation et de ses attentes.

Les perceptions qui sont au centre de notre analyse visant à restituer le processus de construction sociale de la pauvreté, sont ici définies comme des attributs que les acteurs se forgent ou des traits et identités classificatoires projetées qui structurent leurs interactions avec d'autres acteurs. C'est donc des « blocs de sentiments » (Laé et Murard, 1995⁵) variables selon les enjeux de l'espace-temps, la position des acteurs et leurs rapports de force avec leurs contemporains.

Mais le paradoxe réside dans le fait que les acteurs ne se laissent pas tous prendre dans la spirale de la démission ou de la fatalité. Certains, les jeunes, sont nés ou ont été socialisés dans la crise. Comment donc pourraient-ils ne pas tenter de dompter ce qu'ils nomment la « conjoncture » pour s'en départir plus tard, marquer leur espoir et tempérer la durée présente de la crise, se forger leur propre temps social. Les acteurs sociaux innoveront dans la précarité en s'y ajustant et en inventant d'autres stratégies pour s'en sortir même si c'est au prix fort.

² Serge Paugam (éds), 1996, *L'exclusion, l'état des savoirs*, Editions la Découverte (textes à l'appui), 582 p.
³ Amartya Sen, 2000, *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Editions Odile Jacob, 356 p.

⁴ « Dans la plupart des sociétés, il semble exister un système de stratification dominant et, dans la plupart des sociétés stratifiées, on idéalise les positions supérieures et on aspire à passer des positions inférieures aux positions supérieures. Cette attitude ne traduit pas simplement le désir d'avoir une situation prestigieuse, mais aussi le désir de se rapprocher du foyer sacré des valeurs sociales établies. » Erving Goffman, 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*, Les Editions de Minuit, (Le sens commun), voir p. 41.

⁵ Jean-Francois Laé, Numa Murard, 1995, *Les récits du malheur*, Descartes & Cie, Paris, 191 p.

DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE

L'Enquête des Perceptions de la Pauvreté au Sénégal (EPPS) s'inscrit dans le contexte global de l'étude de la Pauvreté au Sénégal aux fins d'élaborer un Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) co-piloté entre autres par le PNUD et la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS).

Sa méthodologie est totalement qualitative. Elle interroge le vécu, les perceptions, les représentations populaires. Pour plus de précisions, voir le Manuel destiné aux consultants régionaux (A.S.Fall, Mai 200, 65 p.) qui présente la méthodologie utilisée dans l'enquête sur Les perceptions de la pauvreté au Sénégal.

Choix des sites

Le choix des sites des enquêtes s'est fait à partir de plusieurs éléments interdépendants. Nous sommes partis de variables socio-économiques (nature du bâtiment et des conditions matérielles de vie des ménages, etc.), en particulier des indices synthétiques de pauvreté qui classent par ordre croissant de vulnérabilité, les quartiers de Dakar. Ce classement s'est opéré *à partir de l'étude sur la localisation des ménages selon la qualité du cadre de vie* suivant trois catégories de quartier : quartiers pauvres, intermédiaires et moyennement aisés.

Une fois les 12 quartiers choisis, la validité a été vérifiée sur le terrain. C'est ainsi que des quartiers préalablement jugés pauvres ont été réajustés au contact du terrain. Inversement aussi, des quartiers riches ont été réévalués.

Des réajustements ont été nécessaires sur le terrain. Aussi, le bâtiment a été parfois un critère important dans l'identification des ménages pauvres. C'est aussi qu'empiriquement, des baraques ont été choisies à la place de maisons bâties en dur, les espaces qui s'apparentent à des taudis ont été privilégiés dans les quartiers vastes où cohabitent différentes couches sociales.

Un effort systématique de diversification des sites géographiques a été fait par les différentes équipes. En effet, les 3 principales villes (Dakar, Pikine, Guédiawaye) ont été visitées pour donner des tendances généralisables et spécifiques. *Le souci d'identifier une diversité de groupes socio-économiques a permis d'enquêter* auprès des familles dites « très pauvres », des familles dites « pauvres », des familles intermédiaires et des familles moyennement aisées. L'objectif est d'arriver à une analyse différentielle des perceptions à partir de catégories socio-économiques. Il faut cependant, noter que ce sont surtout les familles dites « pauvres » et « très pauvres » qui ont fait l'objet en majeure partie d'enquêtes (8 quartiers sur 12).

A partir du classement opéré, et tenant compte des ajustements faits en cours d'enquête, le choix s'est porté sur 12 quartiers qui sont :

Quartiers pauvres : Ouakam (Dakar), Yeumbeul, Thiaroye Hamdallaye III et IV (Pikine), Nieti Mbaar (Guédiawaye).

Quartiers intermédiaires : Grand Dakar (Dakar) et Parcelles-Assainies, Unité 9 (Guédiawaye).

Quartiers moyennement aisés : HLM Grand Yoff (Dakar), Cité ICOTAF 1 (Pikine), Hamo IV et VI (Guédiawaye).

Outils de collecte et d'analyse

Les outils de collecte sont variés et sont essentiellement qualitatifs.

- *Guide d'entretien*

Ce guide comprend différentes rubriques portant notamment sur les définitions de la pauvreté, du bien-être, de l'insécurité, du risque de la cohésion sociale, de la priorisation par les pauvres de leurs problèmes, de l'analyse institutionnelle, de l'analyse du genre, etc.

A partir de ce guide, différentes techniques de collectes ont été mises à contributions par les différentes équipes :

- discussion de groupes dirigés (Focus-Group)
- entretiens collectifs / individuels
- observations de terrain
- coupe transversale
- biographie.

Analyse des données

C'est principalement l'analyse de contenu qui a été privilégiée. Tous les entretiens ou focus group ont fait l'objet soit d'enregistrement / transcription, soit de prises de notes. Un corpus d'entretiens a pu être aussi constituée et capitalisée. Ce corpus a fait l'objet de traitement spécifique (illustration de thèses, encadré, commentaires, analyse plus systématique) à partir de grands thèmes portant notamment sur des définitions, des priorisations par les pauvres, l'analyse institutionnelle des actions de lutte contre la pauvreté.

Contraintes et difficultés

La contrainte majeure est d'ordre méthodologique : en effet, détecter les perceptions des pauvres, des riches ? Quel est l'outil approprié ? Comment faire face aux biais éventuels ? Comment repérer les pauvres par rapport aux autres ? Aussi, le temps d'enquête de terrain est compté. Nous avons donc mené un travail intensif en trois semaines avec une rotation au sein des trois équipes constituées et une mise en commun régulièrement au sein de toute l'équipe. L'approche fut donc itérative permettant de tester les hypothèses ou de les construire de façon exploratoire.

Ces contraintes et difficultés sont naturellement celles de toutes études qualitatives centrées sur les perceptions qui reposent sur une bonne dose de jugements et donc de

sentiments. La seconde contrainte est d'ordre logistique. La mobilité des équipes n'a pas toujours été facile du fait du dispositif de transport des équipes de recherche.

Limite des données

Une des limites principales concerne les aspects méthodologiques. La saisie des perceptions n'est pas chose aisée du fait que l'approche cherche à saisir le vécu et les représentations.

Différents biais doivent être cités : biais de la classification des catégories socio-économiques, du ciblage des zones géographiques, de sincérité des réponses, etc.

Le temps imparti à l'étude est également une limite. La masse d'informations fournies en un temps record ne facilite pas son traitement immédiat, notamment dans un contexte où on cherche à comprendre les perceptions de la pauvreté d'un point de vue régional.

Les enseignements sont multiformes. L'approche qualitative est d'une grande fécondité heuristique. Une grande masse de données a pu être constituée sur une diversité de cible touchant à la fois aux acteurs, ménages, espaces géographiques, modes locaux de pensée, stratégies développée par les ménages, sémiologies populaires, etc. Sur chacun de ces aspects, on peut noter une diversité de variantes qui donne sens et pertinence aux perceptions.

Comparée aux approches quantitatives, l'approche perception a développé une originalité certaine par rapport aux méthodes classiques. Elle est ouverte. Les outils mis à contribution sont diversifiés. Ils font appel à la fois à des approches de l'expertise, de la recherche, du développement. La méthodologie laisse de la place à de la créativité sur le terrain. Elle met en relief le vécu des acteurs et leurs représentations.

Cependant, ce caractère subjectif des perceptions ne doit pas cacher l'intentionnalité objective qui est à la base de ces présupposés méthodologiques. Aussi, la perception est saisie et analysée d'abord au travers d'indicateurs portant sur les conditions de vie des ménages et des acteurs. Ensuite, on essaie de capter les « blocs de sentiments » qui se constituent dans les interactions entre les acteurs, pour en dresser des typologies et des noyaux de sens.

TROISIEME PARTIE : DIAGNOSTIC DES CONDITIONS DE VIE SELON LES TYPES DE QUARTIERS

Ce diagnostic vise à refléter différents standings de vie selon la configuration des quartiers. Trois types de quartiers seront exposés : quartiers pauvres, quartiers intermédiaires et quartiers moyennement aisés. La description des conditions de vie dans chaque type de quartiers se termine par une sous-conclusion et une conclusion d'ensemble dresse une typologie des pauvres en introduisant le chapitre suivant qui analyse les facteurs de vulnérabilité et les points de rupture selon les catégories socio-économiques.

Conditions de vie retracées par les acteurs sociaux dans des quartiers pauvres :

Les éléments d'appréciations de la pauvreté ont été appréhendés à la suite d'observation de terrain et à travers les différents types d'entretiens aussi bien individuels que collectifs. Ces traits caractéristiques de l'état de la paupérisation avancée s'articulent autour de deux points majeurs : les indicateurs structurants et les indicateurs localisés ou indicateur subjectifs et collectifs de la pauvreté. Il s'agit dans notre démarche d'identifier les indices concrets de dégradation progressive des niveaux de vie et qui renseignent sur les tendances générales de la caractérisation de la pauvreté.

L'accès aux services sociaux de base demeure un des problèmes majeurs. En effet, il existe une multitude de difficultés pour accéder aux services sociaux primaires tels que la santé, l'éducation, et l'eau potable, etc. Ces difficultés selon les populations sont souvent reliées à deux facteurs essentiels : le manque d'emploi et la modicité des revenus disponibles ou mobilisables. La fréquentation des structures sanitaires s'effectue dans la plupart des situations qu'en cas de maladie persistante et sérieuse, la prévention contre les maladies dites endémiques relève très souvent du luxe chez les populations. D'après l'un des pharmaciens à Ouakam, le taux de prévalence des maladies infectieuses est très élevé, d'où les nombreux cas de maladies dues aux infections bactériennes exacerbées principalement par la promiscuité et le peu de soins accordé à l'hygiène et à la salubrité du cadre de vie.

Il ressort que certaines maladies dites « maladies de pauvre » sont très bien localisées dans la zone. Ces maladies de types parasitaires sont entre autres la tuberculose, le paludisme, les maladies diarrhéiques etc., et depuis quelques années des cas fréquents de constipation sont détectées dus essentiellement à la grande consommation de riz. D'autres maladies sont également très présentes dans ces quartiers, c'est le cas de la galle, des vers, de la conjonctivite, etc.

Ces maladies de pauvres se différencient généralement à d'autres qui sont plus fréquentes chez les couches relativement moyennes, ces maladies métaboliques sont entre autres le diabète, l'hypertension artérielle, les migraines, les ulcères, etc. Les visites effectuées dans les pharmacies permettent de relever la pratique du tri sur les médicaments prescrits par les structures sanitaires ou le substitut par un autre médicament présentant les mêmes caractéristiques chimiques et thérapeutiques mais dont le coût est nettement moins élevé.

La tentative d'une classification des pauvres, par ordre de vulnérabilité, a été opérée avec le concours participatif de populations enquêtées. Il ressort de cette analyse, la classification suivante selon le degré de vulnérabilité dans un ordre décroissant :

➤ les « *doxandeem* »

Communément appelés étrangers ou quelqu'un se retrouvant subitement dans une situation étrangère et inédite, ils sont indexés comme étant la couche la plus vulnérable car dépourvue de tout soutien économique et relationnel. Ils constituent le gros lot des marginaux et des déclassés sociaux.

➤ Les « *miskiin* »

Désignent les habitants locaux qui ne bénéficient d'aucun soutien dans l'espace domestique et qui par dignité ne s'adonnent pas à la mendicité. Toutefois, ils sont les cibles privilégiées lors de distributions de zakat ou de dons individuels ou publics. Des voisins alertés leur font parvenir de temps en temps des restes de repas ou quelques denrées alimentaires. Les handicapés physiques ou mentaux font également partie de ce lot.

- Les familles qui ont connu un début de paupérisation, suite à la perte brutale du principal soutien de ménage (décès particulièrement) mais qui arrivent néanmoins à capter des ressources extérieures par des soutiens d'amis ou de parents.
- Les familles qui ont perdu leur pouvoir d'achat suite à la retraite du chef de famille ou d'un licenciement ; du coup ces familles basculent dans la précarité absolue si elles sont dans l'incapacité d'activer des réseaux relationnels pour la satisfaction de leurs besoins primaires.

L'étude de cas à Ouakam fait ressortir des cas de vulnérabilité qui se sont accumulés en fonction de la satisfaction des multiples besoins sociaux. L'accès aux services sociaux de base demeure encore un des principaux facteurs handicapants et explique par ailleurs la précarité des couches défavorisées. La dégradation des conditions de vie des populations enquêtées est due selon elles à plusieurs facteurs concomitants : longue crise structurelle depuis les années 80, le manque d'emploi, l'incapacité d'accès aux services sociaux de base, l'effritement des valeurs sociales, le court circuit dans la circulation et la redistribution des richesses, etc. Ces facteurs externes peuvent toutefois être rattachés à d'autres qui structurent les formes d'existence de la population.

Prenons le cas d'autres quartiers pauvres à titre comparatif. Commençons par Yeumbeul, un autre village traditionnel semblable à Ouakam. Yeumbeul est une agglomération de la banlieue de Dakar située entre Thiaroye et Malika. L'habitation spontanée et l'enclavement du quartier rendent les conditions d'accès difficiles. La seule voie de desserte s'avère très étroite pour contenir le flot des voitures qui y passent chaque jour. Depuis 1996, Yeumbeul est divisé en deux (2) communes d'arrondissement : Yeumbeul Nord et Yeumbeul Sud.

C'est en 1915 que Momar Khary Diop, chassé par la peste à quelques encablures de Malika avec toute sa famille, fonda le village de Yeumbeul. A l'origine le village n'était constitué que de 10 maisons. Depuis sa création 10 chefs se sont succédés à la tête du village. Ce village lebu de tradition agricole est aussi appelé le PENC de Cerin issue de la répartition géospatiale de la communauté lebu à travers tout le Cap-Vert qui compte 12 Penc, unités gouvernées. L'actuel Grand Serigne de Dakar, la principale autorité coutumière de la région de Dakar, habite à Yeumbeul.

Aujourd'hui Yeumbeul n'est plus ce village essentiellement lebu mais au contraire, elle est devenue une bourgade qui a étendu ses tentacules. La croissance fulgurante de la population doublée de l'extension incontrôlée des quartiers expliquent l'érection de Yeumbeul en 2 communes d'arrondissement appelées Yeumbeul Nord et Yeumbeul Sud conformément à la loi sur la décentralisation du 22 mars 1996 qui divise la région de Dakar en 43 communes d'arrondissement.

Même si Yeumbeul n'a pas pu échapper à cette réforme administrative, il n'en reste pas qu'elle conserve son découpage sociologique traduit par une occupation géo-stratégique de l'espace où les lebu en populations autochtones occupent le centre de la ville et les populations allochtones la périphérie.

A l'instar de toutes les villes de la banlieue dakaroise, Yeumbeul n'a pas pu échapper à la pauvreté qui gangrène le vécu quotidien des populations. Les populations ont leur propre explication de la pauvreté. Selon elles, en dehors du manque d'emploi pour les jeunes, de la cherté de la vie et de l'explosion démographique de la banlieue, leur pauvreté s'explique par la cherté des intrants agricoles et surtout par le manque de débouchés pour leurs productions agricoles. Ce dernier point semble être la cause principale de la paupérisation de cette population.

En effet de tradition agricole, les lebu de Yeumbeul ont toujours cultivé un attachement profond à leurs terres. D'ailleurs ne disent-ils pas qu'ils sont entrain de perdre leur seule source de devises qu'est l'agriculture par le fait d'une concurrence déloyale des produits venus d'Outre Atlantique. A Yeumbeul, on trouve de grands producteurs de produits maraîchers qui sont l'oignon, la pomme de terre, la carotte et autres à l'image des grands exploitants des Niayes. La présence des produits étrangers sur le marché sénégalais nuit gravement à la production locale en ce sens qu'ils s'accaparent du marché en pratiquant des prix concurrentiels.

Les populations déplorent surtout le pourrissement de leurs produits agricoles par manque de bonne conservation. C'est ainsi qu'il est fréquent de voir un agriculteur brader tout son stock à vil prix plutôt que de le laisser pourrir.

Contrairement aux autres communautés de lebu situées aux bordures de la mer, qui vivent des produits halieutiques, les populations de Yeumbeul ont surtout la terre pour se nourrir. La mévente de leurs récoltes conduit à la diminution des ressources. L'agriculture urbaine reste le moyen principal de captation de ressources.

Par tradition, la famille lebu est très élargie. Cela s'explique par une forte pratique de la polygamie chez les ménages. En étudiant le milieu, on sera toujours frappé par l'organisation de l'habitat caractérisée par l'absence de mur de séparation entre les maisons. En effet, on a l'impression de se déplacer dans des habitations spontanées discontinues. C'est l'habitat de grande cour. Cette pratique s'explique par le fait que les lebu accordent une importance capitale à la famille. Le père de famille autorise à tous ses enfants mariés la construction d'une chambre ou d'un bâtiment à l'intérieur de la maison familiale. La décohabitation est rarement pratiquée quel que soit son rang et son prestige social. Ce lien fort avec la famille favorise le regroupement de tous les membres à l'intérieur de la concession.

S'agissant des conditions de vie, trois catégories de ménages qui sont repérables :

- les ménages où c'est le chef de famille qui prend tout le monde en charge. Dans ces ménages généralement les jeunes ne travaillent pas. C'est le père qui gère tout le monde. Ainsi, il fournit la dépense quotidienne ;
- les concessions où chacun gère son ménage. Même s'ils partagent la même concession chacun fait sa cuisine. Ainsi le père de famille gère «sa famille » et son fils marié gère le sien. Seulement ce dernier est obligé d'envoyer toujours un repas à son père ;

- il y a aussi des cas où c'est le fils qui travaille qui gère toute la famille. Le père de famille est à la retraite. Tout repose désormais sur les épaules du fils. Il n'est pas étonnant que lors des entretiens que nous avons eus avec les jeunes, la surcharge familiale a été dénoncée comme constituant le principal facteur de paupérisation des familles lebu.

M. Diouf, chômeur, yeumbeul

« la pauvreté nous a physiquement et spirituellement changé parce que nous ne sommes plus nous mêmes. Nous avons chacun un ou deux pantalons, mon frère ne peut pas sortir depuis qu'il s'est levé ce matin car il n'a rien à se mettre, nous échangeons nos habits mais puisque nous sommes plus nombreux qu'eux, le dernier à se lever ne trouve plus rien à se mettre».

A. Diouf, 22ans, fraudeur, Yeumbeul

« Quand on voit les bâtiments, on a l'impression qu'il y a quelque chose dans les maisons mais tel n'est pas le cas, c'est la misère à l'état extrême à l'intérieur. Il y a par exemple des maisons de plus de vingt personnes toutes à la charge d'une seule femme : la maman, car le père est à la retraite depuis des années et aucun des enfants ne travaille. Nous aurions souhaité nous marier mais sans travail et à la charge de nos parents, ce n'est pas possibles. Des fois une femme se marie et après sept ou huit gosses, elle est obligée de revenir avec ses enfants chez ses parents car son mari n'arrive plus à les nourrir».

Cette solidarité intra-familiale se prolonge pour engendrer une solidarité inter-familiale voire communautaire. La force de la communauté lebu réside dans sa volonté de vouloir vivre en communauté. Cette identification à l'autre rehausse le sentiment d'appartenance à la communauté. Ce fort sentiment d'appartenance combiné à la grande influence de la religion et surtout de la confrérie « Laayeen » sur les populations qui semble fonctionner tel un cordon de sécurité dans une zone en forte ébullition. « Notre force c'est Maam Limaamu Laay » disent-ils en chœur quelle que soit la génération et le groupe socio-économique. Il n'empêche que la pauvreté sévit très largement tout à la fois chez les populations les premières installées comme chez les nouveaux arrivants. Yeumbeul brille par son identité stigmatisante de quartier mal famé (drogue, agression, enclavement, etc.).

Les pauvres sont présentés en deux catégories distinctes :

- Les « miskin » qui renvoient à la catégorie la plus pauvre. Cette frange de la population habite à la périphérie du quartier. Elle vit des conditions très difficiles allant de l'habitat précaire à l'alimentation insuffisante en passant par la promiscuité, le faible accès aux soins de santé, l'insécurité. Pris dans sa valeur intrinsèque, le « miskin » signifie une personne nécessiteuse et qui a besoin d'aide.
- Les « neew ji doolé » qui qualifient les pauvres en général. Cette catégorie occupe le centre du village. Ce sont certains lebu qui malgré l'accentuation de la pauvreté tirent de petits revenus de leurs champs. Ils parviennent parfois difficilement à assurer les trois repas quotidiens. Comme nous l'avons souligné plus haut ces populations puisent beaucoup de ressources dans les tissus sociaux nés des structures de solidarité. Le « neew ji doolé » c'est celui qui parvient tout juste à se nourrir et surtout qui est parvenu à vivre dans le « sutura » (discrétion). Même si sa nourriture n'est pas aussi riche, il parvient à préparer de quoi calmer sa faim. Cela nous a été révélé par M. Diop le chef du village en soutenant que « As gor lukoo suur yombna waye leek bi jagul » (Pour préserver sa dignité, l'on peut se contenter de peu mais il faut reconnaître que la qualité de la nourriture est désastreuse).

Les perceptions du processus de précarisation les plus récurrentes dans les entretiens que nous avons réalisés avec les habitants du quartier ont trait à : la mobilisation des ressources : (manque d'emploi, faiblesse des ressources, non accès aux intrants agricoles) ; le non accès aux services sociaux de base : (incapacité d'accéder à un bon logement, impossibilité d'inscrire ses enfants dans de bonnes écoles, incapacité de satisfaire ses besoins). Selon un de nos interlocuteurs H. D : « le plus grand malheur qui peut arriver à un individu est d'avoir un besoin et d'être dans l'incapacité de le satisfaire ». Les interactions sociales sont de même incriminées : (indexation des générations antérieures qui n'ont rien épargné pour les générations actuelles, déficit de capital social relationnel, faiblesse de la solidarité entre pauvres et classe aisée). Le fatalisme n'est pas en reste (sanction divine du fait que les gens se sont déviés du chemin de Dieu).

Prenons le cas de Neti mbaar qui est l'un des multiples quartiers de la banlieue de Pikine. Son occupation qui commence vers 1963 se fait spontanément et sans lotissement. D'ailleurs, de nos jours l'habitat a gardé les stigmates de cette occupation : ruelles sinueuses et étroites finissant souvent en cul-de-sac.

A partir des années 1965, le rythme d'implantation s'accélère. Neti mbaar peuplé à ses débuts par environ quatre (04) ménages, commence à connaître une densité assez élevée. Cette forte affluence des populations s'explique par la spontanéité de l'implantation du quartier qui a comme corollaire l'anarchie dans l'habitat et l'absence de titres fonciers. C'est d'ailleurs cette absence de contrôle dans l'occupation de l'espace qui a plus incité les adeptes de l'exode rural à s'y regrouper en plus des populations les plus démunies de la ville de Dakar et de ses environs.

L'explication de la diversité ethnique du quartier est la toute trouvée. Neti mbaar regroupe wolofs, sereer, al pulaar dans leurs multiples variantes, manjaak, maures...

On comprend aisément la perte d'un ensemble de valeurs morales et culturelles spécifiques à chaque ethnie et une tendance vers une homogénéisation culturelle faite d'emprunts et d'apports divers très caractéristiques de la vie citadine.

Ce cadre humain, social repose sur un cadre physique fait aussi de contradictions. Au-delà de l'anarchie dans l'habitat et l'absence d'un plan de lotissement, la première chose qui frappe à Neti mbaar est la rareté importante du végétal dans les concessions et dans les rues. Cela se comprend assez aisément aussi car ici l'espace dans la plus petite expression devient vital.

Cette rareté des ligneux s'oppose à la forte présence d'eau dans Neti mbaar. Il faut comprendre que le quartier est logé dans une cuvette de décantation. C'est ainsi qu'elle le collecteur d'eaux de ruissellement de tous les environs. Il faut en plus de l'absence d'un plan d'urbanisme adéquat y rechercher les causes des inondations endémiques du quartier.

Il ressort ainsi que Neti Mbaar traîne un certain nombre d'handicaps sur le plan structurel comme sur celui conjoncturel. C'est d'ailleurs cette posture vulnérable qui pousse les habitants dans toutes les catégories socio-démographiques à s'inventer des comportements considérés à leur niveau comme des alternatives à la crise.

Les facteurs de vulnérabilité, dans la zone de Pikine/Guédiawaye, les acteurs locaux sont coincés entre 2 types de vulnérabilité :

- ◆ Le premier concerne l'environnement écologique de la zone et auquel les populations se sentent ou se proclament impuissantes quant à sa compensation : c'est une vulnérabilité de type structurel ;
- ◆ Le second type est récurrent quant à son fond, mais sa forme et ses manifestations changent et sa prise en charge varie en fonction de l'unité d'observation considérée : c'est une vulnérabilité de type conjoncturel.

Sans doute l'élément le plus important des types de vulnérabilité reste les phénomènes d'inondations observés depuis 1989. En effet, depuis près de 12 ans, les populations observent un mouvement de va et vient entre le quartier et leur zone de refuge post-pluie.

Et, aujourd'hui 947 ménages sont concernés par cette exode dont les principales destinations sont Sam Sam, Boune, Keur Massar. Ce niveau de vulnérabilité est d'autant plus important dans la dite localité qu'il constitue le point de basculement vers la précarité de la plupart des ménages.

Les propos de A.M. marquent bien cela : « Je n'ai jamais pensé qu'un jour, j'aurai une maison car je suis infirme et je ne peux pas travailler. Mais Serigne Touba a fait qu'à la mort de mon père, nous avons vendu sa maison (Gueule Tapée). C'est alors que j'ai acheté cette maison de ma part de l'héritage. Je me suis marié et je suis venu habiter ici en mettant en location 3 chambres. Ça avait bien démarré jusqu'à ce soir où il a trop plu ; tout le monde est sorti y compris mes locataires.

En ce moment je venais d'épouser une seconde femme. Aujourd'hui, j'ai 9 enfants et 1 seul passe la nuit là où je dors (... pleurs... puis silence). Mes enfants errent comme des moutons car je n'ai pas la possibilité de prendre en location qu'une seule avec ma 2^{ème} épouse, la plus jeune. Leur maman est retournée chez elle mais là-bas, il n'y a pas de la place pour mes enfants. Face à ce défi de type structurel, d'autres à côté du type des « exodés saisonniers », restent dans la maison inondée malgré tout. Et, aujourd'hui encore, à Neti mbaar, des maisons inondées depuis la dernière saison des pluies abritent leurs propriétaires qui vivent autour des immondices, des ordures et des eaux stagnantes.

Cette situation introduit la vulnérabilité au plan sanitaire. La plupart des personnes vivant dans cette partie de l'écologie urbaine dakaroise sont victimes de maladies cutanées telles que la gale. D'autres développent des pneumonies, des bronchites. Un agent des eaux et forêts habitant la zone ne s'y trompe pas lorsqu'il note que « c'est une véritable bombe écologique qui est enterrée à Neti mbaar, les eaux stagnantes font que les gens doivent année après année remblayer leurs maisons. Or, à cause de l'insuffisance des moyens matériels et financiers imprimés par la crise, le gravât et le sable ne sont presque plus utilisés. Ce sont des ordures de tous les types qui sont enfouies en milliers de tonnes chaque année dans le sol.

Et, si cette tendance n'est pas arrêtée, une catastrophe se produira dans le moyen terme à Neti mbaar. « En ce moment, nous serons tous obligés de partir comme les autres ».

Quoiqu'il en soit, la vulnérabilité de type éco-environnemental induit d'autres contraintes non structurantes. En effet, le coût de la location que supportent les ménages imposés à ce défi, les

empêchent de faire face aux frais afférents à la réfection des maisons endommagées par les eaux, les pluies encore stagnantes. Le cas de ce retraité est très illustratif à ce propos.

« C'est après 1953 et 30 ans de carrière que j'ai construit ma maison. Aujourd'hui, elle est complètement endommagée par les eaux. En ce moment ma pension de retraité est moins de 25 000 FCFA par 3 mois. Comment voulez-vous dans ces conditions que je reconstruise ma maison, la remblayer et de l'autre côté assurer la dépense quotidienne et payer la location. Je vous dis que c'est impossible ».

Cette vulnérabilité de type environnemental n'a pas épargné le noyau familial qui jusqu'ici correspondait à une unité domestique. Or, l'ère du temps milite aujourd'hui en la faveur de l'explosion de l'unité domestique. Et, chaque membre de famille, en raison du capital relationnel cherche à se « coucher quelque part ». La plainte de cette mère de famille interrogée chez le chef de quartier exprime bien ce cri de cœur « Rien n'est plus insomniaque pour une mère, que de se coucher la nuit et ne pas savoir comme et où vont se coucher ses enfants ».

Ceux qui n'ont pas été envahi par les eaux expriment un sentiment de solitude et d'insécurité. Pour ces populations, les membres du quartier l'ayant abandonné constituent une source d'amenuisement de la force de réaction communautaire face aux agressions et aux prostituées. En effet, selon eux c'est cette catégorie d'acteurs qui abritent les maisons abandonnées et constituent du coup une menace pour la survie de la communauté. T.D. dit d'ailleurs que : « ce sont les crapauds, les prostituées et les agresseurs qui nous tiennent compagnie désormais ».

Ce type de vulnérabilité est spécifique en fonction des groupes socio-économiques en lice dans la zone étudiée même si on note une tendance générale de paupérisation. Et, avec ce naufrage collectif, l'individu ne peut pas activer le réseau relationnel immédiat même si le lien qui le lie à ego est fort.

La Présidente du Groupement de Promotion Féminine des femmes al pulaar le dit : « Ici, nous voulons tous nous entraider mais personne ne peut aider l'autre, nous courons matin et soir pour les ventres (pour le manger) ».

Pour certains groupes sociaux notamment des sereer venus du Bawol, le facteur de vulnérabilité le plus important reste sans doute lié à la déconnexion (sociale, formative, institutionnelle et relationnelle).

« Nous n'avons pas fait les bancs, raison pour laquelle nous ne pouvons pas travailler chez les toubabs ou les « toubabs noirs » (familles sénégalaises parlant le français et qui l'imposent à leurs bonnes). Or, ce sont ces gens qui payent mieux (25 000 à 30 000 FCFA) alors que si tu ne comprends pas le français, tu ne travailleras que chez les sénégalais « simples » qui payent au maximum 15 000 FCFA et qui te font travailler plus » dira A.G.

A cause d'une certaine stigmatisation de groupe social « non évolué », le groupe socio-ethnique vit replié sur lui-même. Quelque fois, les membres ne peuvent même pas solliciter en cas de besoin, le groupe socio-linguistique d'occupation socio-professionnelle différente. M.S. dira :

« J'ai une sœur qui met en location 2 maisons à étage, un frère gendarme, un frère colonel dans l'armée, un frère XX, grand lutteur de renommée, mais depuis que je suis partie chez la première pour demander de l'aide et qu'elle a refusé de le faire, je ne les fréquente plus. Aujourd'hui je totalise 5 mois de location non payés et voilà 2 mois que je n'ai pas cuisiné. C'est ma voisine de misère qui m'invite à manger chez elle ».

Au niveau des jeunes du quartier, le plus important facteur de vulnérabilité reste dans doute le chômage endémique du en grande partie par le manque de qualification et non instruction. L'indicateur le plus déterminant de cette contrainte est selon une frange importante de la population les « grandes places » qui de plus en plus sont occupés par une population jeune.

Or, traditionnellement, ces lieux étaient le lieu de rencontre des grandes personnes par essence. A côté de ses « grands places » pour jeunes se multiplient aussi les « bancs jaaxle » (les bancs de l'inquiétude) ; une inquiétude notamment accentuée par le chômage et une conviction quasi obsessionnelle d'une impossibilité de se réaliser au pays. Pour cette unité d'observation « gargeou gorya » (gare routière des hommes libres) est synonyme des USA ou de l'Europe. Et les mots « thi Kow (en haut), « ajana » (paradis) traduit tout le rêve d'une jeunesse dont la seule ambition est de partir.

Et, la remarque de O.D. contribue à confirmer cela « toutes les maisons à étages que tu vois ici, les gens qui les ont construites l'ont fait grâce à des devises et non à votre franc CFA ».

S'il y a un groupe social qui n'est pas encore englouti par la crise c'est bien celui composé par les femmes. En effet, la tendance générale à Njetty Mbar est caractérisée par la conception et la mise en pratique de stratégie : petit commerce, partenariat multiple (mbaraan), donc des « mati-mati » (bouger pour maintenir un certain niveau de vie dans la crise).

A Thiaroye la pauvreté est perçue comme une situation qui gangrène non seulement la structure socio économique, mais aussi la personnalité des habitants. « Les gens sont vraiment fatigués » selon l'expression d'un habitant car les populations dans leur grande majorité sont exposées à la faim, au dénuement, à la maladie, à l'insécurité physique, foncière et mentale au point que certains ajoutent et trouvent que « ken tane wul ken » (personne n'est mieux lotie qu'un autre), « cin li fep la baxe », (la crise est partout), d'ailleurs tout le monde est « baadolo » (pauvre), personne ne joint les 2 bouts car là où l'on espère trouver le bien être, chez le fonctionnaire, les gens ne font que des « touchements » (le salaire ne fait que transiter dans les mains pour passer à d'autres). Il sert uniquement à payer une partie de la dette contractée à la boutique, au magasin, chez les voisins pour recommencer un nouveau cycle. Ils leur faut beaucoup de tact pour arriver à « jongler » selon leurs expression et réussir leur « bukki » (ruse).

Ainsi la pauvre devient un homme constamment acculé, défié, il perd sa liberté et s'expose à des situations d'infirmités et risques qui peuvent les faire basculer dans la précarité permanente et anéantir toutes leurs capacités à se défendre. Ainsi la précarité devient un facteur déstabilisant comme le résumait une femme de 60 ans (veuve locataires avec ses 4 filles et 4 garçons et belles filles et petits enfants).

Selon elle le « nakk » (manquer chroniquement de) s'assimile à la pauvreté absolue, une pauvreté qui déstabilise l'individu, brise la foi, crée une situation de psychose et d'insécurité totale. La pauvreté enfin, marginalise et déclasse. Cette situation d'incapacité de plusieurs ordres se traduit par des infirmités et des facteurs handicapants qui sont la manifestation visible du seuil de précarité.

Sous conclusion : Dans les villes improvisées, le délabrement du cadre de vie devient le facteur majeur de vulnérabilité

Tentons de résumer les conditions de vie dans les quartiers pauvres de l'agglomération urbaine de Dakar. Les carences ou déficits sont de plusieurs ordres :

- La situation géographique de nombreux quartiers périphériques exposés aux inondations cycliques obligeant beaucoup de familles à abandonner leurs maisons durant l'hivernage pour squatter les écoles, les maisons en construction ou dresser des tentes dans des conditions d'extrême fragilité (avec souvent beaucoup d'enfants à leur actif avec toutes ses conséquences sur le plan de l'hygiène, la santé (paludisme, gale, dysenterie, etc.), la socialisation et les perturbations dans la scolarisation).
- L'instabilité et la faiblesse des revenus des ménages alors qu'on est en présence de familles nombreuses, (souvent plus de 12 et pouvant facilement dépasser 20 personnes). L'absence de planification urbaine dans les zones d'extension des villes qui fait de la périphérie urbaine des espaces d'insécurité où les vols, les agressions, les ventes de toutes sortes de drogues sont légion, l'absence ou le mauvais éclairage dans des rues étroites difficiles d'accès en cas de sinistres.
- La banalisation de pratiques déviantes telles que la prostitution, la vente de drogues justifiée par « xiif du mbokk » (la faim rompt la dignité).
- Le sentiment de déclassement avec comme conséquence le développement d'un complexe d'infériorité entretenue par ces populations.
- L'enclavement et la déconnexion géographique à travers un réseau de transport défectueux.
- Le chômage chronique et presque généralisé dans les quartiers.
- La situation d'incapacité des jeunes de moins de 30 ans à trouver des « jobs » capables de générer des ressources substantielles.
- Le taux élevé de déperdition scolaire liée à de nombreux facteurs handicapants :
 - les enfants abandonnent très tôt l'école (9-15 ans) pour capter des ressources à investir dans l'économie domestique,
 - les enfants abandonnent l'école faute de fournitures scolaires ou moyen de transport.
- L'effritement du réseau relationnel basé sur la famille et la perte de références identitaires.

Conditions de vie retracées par les acteurs sociaux dans des quartiers intermédiaires :

L'unité 9 fait partie des Parcelles Assainies qui en comptent vingt six (26). Financées au début des années 80 par la Banque Mondiale, les Parcelles Assainies étaient destinées initialement aux personnes démunies constituées en grande partie de déguerpies des quartiers de Fass, Rebeuss Médina, Plateau, etc.

Actuellement, ces parcelles accueillent d'autres catégories socio professionnelles représentées entre autres par des commerçants, des fonctionnaires de classe moyenne (enseignants, agents d'administration, etc.), des citoyens issus des autres quartiers de Dakar et enfin par des ruraux en quête de meilleures conditions de vie, de bien être et ayant délaissés les campagnes sénégalaises.

Les parcelles assainies sont donc un quartier cosmopolite où autochtones et allochtones, venus d'horizons différents cohabitent dans la diversité. L'unité 9 compte 285 parcelles et est coincée entre d'une part les unités 8 et 10 et d'autre part par les habitations de Cambérène qui constituent sa limite ouest.

Dans cette zone, on peut classer les couches sociales selon les catégories suivantes :

- Les pères de famille retraités sans soutien. Le soutien doit être compris comme un fils ou une fille ou même un parent capable de venir en aide au père de famille une fois retraité ;
- Les chefs de famille veuves : les femmes ayant perdu leur mari sont dans l'incapacité de supporter financièrement les charges qui pèsent sur elles. C'est surtout le drame des familles monoparentales ;
- Les déflatés de la fonction publique. Victimes des plans d'ajustements structurels et des restructurations opérées dans certains secteurs, ces travailleurs n'ont pas pu pour la plupart rentabiliser leurs investissements qui se sont avérés par conséquent improductifs ;
- Les familles nombreuses qui comptent parfois jusqu'à une vingtaine de personnes. Tous les membres de la famille sont supportés par une personne unique qui est la seule à travailler dans la famille ;
- Les femmes divorcées ne sont pas aussi épargnées. Elles reviennent souvent dans leur famille d'origine avec leurs enfants. Leur arrivée ne fait qu'aggraver la situation des familles d'accueil ;
- Les enfants orphelins qui se retrouvent sans soutien à la disparition de leur parent.

Cette catégorisation des couches vulnérables montre à quel point la pauvreté a élu domicile aux Parcelles Assainies. Il apparaît donc clairement que cette catégorisation est liée au statut professionnel et social. Il s'agit: des retraites, des veuves, des jeunes, des orphelins.

A l'unité 9, l'indicateur le plus ressorti reste incontestablement l'alimentation. Par rapport à ce critère, on note

- des familles qui n'assurent pas les 3 repas quotidiens ;

- des familles qui reconduisent le même repas à 12h et la nuit, phénomène plus connu sous le nom de gobar jaasi ;
- des familles qui restent plusieurs jours sans préparer (3 à 4 jours).

Par ailleurs, l'alimentation même si elle est disponible par moment manque de qualité ce qui se traduit par une fragilité physique d'où les maladies. Les populations à ces propos disent que « Da fa am lek ak dundel ». Ce qui pose la différence entre lek qui renvoie à la notion de qualité et dundel qui traduit un remplissage, un gavage. Dans ce dernier cas, l'individu n'a pas de choix et se contente de manger ce qu'on lui propose.

Dans certaines familles, la débrouillardise est institutionnalisée pour le repas du soir. Par ailleurs, les gens font du « lekantu » histoire d'atténuer leur faim et de camoufler leur sous alimentation.

En somme, ce critère est très déterminant et sert d'indicateur pertinent dans la définition de la pauvreté. L'autre critère reste incontestablement l'absence de ressources financières. Certains ménages pensent même qu'il s'agit du premier indicateur de la pauvreté. Si la plupart des ménages et gens enquêtés n'ont pas véritablement de ressources permanentes et stables, ils comptent néanmoins sur le « warsegu yaala » (la chance incertaine). De cet indicateur en découle d'autres comme l'habillement, l'habitat, le cadre de vie.

Cette vulnérabilité laisse entre voir un certain nombre d'insécurités :

- ◆ *Insécurité face à la dépense quotidienne.* Cette insécurité est donc une des formes de vulnérabilité des populations des PA U9. En effet, la précarité financière des familles explique en grande partie l'absence ou l'irrégularité des plats quotidiens. En effet, on note de plus en plus dans les familles l'absence du plat du soir. Les familles ne parviennent qu'à assurer le repas de midi. A la tombée de la nuit il y a une rupture de solidarité entre les membres de la famille car chacun est « responsable » de son dîner. C'est ainsi que nous avons noté une tendance consistant à manger dehors «chez les vendeurs ou vendeuses de fonde (bouillie de mil) », de sandwich à bas prix, de «ndambe », « d'œufs », de « mburu neex », de « alo alo », etc.

Cette situation représente donc une insécurité alimentaire et reste précaire car à chaque fois qu'il y a un déficit au plan financier, ces modèles d'alimentation ne plus sollicités.

- ◆ *Insécurité par rapport au logement (location)*

Sur les 285 parcelles recensées environ 185 ont été vendues par leurs propriétaires et deux principaux facteurs sont à l'origine de cette situation :

- le manque de ressources financières pour terminer la construction de la maison ;
- la stratégie de survie qui consiste à vendre la maison afin d'acquérir une autre à un très bas prix et utiliser le bénéfice à d'autres fins.

Les maisons qui sont rachetées par les grands commerçants, les émigrés (Italie, Espagne, USA , France, etc.) sont dans leur majorité mises en location. La situation de location est facteur d'insécurité. Elle crève les budgets des ménages. En effet la location peut atteindre 50 000 FCFA pour un appartement de 3 pièces et environ 15 000 à 17 000 FCFA pour une chambre individuelle carrelée.

Cette situation est d'autant plus insécurisante que les ressources financières ne sont pas permanentes et stables. Cette insécurité engendre un stress lié à la hantise du loyer à

payer. Par ailleurs, les coûts des services sociaux (eau, électricité, etc.) contribuent à réduire la capacité des populations, des ménages en investissement et en épargne. Les populations répètent partout que « dund gi metina », « neew doole yi son na (la vie est dure, les pauvres sont fatigués) ».

♦ *Insécurité par rapport au cadre de vie*

Les populations de U9 sont confrontées à la dégradation de leur cadre de vie qui se caractérise par :

- un système d'assainissement collectif déficient et par conséquent par des difficultés d'évacuation des eaux usées ménagères. Ce système bien que déficient ne concerne pas toutes les ménages qui jugent les conditions d'accès à ce réseau très cher (50 000 FCFA) auprès de l'ONAS. ;
- un système d'assainissement individuel pour l'évacuation des eaux vannées et les autres eaux usées domestiques. Ce système matérialisé par des puits perdus ;

les inondations en hivernage qui se traduit selon les données médicales recueillies au poste de santé de l'U9 par une prolifération, une augmentation des maladies liées au péril fécal (diarrhées, dysenterie, etc.) et du paludisme.

Sous-conclusion : Les quartiers intermédiaires abritent les nouveaux pauvres qui camouflent vainement leur pauvreté

Les nouveaux pauvres sont constitués de cette catégorie de plus en plus nombreuse caractérisée par :

- un basculement brutal dans la précarité à la suite de perte d'emploi salarié selon plusieurs variantes : licenciement (déflation), départ volontaire, chômage technique,
- l'instabilité ou faiblesse des ressources à la suite de la perte du principal soutien et mobilisateur de revenus : décès du père de famille ou son départ à la retraite pendant que le ménage ne dispose pas d'autres sources de revenu,
- la dégradation des conditions de vie lorsque la retraite intervient pendant que le ménage n'est pas propriétaire du logement occupé.

Ces différentes situations correspondent à des pertes de capacités. Le standing de vie baisse radicalement. Le ménage a tendance à camoufler sa pauvreté. Le recours à l'habillement dans la friperie ainsi que l'amputation des repas principaux deviennent la règle de survie.

Conditions de vie retracées par les acteurs sociaux dans des quartiers moyennement aisés

Les HLM Grand Yoff sont un quartier récent de la banlieue dakaroise. Il est limité au Nord par l'autoroute, au Sud par la Cité Scat Urbam, à l'Ouest par le Centre International d'Echanges et à l'Est par le quartier de Grand Yoff d'où il tire son nom. C'est un quartier qui comprend quatre (4) subdivisions communément appelées « Cogne ». Nous avons le Schelter Afrique 1 ; 2 ; 3 et la zone commerciale.

C'est un quartier qui est desservi par les transports publics et l'accès est facilité par le tracé des voies conforme aux normes urbaines d'assainissement.

Le quartier comporte en son sein une école publique de niveau moyen et élémentaire, un cours privé (collège et lycée). De même, le quartier possède une structure sanitaire pour la gestion des premiers soins de base en cas de maladie ou d'accident grave.

Quatre types de population ont été identifiés dans la zone des HLM Grand Yoff. Nous avons par ordre décroissant :

- les fonctionnaires ;
- les travailleurs du secteur privé ;
- les professions libérales ;
- le personnel domestique : bonnes, lingères, pileuses ;
- les professions informelles : manœuvres, maçons, gestionnaires d'étales, bouchers, coiffeurs.

Les populations du quartier peuvent être classées en fonction de leur rapport avec l'espace qu'elles occupent. Cette classification se perçoit selon qu'on est propriétaire, locataire ou population flottante.

En ce qui concerne les propriétaires, on relève une fréquence dans les déclarations de l'existence de chef de ménage femme et de l'existence de chef de ménage femme propriétaire. Cette révélation est surtout ressortie lors des entretiens de groupe ou individualisés avec les maçons. D'autres types de propriétaires sont les commerçants et ceux que d'aucun qualifie de parvenu parce qu'ayant acquis leur richesse dans leur immigration.

Les locataires sont de deux ordres, ceux qui sont sous le régime de la location à loyer modéré et qui ne sont redevables qu'à la SN HLM et les autres locataires à qui les premiers sous-louent leur maison.

Les hébergés ou « population flottante » sont les personnes qui ne possèdent ni maison et qui n'ont pas les moyens de louer pour vivre dans le quartier. Ils sont obligés d'emprunter les bâtiments en construction où ils s'installent avec leur famille élargie. Ces derniers sont pour la plupart des maçons et leurs épouses des lingères (voir VII partie).

L'identification de la population a permis sur la base de la fréquentation de l'observation et de l'assimilation à procéder à sa catégorisation selon qu'on appartient à tel ou tel autre espace résidentiel. Ainsi la première catégorisation est spatiale mais une autre catégorisation est notée selon l'activité d'individu dans le milieu ou au dehors.

Selon les individus avec qui nous avons travaillé dans le quartier de HLM Grand Yoff, il n'a pas d'homogénéité à HLM Grand Yoff et la population qui l'habite est partagée dans des catégories socio-économiques auxquelles elles appartiennent. Ainsi, nous avons obtenu la population considérée comme riche (dont le signe extérieur de richesse est la belle maison et autres qui peut être :

- les grands commerçants ;
- les hauts cadres des structures privées ;
- les personnes qui habitent les grands standing même si l'activité est ignorée.

A cette classification, la population de HLM Grand Yoff a fait suivre celle qu'elle appelle la couche intermédiaire et qui est composée de :

- fonctionnaires ;
- petits commerçants ;
- propriétaires de quincaillerie.

Au bas de l'échelle, nous avons recensé les pauvres qui constituent les bonnes, les lingères, les jardiniers, les charretiers, les ouvriers, les manœuvres.

Mais dans la catégorie des individus pauvres, une sous classification intervient pour isoler ceux qui sont considérés comme les marginaux, les populations « à côté ». Ceux-là sont les « récupérateurs » qui ont érigé les abords de la poubelle en « lieu de travail » en ce sens qu'ils considèrent la récupération comme un travail.

Ainsi, la population interrogée a permis de dégager les différentes catégories de la population qui composent les HLM Grand Yoff. Cette classification selon les catégories a permis de les interroger individuellement ou par des focus group.

L'espace résidentiel des HLM Grand Yoff est classé dans le lot des quartiers où le bien-être prévaut. Cette réalité fait que la pauvreté n'est présente que suivant certaines poches qui en réalité n'appartiennent pas véritablement en quartier. Elles comprennent des populations de passage qui n'ont pas d'attache réelle outre que le « daan doole » autrement dit le travail dans le quartier. Ce sont des populations venues s'installer dès l'émergence du quartier pour y occuper les rôles afférents à leur qualification.

Ces populations que nous avons identifiées précédemment, vivent la pauvreté dans son expression totale. Il arrive que pour définir les indicateurs de pauvreté, que ces populations aient le même niveau de compréhension avec les populations dites riches ou intermédiaires.

Ainsi, il est apparu que pour les indicateurs de pauvreté, l'incapacité à l'auto-prise en charge est vue comme un signe de pauvreté. Cette incapacité entraîne un effritement du tissu relationnel et l'amenuisement des tiroirs sociaux que la personne pauvre devrait pouvoir actionner en cas de nécessité.

Autre indicateur dégagé par la population est la marginalisation que subissent les pauvres. Cette marginalisation peut prendre des formes variées. Elle est agressive quand elle est inspirée aux bonnes dans les maisons où elles officient habituellement et se matérialise par la séparation stricto sensu de la bonne des autres membres de la cellule familiale. Cette séparation apparaît surtout dans ce que les bonnes appellent « Ber » qui constitue à les servir à part lors des repas ou à séparer leur linge de ceux de la famille. Elle peut prendre une forme atténuée quand elle est vue par les personnes qui la subissent et qui finissent par en faire un mode de vie. C'est l'exemple de la population flottante et des récupérateurs que la précarité marginalise.

Les indicateurs de la pauvreté sont vus également au niveau des stigmatisations qui rappellent l'infériorisation de l'individu et sa dévalorisation à travers des appellations. C'est l'exemple des lingères qui sont considérées comme des « ndole » (misérables) autrement dit des personnes « toujours sales » au point que « day teey xell » (qui exhalent toujours une mauvaise odeur).

Dans ce contexte, le rapport marginalisation / stigmatisation est très développé et l'un explique souvent l'autre. Pour exemple il est souvent entendu dire que les bâtiments en construction sont toujours habités par les « sereer ». La référence à l'espace et à l'ethnie crée et solidifie la perception de la pauvreté de ces dernières par les populations aisées.

Par ailleurs, la population dans sa globalité fait souvent référence aux biens d'équipement pour indiquer la pauvreté. L'absence ou le déficit de biens d'équipement procède d'un état de pauvreté selon la population, mais ce qui est surtout récurrent dans les propos c'est l'incapacité de l'individu ou du groupe à satisfaire les besoins alimentaires.

Est véritablement « torox », l'individu qui est dans cette situation. La référence au « torox » ; la misère totale est aussi apparue dans les entretiens et ceux-là sont des gens « d'à côté » ; les récupérateurs que le maçon sérère. A. Tine ne souhaite pas ressembler « naanu ma yaalla melni noom ». Il se considère certes comme pauvre mais se situe dans l'échelle de la pauvreté à un degré plus élevé. C'est une marginalisation inconsciente de pauvre à pauvre.

Il est apparu également que l'occupation spatiale renvoie à l'idée d'appartenance à une couche ou une autre. Aussi le quartier est divisé selon l'espace en trois groupes : les grands standing, les petits standing et l'espace des bâtiments en construction. Tout individu qui évolue dans ce dernier espace est considéré comme véritablement pauvre.

Prenons le cas d'un autre groupe de quartiers considérés selon notre classification parmi les moyennement aisés.

Situées dans la banlieue dakaroise en face de Guédiawaye, les cités Hamo IV, V, VI, ont été construites au milieu des années 80 (en 1986). Les premiers occupants sont venus vers la fin de l'année 1986n début 1987.

Les chefs de ménages ont en général un statut moyen de la fonction publique : enseignants, douaniers, militaires ou du privé : banquiers. Ces habitants le plus souvent viennent des quartiers populaires (Médina, Pikine, Guédiawaye) et ont pu bénéficier de ces logements par l'intermédiaire de la Banque BHS (Banque de l'Habitat du Sénégal). Ils occupent des types de logement différents en fonction de la caution versée qui se répartissent comme suit S et N (très économique), K (économique), M (moyen standing).

La pauvreté se présente ici en terme de processus et se matérialise par une paupérisation progressive des chefs de ménage du fait de l'amenuisement de leurs ressources qui couvrent de plus en plus difficilement leurs charges. Les causes sont relatives dans la plupart des cas aux départs volontaires mal gérés, à la retraite sans relève mais aussi à la disparition du soutien de famille (décès) ou la perte de l'emploi.

Ce présent rapport va s'articuler autour de trois (3) grandes parties qui vont traiter d'abord du processus de paupérisation, ensuite de la perception de la pauvreté et du bien-être et enfin des stratégies de survie.

Le processus de paupérisation combine plusieurs facteurs liés d'une manière générale à la conjoncture économique et sociale du pays. Les départs volontaires proposés par l'état vers les années 90 ont induit en erreur certains fonctionnaires qui pensaient augmenter leurs revenus par ce biais.

On a remarqué dans les quartiers de Hamo IV et VI, un phénomène de paupérisation lié à des départs volontaires mal gérés. Les indemnités de départ au lieu de servir dans les activités génératrices de revenus ont été englouties par des dépenses ponctuelles (dépense quotidienne, soins de santé, paiement du loyer...). En effet, dans un même ménage à Hamo III, on a noté deux cas de départs volontaires constitués d'un couple dont le mari est parti le premier. Sa femme constatant l'échec de son mari a voulu prendre le relais pour faire mieux. Elle n'a pas trouvé d'autres solutions sinon que de suivre l'exemple de son mari qui a échoué dans son activité d'aviculteur. Cette femme âgée de 54 ans a investi la moitié de ses indemnités pour les frais de scolarité et de voyage de son enfant à l'étranger.

Elle a utilisé l'autre moitié pour financer une activité d'agriculture et appuyer en même temps son mari. Elle a aussi ouvert un atelier de couture. Ces deux activités fonctionnent actuellement au ralenti, ce qui traduit un échec, et l'atelier de couture par la suite a vu ses portes fermer. Elle vit actuellement de ses bénéfices acquis à travers les activités financées par le GIE des femmes du quartier. Le départ à la retraite du seul soutien de famille est aussi un indicateur marquant du processus de paupérisation des Hamo. La pension de la retraite n'arrive pas à assurer les besoins des familles. Il s'y ajoute que le relais n'est pas pris par les enfants de ces retraités soit parce qu'ils ne sont pas majeurs (la plupart d'entre eux ont entre 5 et 18 ans), soit parce qu'ils n'ont pas encore trouvé un emploi. Dans ce cas précis, le processus de paupérisation s'explique par le fait que le fonctionnaire moyen parti à la retraite couvre difficilement les dépenses liées au logement et à la nourriture, à l'habillement, au transport. Aussi, les parents n'ont plus de quoi payer les coûts d'appui à la scolarité des enfants.

Certains chefs de famille ont rencontré ces difficultés à la suite de la perte de leur emploi. A Hamo III par exemple, le père de famille a failli perdre sa maison parce qu'il n'avait plus de quoi payer son logement. La plupart d'entre eux qui ont perdu leur emploi exerçaient dans le secteur privé mais aussi public, notamment des sociétés comme la SONABANQUE, l'ONCAD qui ont fait faillite ou fermé leurs portes. Quelques cas de décès du soutien de famille notés dans le quartier ont contribué au basculement dans la précarité de la survie de leur progéniture. Le décès du soutien de famille en 1998, laissant derrière lui 6 enfants qui n'ont pas atteint la majorité, une femme qui n'est pas salariée et un beau-frère qui est au chômage, a entraîné d'énormes difficultés dans cette famille.

Les enfants âgés de 4 à 17 ans ont été obligés d'être transférés à l'école publique ; la mère pour assurer la dépense quotidienne pratique le petit commerce. Au niveau de sa famille, son beau-frère est décédé en 1998, laissant en charge 6 enfants et sa sœur ne travaille pas mais elle se débrouille avec le petit commerce. Il a abandonné ses études parce que n'ayant plus personne pour prendre en charge ses frais de scolarité.

Sous-conclusion : Stagnation de la qualité de vie et émergence de populations flottantes et marginales dans les quartiers aisés

Ainsi, la précarité s'installe progressivement dans les cités Hamo supposées abriter des populations relativement aisées. Ce qui nous amène à parcourir les indicateurs marquant de la pauvreté :

- L'abandon scolaire des enfants est massif. Certains parents qui avaient inscrit leurs enfants dans le secteur privé pour montrer une certaine aisance matérielle ne parviennent plus à assurer la scolarité des enfants. D'autres par contre n'arrivent plus à couvrir les

frais de transport (500 FCFA en moyenne par personne et par jour) du fait de l'éloignement et l'enclavement de ces quartiers. Aussi, le faible taux de réussite s'explique en grande partie par le déficit d'accompagnement des parents à l'endroit des enfants.

- La crise de l'autorité parentale matérialisée par la dégradation des mœurs : prostitution manifeste des jeunes filles, impuissance des parents devant la non occupation des jeunes.
- La perte des valeurs morales et religieuses entraînant une a-sociabilité et une fermeture sur soi. Certains chefs de famille à la suite de l'amenuisement de leurs ressources se recroquevillent sur eux-mêmes et diminuent ou résilient même leurs fréquentations.
- Le non-respect de la chose publique : non-paiement de la TOM (Taxe d'Ordures Ménagères) qui s'élève à 12 000 FCFA par an entraînant des amendes annuelles. D'autre part, les égouts sont vidés dans les trous de fortune creusés à l'intérieur des maisons ou dans les alentours par faute de pouvoir payer les voitures de vidange (25 000 FCFA par vidange).
- La conservation du style architectural : la plupart des familles n'arrivent pas à modifier leurs maisons ou même à changer la peinture initiale. Aussi, il y a une diminution de la superficie des parcelles, la taille des logements et le nombre de chambres compte tenu du rush des populations vers cités Hamo IV et V qui au départ étaient considérées comme des zones très enclavées. Cet intérêt grandissant pour ce type d'habitat contribua à faire modifier le plan de logement à Hamo VI.
- L'absence d'appui institutionnel : l'Etat et même les ONG n'aident pas les populations des cités comme les Hamo à conserver leur niveau de vie parce qu'ils sont considérés comme des quartiers relativement aisés.

QUATRIEME PARTIE : POINTS DE RUPTURE ET DE VULNERABILITE

Un des éléments les plus visibles de la pauvreté dans la région de Dakar concerne les points de rupture. En effet, la pauvreté ; c'est d'une certaine manière un état de rupture partielle ou totale.

La rupture sous ce rapport prend plusieurs contours que nous allons aborder selon les aspects ci-dessous :

Chez les chefs de ménages hommes

Les conditions de rupture interviennent dans les situations ci-après.

Les personnes enquêtées relèvent en premier les causes variées liées à la perte fréquente d'emploi salarié dans toute l'agglomération urbaine de Dakar mais plus particulièrement dans les quartiers intermédiaires et pauvres:

- la retraite avec des pensions faibles (15 000 FCFA/mois par exemple),
- les compressions ou perte d'emploi à la suite de réduction de personnel dans les situations de difficultés économiques des entreprises,
- le départ négocié en cas de restructuration de l'entreprise.

PAYE 38 ans , marié 5 enfants ;

Je travaillais à Nestlé Sénégal comme embauché mais je suis parti en départ volontaire (en fait il s'agit d'un départ forcé) en 1994. Là bas je percevais 150.000 et 200.000 F les taux appliqués pour le départ m'étaient pas bons jusqu'à présent nous somme devant les tribunaux. Par exemple, j'avais reçu moins d'un million cinq cent mille (1.500.000).

Dans un premier temps je voulais aller aux Etats Unis, j'ai même perdu de l'argent au niveau d'une agence ADIMEX (c'était lors du mondial) mais elle n'a pas pu obtenir de visas, elle envisageait d'amener 50 personne. Je leur ai donné 450.000 sans compte les frais annexes) Bien que qu'ils demandaient 900.000 F C'est l'amie qui m'a mis en rapport avec eux qui m'a mis la puce à l'oreille. J'ai eu beaucoup de projet, finalement j'en ai retenu un , créer ma propre entreprise (bâtiment, construction métallique, mécanique, tôlerie, peinture). Sur ces domaines, j'ai des notions mais je comptais travailler avec des gosses qui sont qualifiés dans ce domaines.

Depuis lors j'ai eu à faire de menus travaux et puis j'ai des connaissances en informatique et puis ma femme et moi nous nous sommes épauler et puis je trouve que c'est une remarquable gestionnaire. Dans un premier temps j'avais placé l'argent à la banque, puis je l'ai retiré parce que j'avais traversé des moments très durs pendant lesquels il me fallait faire du « taqale »

L'absence de ressources provoquées par un chômage subi ou prolongé est citée parmi les facteurs de rupture en référence à l'espoir déçu mais longtemps entretenu par le chômeur chronique. Ensuite viennent les infirmités physiques liées à des accidents de travail ou à des déficiences mentales. Enfin, signalons, les cas d'amenuisement de ressources à mesure que la force de travail faiblit, les opportunités d'offrir des services deviennent rares, les atouts à la concurrence s'affaiblissent.

M. N'diaye, 39 ans, chauffeur, HLM Grd Yoff

« Je distingue 2 catégories de pauvres :

- le pauvre qui ne parvient pas à assurer un repas journalier
- le plus pauvre qui ne peut pas mendier parce qu'il a honte de le faire

tel est le cas d'un de mes « grands » qui a 49 ans et sept gosses. De boulanger salarié, il est passé à journalier. C'est dégradant car il gagnait bien sa vie, maintenant il n'a plus rien, son patron libanais l'a licencié comme ça du jour au lendemain».

Chez les femmes, chefs de ménage

La rupture est le plus souvent provoquée par plusieurs facteurs qui tiennent à la perte ou l'instabilité de l'époux: (le décès du mari qui place la femme de facto chef de ménage et très souvent héritière de la gestion de l'économie domestique et de la mobilisation des ressources qui l'entretiennent; faiblesse des pensions du mari; incapacité physique et/ou mentale du mari); changement brusque de statut matrimonial: (divorce); déficit de soutien: (l'absence ou la faiblesse de ses ressources du fait d'un départ de soutien externe); taille du ménage (la faiblesse des ressources accompagnée de la massification de la cellule familiale).

Dans les différents cas de figure, les relations de la femme avec le conjoint (position démographique) et ses ressources sont déterminantes.

Chez les Jeunes hommes :

L'exposition aux risques de rupture intervient dans les cas d'emblée inhérents à l'incertitude du travail caractérisée par un chômage chronique, l'incertitude du statut professionnelle (journalier), la faiblesse des ressources du fait des « petits jobs » (apprentis, maçons, chauffeur, menuisier, tôlier, mécanicien, etc.).

Ensuite interviennent les difficultés à bénéficier d'un service de transport car la mobilité devient un facteur d'accès aux ressources pour échapper à la pauvreté.

Un autre facteur non moins important réside dans les capacités et le mental des jeunes exposés à la pauvreté. Les enquêtes mentionnent: l'incapacité à formuler des projets de développement et à maîtriser les procédures de sa négociation et la faible volonté de réussir dans un contexte de dénuement.

Enfin, dans des villages traditionnels de Dakar, caractérisés dans le passé par un marché spéculatif foncier, les jeunes dénoncent le bradage du patrimoine foncier et en conséquence l'absence de transmission de patrimoine des parents ou grands parents en faveur des jeunes générations citadines.

Chez les filles

On note, comparativement aux garçons, plusieurs points de convergence. La question qui reste posée est de savoir qui des filles ou des garçons vivent plus durement la crise.

On peut cependant noter, à la suite des entretiens réalisés à Dakar que les conséquences sur cette dernière catégorie sociale sont très sensibles et prennent des aspects spécifiques liées aux capacités (chômage chronique, manque ou insuffisance de formation, absence ou déficit de ressources), aux modes de vie (promiscuité dans les familles, difficulté à s'habiller correctement, et au statut et changements socio-démographiques (recul de l'âge du premier mariage, prolifération des filles – mères).

L'ensemble de ces catégories socio-professionnelles rencontrées dans la région de Dakar présente un ou plusieurs points communs de rupture. Parmi les éléments les plus dominants, nous retrouvons le chômage et le sous-emploi qui constituent les principaux facteurs d'absence ou d'insuffisances des ressources. Il semble que les quartiers pauvres enquêtés

(banlieue) et même ceux intermédiaires vivent une situation de transition et que tour à tour, chacun prendra sa part de la misère.

De tous les besoins à satisfaire, la maladie d'un membre de la famille, en particulier les maladies chroniques, graves nécessitant un traitement prolongé est le plus craint. C'est elles qui peuvent faire basculer le plus dans la précarité. Elles exigent en permanence des ressources dont le renouvellement reste hypothétique, dans le meilleur des cas, différé et presque jamais total.

Par ailleurs, dans les différents quartiers, il semble se dégager l'idée selon laquelle, les études scolaires ou universitaires ne servent plus à rien. Il y a ainsi une inversion du modèle de réussite. Ainsi, d'autres métiers ou stratégies sont valorisés notamment chez les populations jeunes. Les modèles émergents privilégient le profil du migrant investisseur dans son milieu d'origine ; le commerçant n'ayant pas bénéficié de transmission de patrimoine par héritage et issu du secteur populaire ; l'homme ou la femme d'affaires rusée et audacieuse. Comme le note AS, femme mariée à Thiaroye : « Seuls les émigrés (Italie, USA), les grands commerçants, les grands transporteurs ont réussi aujourd'hui ».

Plus globalement, des événements structurels sont évoqués avec une récurrence fréquente dans les discours des personnes exposées. Ainsi, ils font intervenir deux registres : la dramatisation et la victimisation propres à des récits a posteriori. Ils établissent avec force détails non sans convaincre des corrélations logiques qui mettent en épingle les plans d'ajustement structurel (PAS), la dévaluation de la parité du Franc CFA, les politiques d'habitats et d'urbanisme, de transport, etc.

En effet, les PAS appliqués au Sénégal dès 1979 font évoquer le début des années 80 comme un repère dans l'accentuation de la crise et ses manifestations : déflatés, départs volontaires avec les risques périlleux encourus concernant les investissements personnels à la suite des départs forcés ou négociés.

La dévaluation de la parité du Franc CFA intervenue en janvier 1994 a contribué fortement à appauvrir les couches moyennes en précarisant leurs conditions de vie par l'effet d'écart entre leurs ressources et la valeur des biens et services. En plus de déclencher l'élargissement et l'approfondissement de la pauvreté, ces événements structurants, par leurs impacts de longue durée, inaugurent la banalisation de la précarité avec ses effets d'anesthésie qui amènent les populations à s'en familiariser et à assister impassibles à l'inhibition de leurs capacités d'avant, de leurs rêves inachevés et ambitions abandonnés.

Aussi, les villes improvisées -celles de la banlieue de Dakar- imposent un cadre vie précaire avec des risques élevés de sinistres : inondations, incendies. Elles sont inaccessibles non pas tant par leur éloignement du centre -dont la position s'érode du reste- mais par l'absence de voie de desserte et la ghettoïsation qui l'accompagne. Elles deviennent cruelles par les risques de déshumanisation et la perte de dignité qui lui est subséquente. Les populations sont placées dans l'incapacité à se défendre : maisons inondées, vols et agressions, insécurité et fragmentation des trajets du transport public, renchérissement des coûts de mobilité.

CINQUIEME PARTIE : PERCEPTIONS DE LA PAUVRETE

Dans cette partie, nous allons présenter quelques formes représentatives de la perception de la pauvreté identifiées dans la Région de Dakar. A la fin du chapitre, nous évoquerons brièvement et à titre comparatif des perceptions du bien être.

Rapports autochtones / Allochtones

Les rapports autochtones/allochtones se traduisent par des sentiments et / ou expressions populaires. Ndiatigi : (tuteur), les lebu estiment qu'ils sont les tuteurs de l'ensemble des habitants de l'agglomération Dakaroise et principalement ceux qui habitent les quartiers dits villages traditionnels. Ils ont un statut d'anciens établis. Ndeye ji reew : délégué chargé de mettre à l'aise les étrangers. Ce sont eux qui donnent aux autres leur statut et qui collent des stigmates. Les autres sont des doxandem : mot signifiant l'étranger pour désigner l'allochtone. Puis, ils deviennent les wetali : compagnon, au début les allochtones considéraient les étrangers comme des compagnons. Lorsque l'allochtone ne réussit pas son insertion, il est déconnecté : tumuranke.

Les rapports autochtones/allochtones sont au cœur des perceptions dans les quartiers dakarois dès lors que la construction de stigmates épouse ces contours. La littérature sociologique regorge d'exemples illustratifs du processus de construction de la pauvreté. Erving Goffman définit le stigmaté ainsi : « *La situation de l'individu que quelque chose disqualifie et empêche d'être pleinement accepté par la société.* »⁶

Il montre donc que les perceptions se réalisent dans des catégories projetées en fonction des premiers signes médiateurs et dans l'optique d'un classement anticipatoire permettant de situer l'acteur en question dans des moules sociaux, des traits de personnalité distincts et caractéristiques des genres sociaux. Il écrit en effet : « *le caractère attribué à l'individu, nous le lui imputons de façon potentiellement rétrospective, c'est-à-dire par une caractérisation « en puissance », qui compose une identité sociale virtuelle.* »

Il distingue donc l'identité sociale virtuelle de celle réelle en référence à la catégorie et aux attributs. Le stigmaté est au centre de cet écart en se situant dans la relation interactive. Pour Goffman ce qui caractérise l'individu stigmatisé c'est l'acceptation de son handicap social par l'intériorisation des attributs qu'on lui affecte.

« *les critères que la société lui a fait intérioriser sont autant d'instruments qui le rendent intimement sensible à ce que les autres voient comme sa déficience, et qui, inévitablement, l'amènent, ne serait-ce que par instants, à admettre qu'en effet il n'est pas à la hauteur de ce qu'il devrait être.* »

⁶ Erving Goffman, 1963, *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps*, Les Editions de Minuit, (Le Sens commun), 175 p.

Un autre sociologue de renom ayant étudié l'exclusion sociale sous l'angle de la construction de stigmaté, Norbert Elias(1997)⁷, fonde son analyse dans l'étude de cas d'une petite communauté appelée dans le texte Winston Parva, un quartier en Angleterre où cohabitent d'une part, des établis de longue date et, d'autre part, deux autres groupes d'ouvriers et leurs familles récemment installés. Il analyse le processus d'exclusion de ces groupes nouvellement installés en mettant en relief deux facteurs majeurs. Le premier facteur d'exclusion est le repérage d'élaboration de stigmatés, tandis que le second est à situer dans l'évolution des rapports de forces entre les groupes en interactions.

Elias note que : *« L'exclusion et la stigmatisation des intrus étaient ainsi des armes puissantes aux mains du groupe installé pour perpétuer son identité, affirmer sa supériorité et maintenir les autres à leur place ».*

« Un groupe ne peut en stigmatiser un autre qu'aussi longtemps qu'il est bien installé dans des positions de pouvoir, dont le groupe stigmatisé demeure exclu. Tant qu'il en va ainsi, le stigmaté de la disgrâce collective qui s'attache aux intrus peut rester indélébile. »

La stigmatisation est donc l'expression des rapports de pouvoirs en même temps qu'elle est l'arme d'infériorisation de groupes d'acteurs. Les représentations sont donc au cœur des rapports sociaux entre différents groupes en interaction. *« Il est clair que la capacité d'un groupe à épingleur un badge d'infériorité humaine sur un autre et à le perpétuer était fonction de la représentation que les deux groupes formaient l'un de l'autre ».*

Les rapports de pouvoir restent la clé de voûte pour Norbert Elias qui écrit : *« Dans cette lutte pour le pouvoir, le dénigrement social par les puissants a généralement pour effet d'inculper au groupe moins puissant une image dévalorisée, et ainsi de l'affaiblir et de le désarmer ».*

Le critère de Elias de la modification des rapports de forces réside dans la possibilité du groupe considéré anciennement faible à générer des stigmatés intériorisés par le groupe anciennement dominateur : *« La crue de la contre-stigmatisation devient notablement la plus forte dans un rapport de forces conflictuel où les différentiels de pouvoir s'amenuisent lentement... Si les mots de stigmatisation commencent à faire mal, c'est le signe que le rapport de forces est entrain de changer ».*

Prenons le cas du quartier de Ouakam pour la confronter à cette grille de lecture sociologique. Le quartier Ouakam a la particularité d'être un village urbain autrement dit c'est un quartier qui reste modelé par des pratiques traditionnelles tout en étant perméable à la modernité. Ces deux aspects qui cimentent son cadre de vie indiquent, un enchevêtrement de situations complexes et ambivalentes : pauvreté criarde à côté d'une richesse ostentatoire, l'opposition instruits - analphabètes marginaux - intégrés etc.

C'est vers les années 1980 avec l'installation des quartiers périphériques (Ascena, Cité Assemblée, Cité Comico...) dont les habitants ont un niveau de vie un peu plus élevé que les Ouakamois de souche (les lebu), qu'il y a eu un début de dégradation continue des conditions de vie accompagnée par une désagrégation sociale du noyau central que constitue le village

⁷ Norbert Elias, John L. Scotson, 1997, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Fayard, 278 p.

traditionnel de Ouakam. L'historique du peuplement de ce quartier ainsi que l'occupation de l'espace habité témoignent de la qualité de vie et du niveau de paupérisation du milieu étudié.

Ouakam fait partie des multiples villages *lebu* qui ceignent la capitale sénégalaise : Dakar. Une observation générale dans ce milieu fait ressortir le fait que la pauvreté est diluée dans l'énormité des réseaux de solidarité et d'entraide dont le fonctionnement et la reproduction sont assurés par l'appartenance identitaire et la réciprocité. En effet, ici, la densification et l'enchevêtrement des rapports sociaux sont couramment définis à travers l'expression de « branchements » très répandue chez la couche juvénile : « pour dundu am, il faut branchement am » (il faut être branché socialement pour vivre ici). La notion de branchement est entendue dans le sens de l'insertion sociale de l'acteur, son acceptation dans son environnement, sa prise de rôles parmi les siens.

Cette situation fait que la pauvreté est diffuse et contenue dans les relations de réciprocité qui font que l'étranger arrive difficilement à capter le degré de vulnérabilité de certaines familles.

La valorisation de l'identité *lebu* et leur fort enracinement dans leur milieu inhibe grandement chez les jeunes toute tentative entrepreneuriale, en jugeant dégradant un certain nombre de métiers (maçonnerie commerce ouvrier). Ils tissent inconsciemment autour d'eux même un certain nombre de facteurs handicapants qui sont synonymes d'élargissement, de reproduction de la pauvreté. D'un autre côté les étrangers provenant de l'exode rural eux, n'hésitent pas à faire ces métiers dit « dégradants », car c'est l'opportunité à saisir pour qu'ils sortent de la crise conjoncturelle.

Enfin il faut noter que la circulation et la redistribution des ressources et des richesses (des mieux lotis vers les démunis, des actifs vers les inactifs) s'exercent autour des institutions traditionnelles et islamiques. Ces dernières s'attribuent des desseins de contrôle de la régulation et de la dérégulation des liens sociaux constitutifs de l'espace social.

L'étude de la pauvreté revêt un caractère assez singulier du fait des types de liens élaborés et entretenus par les différents acteurs aussi bien entre autochtones qu'entre les autochtones et les allochtones.

Il s'agit ici dans cette problématique d'analyser la vision croisée des sentiments ainsi que les actions entre les autochtones et les allochtones considérés comme des étrangers et qui sont composés par les *bawol bawol*, les Guinéens, les *sereer*, les *joola*... Ces rapports qui se structurent autour d'un certain nombre de conflits latents reposent sur une stigmatisation par les uns et les autres.

La notion de « *yëg* » (devoir d'allégeance des allochtones envers les autochtones) est fondamentale chez les *lebu*, originaire de ce village urbain. Cette idée est reçue différemment par les groupes socio linguistiques.

➤ Les wolofs commerçants de Touba Ouakam, originaires pour la plupart de la région de Diourbel, se sont pliés stratégiquement au dictat des *lebu* pour obtenir des terres qui furent les anciens champs des *lebu*. Une fois enracinés dans le milieu, il se sont affranchis de l'hégémonie des *lebu*. D'ailleurs ils ont rebaptisé leur localité : Bira Ouakam par Touba Ouakam. Aujourd'hui, ces ressortissants du Bawol estiment que la frange la plus importante des *lebu* vit dans la précarité. Selon S. D⁸ : cette situation s'explique par le fait que les jeunes

⁸ Vendeur au marché ressortissant de Mbacké (Diourbel)

ouakamois (urbains) considèrent que certains métiers sont de « sots métiers » et développent un complexe alors ils préfèrent chômer plutôt que d'être « apprentis » ou « vendeurs ».

A ce propos il affirme que « ku nango liggey tedd », en d'autres termes, il faut travailler pour obtenir une promotion sociale, une ascension sociale. De plus, ils n'ont plus de terre à vendre et continuent de vivre d'autoglorification qui les empêchent de s'adonner à certaines activités, d'où le chômage chronique enregistré chez les jeunes lebu.

➤ Le groupe des sereer

Par sereer, il faut comprendre non l'ethnie, mais toute la population qui vit dans une précarité économique, d'après les représentations sociales chez les lebu. En voulant se singulariser dans leur mode de déploiement dans l'espace social, ces groupes vivent une certaine distance sociale. Malgré que certains aient pu s'intégrer en nouant des liens assez forts avec les premiers habitants, d'autres par contre vivent une situation de déconnexion sociale assez prononcée à la limite de la marginalisation. Toutefois ces derniers sont prompts à louer la largesse des autochtones : « Ils nous permettent de venir regarder la télévision chez eux ».

En cas de déguerpissement les allochtones se retournent vers les lebu (propriétaires terrains) afin qu'ils les logent temporairement ou qu'ils leurs trouvent un autre logement. En matière de terres, ils sont les seuls maîtres à s'occuper de la distribution ou de la location des terrains.

➤ Le groupe Fuladu

Très proche du groupe des sereer du point de vue des autochtones, les peuls Fuladu considèrent globalement que tout ce qu'ils ont pu acquérir comme richesse, est essentiellement du aux largesses des lebu. Comme le dit O. K. : « j'ai une grande maison à Kolda mais je serais ingrat si je retourne bien que je suis aujourd'hui à la retraite. Quand je venais ici, je n'avais que 15 F Cfa, aujourd'hui j'ai 2 maisons à Ouakam, tout cela grâce aux prières des dignitaires lebu ». Cette perception est traduite en ces termes : « Barke si ñian la, doole si gorgorgula la akalal ».

Cette population contrairement aux bawol-bawol, perçoit le bien être à travers des catégories symboliques (sentiment d'avoir consenti des sacrifices pour la communauté). Il importe de souligner que pour le groupe sereer, la stigmatisation n'est pas facteur d'infirmité sociale. En revanche ce groupe s'est approprié cette image et l'a positivée. En effet, les filles issues de cette catégorie ne trouvent pas de complexe de se constituer en bonnes chez la voisine autochtone. Le mouvement inverse n'est pas envisageable. D'une manière générale, les rapports sociaux entre allochtones et autochtones sont contenus dans des conventions sociales réciproques qui fondent les représentations collectives servant de références communes aux agents individuels.

Diouf, charretier, HLM Grand Yoff

« Ce quartier est constitué de « nu tane » qui se considèrent comme riches, ils sont renfermés de sorte qu'il est difficile d'en savoir plus sur eux ». « dek bi ku amul bokkoo », tout tourne autour des moyens financiers, quand tu peux par exemple épouser une femme, on te demande tout de suite où tu travailles et d'où tu viens. Pour nous qui venons de l'intérieur du pays, l'espoir de réussir est nul à Dakar. Pour m'en sortir, des fois, je fais jouer sur les relations à travers le système du « kal » (cousinage à plaisanterie). En tant que sereer, j'ai des connaissances tukuloor ou joolaa dans les quartiers et des fois je profite de ce rapport de « kal » pour leur faire part de mes problèmes. »

« La seule chose bénéfique que j'ai apprise à Dakar, c'est le « nième xiif », je supporte très bien la faim maintenant habitué que je suis à ne pas souvent manger ». « Pour les gens du quartier, les pauvres ce sont les gens qui comme moi sont charretiers, maçons, manœuvres, etc. et nous l'acceptons, en plus de ça nous sommes prêts à faire d'autres de travaux du genre balayage des rues, débouchage de fosses sceptiques ou ramassage

d'ordures». « Les gens du quartier se croient supérieurs à nous et ont des fois des propos injurieux à notre égard. Lorsque j'ai la malchance d'effleurer leur véhicule avec ma charrette, ils me disent des choses du genre « fey 500000 te tej lu la du dara ci man » (te faire payer 50 000 F et te mettre en prison est chose facile).

Ce récit tend à corroborer le fait que les statuts acquis peuvent prendre le dessus sur les statuts d'origine. L'attitude ici des bawol-bawol l'illustre assez bien car ils inversent les rapports de forces en étant progressivement dans des positions stratégiques de contrôle sur les ressources et biens et ils développent des stigmates envers les lebu qui en avaient fait leur apanage il n'y a pas longtemps. Les sereer, ce grand groupe désignant les sans grand moyen, semblent accepter les stigmates qui leurs sont attribués tout en les utilisant comme forme d'insertion, certes marginale. Ils adoptent l'une des attitudes que décrit Goffman selon qui : « parmi les siens, l'individu stigmatisé peut faire de son désavantage une base d'organisation pour sa vie... »

Le déficit de capital social

Le déficit voire l'absence de capital social et relationnel place les acteurs sociaux dans l'insécurité constante. A travers les différents quartiers enquêtés, ce déficit relationnel se manifeste sous plusieurs rapports. Comme le souligne A.K. à Grand Dakar : « Mon grand frère est professeur à l'Université mais je ne connais même pas sa maison » et plutard : « j'appartiens à une famille aisée mais je passe mon temps à compter les poteaux. Je ne leurs demande pas de l'aide par ce qu'ils connaissent ma situation et il ne sert à rien de demander à un aveugle de fermer les yeux ». Dans la plupart des situations, la distance sociale entre les catégories socio-professionnelles est forte et les liens familiaux ne suffisent pas pour susciter des connexions rendues difficiles par des malentendus de plusieurs ordres.

M Diouf, plombier, 50 ans, HLM Grd yoff

« je travaillais à la SISMAR » et depuis 1971 j'ai perdu mon travail, les ouvriers comme moi sont pauvres et ne sont pas respectés, l'état par exemple ne nous reconnaît pas, nous sommes victimes de licenciement abusif, nous ne bénéficions d'aucune allocation de retraite alors qu'à un moment donné nous cotisions à l'IPRES. j'ai été employé pendant 10 ans à la MTOA sans métier ni diplôme. Des usines de ce genre appauvrissent les gens parce qu'on n'a pas de statut et après 10 ou 20 ans de bons et loyaux services elles te jettent à la rue et là tu grossis le rang des pauvres. Actuellement je fais du « xoslu » (se débrouiller) pour faire bouillir la marmite alors que j'ai un frère millionnaire mais il ne fait absolument rien pour moi, d'ailleurs mon père est mort parce qu'on ne pouvait pas payer ses ordonnances et le jour de ses funérailles il a immolé un bœuf, c'est indécent. C'est ça dans ce quartier, il ya les deux extrêmes, les très riches comme mon frère et les très pauvres comme moi ».

Dans certains quartiers comme Grand Dakar ou Ouakam, s'opposent les autochtones et les autres (doxandeem), expression désignant l'étranger. Pour certains, ce doxandeem est en déconnexion relationnelle avec ses voisins, d'où sa situation de fragilité et de vulnérabilité.

Certaines perceptions assimilent d'ailleurs le « doxandeem » au « Tumuranke » (celui qui n'a rien) et qui est obligé de faire recours à d'autres pour satisfaire ses besoins de base. Ces constructions sociales qui cimentent le modèle de fonctionnement et de régulation des liens sociaux ont été exprimées, à travers les entretiens par les termes ci-après : « Ku amul fiu clasela » (le dénuement économique entraîne l'exclusion sociale). « Nit bu neewe doole, du beri xarit » (le dénuement économique est synonyme de perte de contacts, d'amis) . « Boo neewe doole, dangay xam sa bop, xam fi nga tolu » (le démuné doit se connaître soi-même d'abord et reconnaître ce que permet son statut).

Salimata coulibaly, 23 ans, bonne, HLM grd yoff

« Dans ce quartier, les gens se disent aisés mais ils sont tous pareils, nous les bonnes (domestiques) sommes bien placées pour le savoir, moi par exemple on me donne 300frs par jour pour faire les courses et Madame exige que ça soit bon, en plus je réchauffe le plat de midi de la veille pour mon déjeuner ».

Ces formes simples de sémiologies fondent les archétypes et constituent les idéologies sous-jacentes qui participent à la régulation sociale. Définie comme une absence de « câblage », le déficit relationnel peut parfois être contourné en s'adressant par exemple à l'Imam de la Mosquée ou d'autres acteurs avec qui on est en relation de confiance. L'Imam, dans le contexte des quartiers visités est un médiateur qui atténue les « discordes sociales ».

D. Guèye

Je m'appelle D. Gueye et j'ai 53 ans. J'ai toujours habité Ouakam. Mon père était le Chef de village de Ouakam jusqu'en 1968 date de son décès. Son nom est El hadji M. Guèye. C'était un vieux très fortuné, il avait des voitures de transport en vrac. De plus il avait tissé un réseau relationnel très dense (armée française, communauté libanaise) qui expliquait la bonne marche des ses affaires et son commerce. Il m'avait dès l'enfance inculqué un certain nombre de valeurs morales. Pour lui, on ne pouvait vivre dans un îlot d'opulence dans un océan de pauvreté. Ce principe directeur qu'il s'était fait sien qu'il ne permettait jamais à ses enfants de se distinguer de fils de démunis.

Cela justifiait aussi les bonnes actions à l'endroit des voisins. Il a à maintes reprises payé à plusieurs voisins à la fois leurs moutons de Tabaski. Il payait aussi du riz, en plusieurs tonnes et distribuait cela aux démunis. Ces bonnes actions font que nous sommes obligés, devant leur rappel implicite de perpétuer l'œuvre. Vous savez « niit dina sonn ndax ay kilifaam », (je suis obligé malgré mes ressources inférieures à celles de mon père de perpétuer son œuvre).

Il nous a toujours appris aussi l'esprit de sacrifice, de réserve, de retenue et le respect d'autrui. Il disait « yaatu be mel ni geej, te gëm ne xejooleen ci ken » cela traduit le fait que l'on doit en tout temps et tout lieu tolérer et intégrer l'autre, tout en se gardant d'excès et en ayant le sens de la retenue.

À la mort de mon père, le principe de l'héritage lebu fut appliqué. Ses biens seront partagés entre ses fils et neveux. Comme nous formions une famille nombreuse la richesse se fondit sans laissé de trace.

Mais personnellement, je me sentis condamné à poursuivre les bonnes actions de mon père. Heureusement que très tôt j'appris à connaître la privation et je réussis à me commander moi-même.

Vous voyez malgré un salaire mensuel qui atteint 180 000 F cfa et grâce à mes autres bricolages j'arrive à gagner jusqu'à 300 000F cfa par mois.

Je n'ai pas une villa mais une baraque et je m'habille comme le commun des habitants. Pourtant si j'avais limité mes ressources à ma famille nous sommes quatre, (mon épouse, mes deux enfants et moi), j'aurais habité dans une belle villa. Mais moi la mode ne me détermine pas. Chez moi rien n'est nouveau.

Je vous donne un exemple j'achète à chaque fin du mois 6 sacs de riz et 80 litres huiles. Cela à l'évidence n'est pas destiné à mon unique famille. Cet esprit de privation et les valeurs morales dans les quelles m'avait éduqué mon papa, j'essaie de les inculquer à mes enfants. Ainsi il arrive à supporter un ensemble de sacrifice que nous vivons et à vivre en harmonie avec les habitants du village. Ce cas exposé ici démontre la prise en compte des réseaux relationnels qui structurent les formes d'organisation sociale. Il est en effet, un rempart contre les multiples cas de d'exclusion et de marginalisation chez les lebu.

Chez les jeunes, par contre, il faut souligner l'opérationnalité des liens amicaux, forts et positifs, qui se traduit à travers la notion de « taqale » (joindre des morceaux en vue d'une finalité quelconque). Ce système s'exprime le mieux à travers les cotisations individuelles pour faire le thé ou aller danser la nuit ; il est également visible dans les emprunts vestimentaires où ce « taqale » permet de s'habiller convenablement à l'occasion des fêtes ou cérémonies en dehors du quartier. Le recours aux aînés actifs en cas de besoin est également une pratique courante, même si en retour ce dernier participe à la gestion de l'économie domestique en contribuant financièrement, par l'intermédiaire du père, seul responsable de la famille, aux postes de dépenses les plus importants (alimentation, paiement de factures, achat de médicaments etc.).

Chez les femmes, les rapports de solidarité revêtent un caractère plus ou moins direct, en passant par les regroupements et les tontines qui sont l'occasion de mobilisation des ressources, relativement importantes, au bénéfice d'un des membres. Parallèlement à cette pratique, nous avons noté le principe du don, principalement en riz, entre les mieux lotis envers les modestes, mais aussi l'existence des prêts en espèce pour compléter la dépense quotidienne ou les prêts d'habits et de bijoux à l'occasion de certaines fêtes traditionnelles et religieuses. Toutes ces formes de solidarités ont, selon nos interlocuteurs, un fondement majeur qui est l'appartenance à la même communauté d'origine. Cependant, ces sentiments d'appartenance et de référence identitaire communes peuvent subir des chocs plus ou moins profonds en cas de rupture de la réciprocité ou de non respect des normes diffuses garant de la cohésion sociale. Cependant, cette déchirure dans le tissu relationnel est amortie par la dimension religieuse qui fixe les « règles du jeu », légitimant ainsi les mécanismes de solidarité, d'entraide, et les modes de règlement des conflits. En intervenant de la sorte dans les représentations sociales, elle fixe une certaine codification de la vie sociale sous formes de règles, de normes ou de conventions dont leur respect est une réponse aux incertitudes liées à l'insécurité sociale.

Construction d'images de quartiers comme espaces pathogènes

Les perceptions semblent indiquer des constructions d'images assez contrastées voire antagoniques selon leur classification socio-économique (pauvre, intermédiaire, moyennement riche).

En effet, deux pôles semblent se dégager ; d'une part les quartiers dits pauvres, irréguliers, violents et, d'autre part, les quartiers dits intermédiaires ou moyennement riches, aux antipodes des premiers (instruits, civilisés, etc.).

Dans le premier lot, on peut noter Grand Dakar, Guinaw Rail, Thiaroye. Ces quartiers sont jugés dangereux par les autres quartiers (Ouakam, Cité Icotaf, Parcelles Assainies, Hamo, etc.).

L'image agressive de 4 quartiers semblent découler de leur histoire. Ainsi, Grand Dakar est connu comme espace pathogène du fait du « Cinéma El Mansour » que cristallisait toute la violence de ce quartier (drogue, agression, prostitution, etc.).

En revanche, pour Guinaw Rail, c'est plutôt le chemin de fer (Rail) qui symbolise la violence. Aussi, le cinéma et le chemin de fer renvoie l'image d'un espace où se cristallisent les conflits sociaux, la dérégulation sociale, etc.

Cependant, on note que d'un point de vue des constructions mentales, les habitants de chacun de ses quartiers, repoussent en dehors de leur espace géographique, la responsabilité morale et civile sur les autres. Personne ne souhaite assumer la violence. Cette image négative crée des handicaps supplémentaires pour ces quartiers.

A. Gaye, Icotaf :

« Notre plus grand problème ici ce sont les inondations, dès que les pluies commencent on oublie même les problèmes de survie tel que le manger, nos maisons sont remplies d'eau et tout le monde souffre de paludisme à cause des moustiques ».

Ces quartiers dits pauvres sont caractérisés aussi par l'organisation de l'espace foncier et de l'habitat. Ce sont des quartiers dits flottants, irréguliers, sans aménagements d'infrastructures d'évacuation d'eau, sans politique de gestion des ordures ménagères.

Le facteur essentiel de vulnérabilité et d'insécurité concerne les inondations répétitives. Plusieurs familles ne restent chez elles que 3 à 6 mois l'an pour cause d'inondation. Ces quartiers semblent être des espaces de vie transitoire où on y passe que quelques temps. L'autre élément d'insécurité concerne la restructuration foncière.

La pauvreté c'est aussi le non accès à un statut socio-professionnel favorable:

Mbaye Diop, 23 ans, soudeur, Thiaroye

« Nous les jeunes nous sommes les plus pauvres. A 23 ans, on ne peut pas régler grand chose, si au moins on pouvait avoir quelque chose chaque fin de mois mais rien, après six mois de formation, je n'ai ni travail, ni attestation et par voie de conséquence, je ne suis rien ».

Fall, journalier, Icotaf

« Nous ne sortirons jamais de cette situation de pauvre car on a l'impression que les gens font tout pour nous y enfoncer, moi je suis journalier dans les usines et le peu que je gagne dans la journée il faut que je le partage avec le responsable du recrutement sinon il ne me reprend pas la semaine d'après ».

M. Diamé, 40 ans, Grand Dakar

« J'ai quitté la Casamance quand j'étais toute petite, je travaillais comme bonne chez des gendarmes français et je pouvais gagner jusqu'à 100000f par mois. Depuis leur camp a été fermé, ils sont tous rentrés et je me suis retrouvée sans travail, je fais du « fortaatu » en vendant des produits de chez moi tel l'huile de palme, les mangues etc. Je vis dans une chambre avec mon mari et mes deux grandes filles. Pour le repas je fais des plats de chez moi qui ne sont pas du tout cher et j'en prélève pour le dîner. Tout ce que je gagne passe dans le paiement de la scolarité de mes filles, j'aimerais qu'elles soient un jour autonomes malgré la pauvreté dans laquelle elles ont grandi ».

Bien être / mal être, éléments de perception : du paradigme de Sant Yalla

L'un des éléments les plus caractéristiques des acteurs interrogés à Neti mbar est leur refus de se placer ou des extrémités du couple Bien être/Mal être. Des situations qu'ils estiment très souvent quasi impossible et qui « Am amul nak amul gem yala ak sutura moo fi nek » (on est pauvre bien heureux ou malheureux, ce qu'il y a réellement c'est la croyance en Dieu et l'équilibre des besoins par rapport aux moyens).

Pour étayer cette position hybride, les acteurs proposent l'ouverture d'autres registres qu'ils estiment plus en phase avec leur philosophie. En effet, selon ce mode de penser et de sentir, ce qui fondamental chez une personne c'est la sensation et la capacité de se référer à un groupe social.

Or, pour eux, la massification et la promiscuité en lice dans cette partie de l'écologie urbaine dakaroise sont des facteurs d'une bonne cohésion sociale, donc de « Sant Yalla », proche du bien-être.

Se comparant à d'autres groupes sociaux qui disposent notamment de confort matériel et financier, ces individus estiment qu'ils sont plus « Sant Yalla ». En effet, estiment-ils, les indicateurs classiques de mesure de bien être sont des indicateurs trompe œil. Car, ceux qui parviennent à s'entourer de cela et d'en exprimer l'esprit «dananu dundal matériel, matériel dundalu leen » (ils font vivre le matériel, le matériel ne leur fait pas vivre).

F. Gassama, Hamo

« Tout le monde est pauvre ici, la seule différence se trouve dans la « priorisation » des choses ; tout le monde est fonctionnaire avec un salaire qui suffit juste pour la nourriture. Maintenant il y a des gens qui préfèrent s'habiller ou acheter des meubles et d'autres qui mettent tout dans la nourriture et c'est eux qu'on considère souvent comme les plus pauvres alors que tel n'est pas le cas. Ceux qui comme moi aspirent à plus de confort mettent tout ce qu'ils gagnent dans l'acquisition de matériel visible, tous leurs revenus y passent alors on s'endette, on commence à sauter un ou deux repas et on ne s'en sort plus. A force de vouloir vivre au dessus de nos moyens et de paraître ce qu'on n'est pas, on finit par s'appauvrir, « cono bi nun no ko tegg sunu bop ». Moi par exemple avant le décès de mon mari, je vivais dans un luxe relatif. Plutard, je n'ai pas voulu paraître pauvre et j'ai commencé à m'endetter pour maintenir le cap. Résultat, j'ai basculé dans la pauvreté et je passe tout mon temps à quémander pour vivre».

Prenons le cas de Thiaroye est une banlieue où les pauvres perçoivent les riches comme des gens qui vivent une situation transitoire et qui doivent prendre un jour leur part de misère. Le modèle de réussite convoqué rompt avec le modèle jusque là connue. Ici les populations pensent que les études ne suffisent plus pour faire carrière et devenir riches. D'autres métiers ou stratégies sont plus privilégiés par les populations actuelles. Ceux qui réussissent comme le résume une jeune femme, sont :

- les émigrés (Italie, USA)
- les grands commerçants
- les grands transporteurs
- les fonctionnaires de haut niveau.

Mais la réussite c'est assurer les 3 repas , se loger, se soigner au besoin. Mais même si ces différentes catégories constituent à leurs yeux la crème de leur société, ils ne sont pas non plus neutres par rapport à une certaine situation qui ternit l'image de Thiaroye. « La drogue c'est l'affaire des riches ». Les pauvres ne jouent que le rôle d'intermédiaire entre les riches qui n'osent pas se rencontrer.

Le pauvre revendeur devient le principal médiateur entre le dealer riche et le consommateur riche. Les enfants pauvres qui croupissent ne font que flairer le reste. Pour eux, l'affaire vient d'ailleurs et se consomment ailleurs mais transite par Thiaroye. C'est la gare, le marché, les rails, Tally Diallo, Guy Gui, derrière le camp militaire.

Insécurité et incapacité d'accéder au crédit

Une autre forme d'insécurité plus subtile concerne « l'inaccessibilité subjective » au crédit. En effet, A. Nd., 42 ans, G. Rail notait : « J'ai voulu contracter un prêt dans une banque de la place. On me l'a refusé du fait que j'habite à Guinaw Rail. La Banque m'a dit que je ne pouvais pas le faire, car Guinaw Rail est un quartier irrégulier qui n'a pas de titre foncier, un jour je risque d'être déguerpi. ».

En réalité, précise la sus-nommée : « C'est aussi à cause de l'image irrégulière de Grand Dakar. On dit que tous les agresseurs sont à Pikine et à Pikine, les agresseurs sont à Grand Dakar ».

Vulnérabilité, insécurité et déconnexion géographique

Cette forme d'insécurité concerne surtout les quartiers de la banlieue (Guinaw Rail, Thiaroye, Hamdallay, etc.).

La distance géographique par rapport à la centralité de Dakar fait que ces ménages payent un impôt supplémentaire sur les prix des denrées de premières nécessités. Entre deux quartiers pauvres, Taïba Grand Dakar et Hamdallay Thiaroye, c'est Hamdallay qui est dans une plus grande vulnérabilité socio-économique du fait notamment de sa déconnexion géographique. Aussi, la banlieue paye un impôt supplémentaire qui renforce vulnérabilité.

Un autre aspect de cette déconnexion reste lié à la défectuosité du système de transport et à l'impraticabilité des certaines routes. Aussi, la banlieue est en rupture par rapport au centre. L'accès au centre devient difficile et constitue un handicap considérable dans l'accès aux ressources.

Insécurité, gestion de l'environnement

Un trait caractéristique des ruptures et insécurités noté dans les quartiers dits pauvres est l'absence d'un cadre de vie minimum :

- absence d'électricité
- absence de canaux d'évacuation des eaux usées
- absence de politique de gestion des ordures ménagères

Ces différents déficits infrastructurels placent les acteurs sociaux et ménages de ces quartiers dans l'insécurité et la rupture permanente.

Court-circuit dans la distribution des richesses

Malgré le contrôle effectué parfois dans l'application des formes de sociabilité primaire, il n'en demeure pas moins que les cas de marginalisation se multiplient dans l'espace social.

Trait dominant dans les perceptions des couches pauvres, la non circulation des ressources qui leurs sont destinées est perçue comme des formes d'injustice sociale. Certaines expressions populaires ci-dessous indiquent les stigmates et les positions des déclassés sociaux :

- « Bop sa bop, xatal xatal, ño andi ñak » (l'individualisme et le culte de soi sont à l'origine de la pauvreté).
- « Amoo, feco, najo, toto, fer lak mbotu » (l'appropriation des richesses est synonyme de thésaurisation, et de rupture des liens de reconnaissance)
- « Kuy joxe ñaxam si yone, dina melni garab gi ñuy rose, de na gëna natt » (celui qui distribue ses richesses, c'est comme un arbre qu'on arrose, il sera toujours plus riche)
- « Kep ku jite mboolo, ñoñu topla, yaakar ci yaw » (celui qui est toujours plus placé que les autres, se fera suivre et les suivants compteront toujours sur lui »).

Cette exigence d'inter connaissance et de reconnaissance sociale est, selon les enquêtés, particulièrement les nécessiteux, le seul garant d'une solidarité positive entre les différents membres du voisinage. Parmi ces derniers, l'idéal type n'est pas la légitimité du don de façon verticale, des plus nantis vers les plus démunis, mais la satisfaction des besoins personnels en favorisant des investissements susceptibles de créer des emplois au bénéfice des membres de la communauté.

Forte pression démographique : promiscuité et déséquilibres de l'espace domestique

Un autre trait structurant des vulnérabilités des ménages concerne la pression démographique des ménages inhérentes à plusieurs facteurs dont les plus importants sont :

- la forte natalité
- l'exiguïté des habitations
- la prédominance du modèle matrimonial polygamique.

A cette surcharge démographique est venu se superposer un chômage chronique et généralisée. On note dans tous les quartiers (pauvres, moyens ou riches) une forte pression sur les salaires et revenus.

Notre présence sur le terrain a été l'occasion de constater que l'une des caractéristiques fondamentales de la pauvreté à Ouakam est la grande densité démographique. Cette forme d'occupation de l'espace est due à plusieurs facteurs cumulés : les fortes natalités, en témoigne le nombre impressionnant d'enfants de moins de 10 ans dans les ménages et à l'extérieur de ceux ci, le retour à la maison d'anciens pêcheurs ou de paysans qui ont renoncé à leurs premières activités à cause du renchérissement des facteurs de production, le caractère spontané de l'habitat et son exiguïté, l'occupation et l'entassement dans des habitations flottantes etc. En moyenne 5 à 7 personnes partagent une chambre et toutes les pièces de la concession sont occupées et les enfants en bas âge, d'une manière générale, dorment à l'intérieur de la chambre conjugale. Cette promiscuité traduit la précarité dans la quelle ces couches pauvres sont plongées, car elle constitue le lot de nombreuses maladies et de toutes sortes de privations. Cette situation qui se traduit singulièrement par une amputation de son bien être (occupation d'une partie de l'espace domestique et mettre en location la plus grande) définit le cadre de vie globale du milieu étudié.

A partir de ces différentes configurations d'insécurité, de risque et de rupture quelques tendances fortes peuvent être dégagées pour mieux alimenter leur portée.

Les différents quartiers enquêtés laissent voir des cercles d'ambivalence liés à la crise et aux ajustements qui la sous-tendent.

Pauvreté=Perte de dignité :

S. Niang, 21 ans chômeur, HAMO

« Nous sommes tous chômeurs ici, nous passons nos journées et nos nuits à faire du thé et à traîner dans le quartier, certaines mamans nous prennent même pour des voyous alors que les voyous c'est certaines d'entre elles, comme nous ne nous couchons jamais à l'heure nous voyons tout ce qui se passe dans ce quartier et les mœurs s'y dégradent gravement. Des jeunes filles se prostituent de plus en plus, et certaines mères sont des «caga». Il y a beaucoup d'adultère dans le quartier, ce n'est parce que leur mari ne peuvent plus subvenir à leurs besoins matériels qu'elles ont le droit de les tromper. L'autre jour par exemple, il y avait deux dames du quartier

mères de famille dans l'arrière boutique avec le vendeur, ils s'étaient enfermés. Nous étions devant la maison qui fait face à la boutique, une des filles de la maman est venue demander sa mère et le 2^{ème} boutiquier lui a dit qu'elle n'était pas là, un quart d'heure plus tard elles sont sorties mais quand elles nous ont vu elles avaient des problèmes pour s'en aller, alors on a crié très fort « caga », elles n'ont rien dit et se sont enfuies. On voit même des vieux du quartier courtiser la femme du voisin ou leur propre bonne».

Ce témoignage montre l'invective qui se répand. Les accusations sont réciproques. Chaque catégorie prend l'autre pour sa cible. Tout est interprété dans le mauvais sens ou alors être stricte n'est l'attitude attendue des gens aisés.

X, maçon, HLM Grd Yoff

« j'ai travaillé chez une dame dans le quartier, c'était de petits travaux de bricolage, à l'heure du repas elle s'est arrangée pour nous faire payer chacun 200f alors que nous étions chez elle, à son service, sous ses ordres, elle n'a pas de cœur cette dame et ce sont des personnes comme ça qui se disent riches, c'est scandaleux ».

Auprès des couches moyennes et celles à revenus plus modeste, on a pu noter de façon récurrente les expressions sémiologiques populaires suivantes : le taqale (mettre bout à bout), le tess-tess (se débrouiller), le Kerti-Kerti (s'activer) « gérer, Business, etc. ».

Ces expressions sémiologiques populaires renvoient globalement à des stratégies de survie, à des ajustements dans un contexte de crise. La pauvreté est à la fois vécue et perçue comme une double face : celle de l'espoir et celle du désespoir. Cette ambivalence est fortement vécue par les acteurs qui l'ont intériorisé comme une même face. Dina bax (ça ira) ou « Dëk bi metina » (la vie est dure) – Amuñu Yaakar (on n'a pas d'espoir) ou Yalla baax na (Dieu est bon). C'est cela un des traits caractéristiques des perceptions locales quelque soit par ailleurs les catégories socio-économiques concernées. C'est aussi cette ambivalence qui semble maintenir et fructifier l'ingéniosité et la culture de débrouillardise des acteurs.

Le vernis de la pauvreté

Dans les représentations des enquêtés, une des notions qui est le plus convoquée concerne le « Sag » (préserver la dignité). Celle qui lui est concomitante est la « sutura » (discrétion).

Aussi, le « sag » est le vernis de la pauvreté. Nous sommes aussi en face d'un rapport ambivalent où le « sag » est tantôt intériorisé (il ne faut pas que l'autre sache, découvre ma condition) tantôt extériorisé (car on n'a plus les moyens objectifs de cacher sa pauvreté). La complexité des rapports sociaux et de son rapport à la pauvreté semble structurer autour de cette ambivalence.

Le « Saag » est aussi une stratégie de nivellement par le bas. C'est aussi une stratégie de brouillage, de refus d'assumer la pauvreté ou de l'assumer dans l'anonymat.

Les représentations liées au « sag » font beaucoup référence à la divinité, à Dieu. Du coup, le « sag » est dédramatisé. Il fonctionne comme un puissant mécanisme de réconfort moral et psychologique.

Conjoncture et durabilité

Une autre ambivalence concerne les attitudes de sortie de la crise, de la pauvreté par les acteurs. La pauvreté est à la fois perçue comme conjoncturelle et durable. Les ressorts psychologiques semblent s'appuyer aussi sur cette ambivalence. Ce qui est caractéristique, ce sont les solutions conjoncturelles (taqale, deb debel, business) qui sont apportées à la crise. C'est une vie au quotidien.

Une des conséquences qu'implique cette ambivalence est que les ménages et les acteurs ne se considèrent pas en crise ou pauvres. Elles sont en panne. Aussi, on peut les dépanner. Le refus de capituler est vivace.

C'est ce refus qui permet de saisir une pluralité de stratégies de sortir de crise que nous abordons dans la quatrième partie.

Perception du bien être :

Le bien être tel que conçu par les populations est très relatif dans la mesure où c'est un concept qui n'est pas figé mais dépend de l'entendement de tout un chacun. Le bien être comme la pauvreté est une pure construction psychologique, un état d'esprit. Ainsi, il peut être défini par rapport au matérialités (le fait de disposer d'un patrimoine immobilier ou mobilier) d'un côté, il peut être également défini par rapport au statut social (être un dignitaire par exemple) au standing de vie (l'avis des populations est qu'un ménage où il y a deux ou plusieurs actifs est considéré comme relativement aisé) et à l'accès aux services sociaux de base ; mais aussi le bien être est saisi à travers l'appropriation d'un dispositif relationnel dense capable de satisfaire ses besoins primaires. La référence populaire « ku nango liggey tedd » (celui qui veut travailler réussira) traduit leur aspiration à la réussite sociale.

Et même temps reconnaissent-ils, « on est pauvre quand on est paresseux ou bien si l'individu est incapable de se prendre en charge et d'entreprendre des stratégies offensives. Ces représentations collectives peuvent être appréhendées à travers ces formes d'expression :

- « ñak amul, yafusafinek » (la pauvreté n'existe pas, il n'y a que la paresse) ; la pauvreté est fonction de la paresse et du manque d'initiative.
- « ken ñakul, ku ñak yaa ñakal sa bop » (personne n'est pauvre, celui qui est pauvre le doit à lui-même).
- « Bop bututi te amul metite mo gen bop bu rey te andak metite » (une petite tête sans douleurs vaut mieux une grosse tête accompagnée de multitudes douleurs), relativité du bien être en fonction de la limitation des besoins.
- « Badoolo day lekal biir, buur lekal duf » (le pauvre remplit son ventre et le riche s'engraisse)
- « Nit sodeme bañu lay garde dundo » (la personne sur qui on veille en permanence n'a pas de vie), l'effet pervers de la richesse c'est son exposition à l'insécurité morale et physique
- « Feex dafo yaatu, bariwul ñu fexfi, fexfale » (le bonheur est large, il n'y en a pas beaucoup qui sont heureux partout et dans tous les sens), autrement dit, on est heureux d'un côté et malheureux de l'autre.

La relative perception du bien être indique que la pauvreté comme l'opulence résultent d'un processus psychologique, réalité sociale sui generis. Si chez les relativement aisés, le bien être est conditionné par la réussite sociale, chez les couches inférieures, il est plutôt symbolisé par la reconnaissance sociale et l'adoption des codes de conduites sociaux ; « am nit mo gën am alal » (avoir les gens est plus important que l'argent). Tel est le principal leitmotiv des couches défavorisées.

O K, 73 ans, Ouakam

« Je suis arrivé à Dakar le 07 Janvier 1955, je voulais apprendre le métier de tailleur et par chance, j'ai trouvé mon frère avec une machine, il me la prêta et c'est ainsi que je me mis à l'ouvrage. Deux mois plus tard il me présenta à une dame « toubab » qui m'engagea comme boy et qui entreprit de m'apprendre le français, mon

salaire s'élevait à 5000frs. Comme je ne travaillais que le matin, cela me permettait de continuer mon apprentissage du métier de tailleur les après midi. Il en fut ainsi pendant un an et demi et je pus finalement avec l'appui de mon frère et celui de ma patronne me payer une machine à coudre. je pus économiser et construire une maison dans mon village. En 1971 je fus engagé par un autre blanc qui gérait un hôtel et en 1985 je pris ma retraite. Ma pension s'élève à 29000frs par trimestre. Grâce à des relations j'ai pu faire beaucoup de petits boulots après, de vendeur de noix de colas à animateur de radio. Je signale aussi que je suis le 1^{er} peul firdu mouride et c'est grâce à cela que j'ai pu réussir, tous mes enfants ont immigré grâce à mes relations et aux prières de mon marabout. Pour moi la richesse c'est jouir d'un sérieux capital relationnel, je n'avais rien au départ mais grâce à mes relations ma famille a aujourd'hui trois maisons à Kolda, deux à Dakar et une à Marseille».

Le soutien relationnel ainsi que l'émigration sont ici valorisés comme ressources accessibles et garant d'un bien être durable.

Pour le pauvre, le riche est celui qui a du travail, un personnel subalterne qui peut s'occuper de ses affaires ; c'est celui qui se repose après le déjeuner. Pour eux « So amul mono toog » (le repos n'est pas le propre du pauvre).

Ils énumèrent les critères de richesse et de bien-être :

- une maison bien équipée ;
- un pouvoir financier pour louer une maison ;
- manger à sa faim et en qualité ;
- s'habiller convenablement ;
- pouvoir satisfaire ses besoins existentielles ;
- avoir une « domestique », « soxna » (femme) ;
- pouvoir amener sa mère, son père à la Mecque ;
- confiant par rapport à ses capacités et à son avenir ;
- avoirs plusieurs maisons « tabax say ker di tek » ;
- scolariser ses enfants et accéder aux meilleurs soins en matière de santé ;
- avoir une ou des voitures « bula neex dawal » (conduire à sa guise l'une ou l'autre).

Par la sémiologie populaire, on retrouve la notion de xel mul (avoir l'esprit tranquille) qui s'oppose à l'angoisse du pauvre. De même, les rapports que l'acteur entretient avec les matérialités sont décisifs. Le pauvre est privé de ressources tandis que celui qui est aisé en a suffisamment. L'un est dépendant, l'autre à un accès autonome.

SIXIEME PARTIE : COMMENT LES ACTEURS REAGISSENT FACE A LA PAUVRETE

Une pluralité d'ajustements est opérée par les acteurs et ménages face aux ruptures et vulnérabilités. Elles sont à la fois simples et complexes selon les catégories socio-économiques et la nature des réponses apportées.

L'implication des femmes dans la gestion de l'économie domestique :

L'observation du fonctionnement des ménages indique l'acuité de la crise et ses conséquences sur les différents postes de dépense. Le poste de dépense le plus affecté est celui relatif aux dépenses alimentaires. La rareté des ressources a plongé la presque totalité des ménages dans une crise alimentaire chronique dont les éléments explicatifs sont entre autres : la suppression totale d'un repas, particulièrement celui du soir, la pratique du « gobar jaasi » ou de « l'aller retour » qui consiste à servir le soir le même plat consommé pendant le déjeuner ; la prise en compte de l'alimentation des enfants uniquement au détriment des adultes, le sacrifice de la qualité et de la quantité des mets, la présence nombreuse de consommateurs et surtout les intrus, etc.

Autant de facteurs qui témoignent de l'ampleur du phénomène, particulièrement au sein des ménages où le nombre d'actif ne dépasse pas une ou deux alors qu'il faut entretenir plus d'une dizaine de personnes et dans les ménages où le chef de famille est parti à la retraite sans que la relève n'ait été assurée. Ce qui se traduit par une diminution drastique du montant de la dépense quotidienne ; c'est le cas de la famille Camara qui compte environ 14 personnes : la dépense quotidienne est passée de 1500 F/ jour à 1000F/ jour. La solution réside pour cette famille à garder au moment du déjeuner une portion de sauce qui sera mélangée avec du riz blanc préparé le soir à l'occasion du dîner. Pour la seconde famille, par exemple, la famille Guèye qui compte également 14 personnes, la dépense quotidienne n'est pas fixe mais permet d'acheter quotidiennement 2kg500 de riz, 1/2 litre d'huile pour le déjeuner. Les autres denrées et condiments proviennent soit de la table de la femme du chef de ménage (elle est vendeuse de légumes) ; soit achetées au marché à partir de ces propres ressources (bénéfices journaliers qui tournent autour de 1500F/jour).

L'achat au petit déjeuner est constitué de 250g de sucre en poudre et de la tisane de quinquéliba pour les enfants ; les adultes eux préfèrent acheter en fonction de leurs moyens un sachet de café à 25 Fcfa, un ou deux sachets de lait en poudre à 25 F l'unité, et une tranche de beurre à 25 F cfa ; ce qui même pour certaines familles constituent un luxe. Au niveau des ménages certains types d'aliments, perçus comme aliments des riches « leeku borom alal la », comme la viande, les œufs, les oignons et pommes de terre, salades, etc., ne sont consommés en général qu'une fois par mois et à l'occasion des fêtes traditionnelles (tabaski, korité, etc ;). D'autres, qui ont des revenus mensuels, arrivent à améliorer leur alimentation peu de jours après la fin des mois, mais vers le milieu ou la fin des mois, la pratique de « gorbar jaasi » ou du repas unique est de rigueur.

Devant ce lot de difficultés et de privations, il est ressorti visiblement d'ailleurs, l'émergence et l'implication des femmes dans la prise en charge de l'économie domestique. Elles sont aujourd'hui les principaux relais, particulièrement dans les familles sans soutien et /ou le chef

de ménage est devenu inactif. Elles se sont montrées capables de mobiliser et de drainer des ressources extérieures réinjectées dans les différents postes de dépenses à l'intérieur de la famille. En puisant aussi dans divers tiroirs sociaux, elles arrivent à se prendre elles-mêmes en charge et à combler les déficits du budget familial. Ces flux monétaires extérieurs sont captés à travers les groupements, associations, tontines et GIE, mais également au niveau des caisses de crédit d'épargne et dans le commerce.

L'activation des liens sociaux en s'investissant dans des réseaux personnels de relations est également une pratique très répandue chez les femmes, dont l'une d'elles, M.G., s'est confiée à nous en ces termes : « jigeen limu mene ligenti goor menuko lijenti » (ce que la femme peut régler l'homme n'arrive pas à le faire). Cette croyance populaire très forte justifie par ailleurs le nouvel déploiement des femmes dans toutes les sphères de décision et de pouvoir. Leur brusque irruption dans le jeu social, exacerbée par le durcissement de la crise, fait que les interstices sociaux délaissés par les hommes sont rapidement occupés par les femmes qui naguère étaient confinées aux secondes tâches et exclues du processus de prise de décision.

Des stratégies de maximisation des revenus sous-tendent en dernière analyse les stratégies individuelles. En effet, au niveau des ménages démunis, tout le monde participe à sa gestion financière.

La mère de famille s'adonne au petit commerce pour la dépense quotidienne et l'entretien de ses enfants. Le papa tente chaque jour de ramener à la maison quelque chose grâce souvent à son travail de journalier.

Mais ces revenus assurent difficilement le manger. Pour compléter et aussi payer la location, l'eau, l'éclairage et l'habillement des enfants, il faut que chacun s'y mette surtout les enfants sinon c'est : « domu xaram bi, manoo def ni sa morom yi » (merde ! pourquoi ne fais-tu pas comme tes pairs ?) de la part de ses parents vis à vis de l'inactivité de la progéniture.

C'est ainsi que les enfants sont obligés de quitter très tôt les bancs de l'école pour être des apprentis ouvriers, chauffeurs ou des vendeurs à la sauvette. D'autres enfants sans quitter les bancs exercent d'autres activités. C'est le cas de L.G., 7 ans, qui après les cours ou les jours de congé va à l'atelier de son papa tailleur pour récupérer les habits prêt à porter pour enfants et les vendre entre 1000 et 1500 FCFA l'unité.

Il est d'ailleurs un privilégié parce que dans sa famille, les garçons ne vont jamais à l'école, ils sont très tôt orientés vers les activités productrices de revenus (tailleur, vendeur à la sauvette).

C'est cette recherche du revenu maximum qui explique que les jeunes filles sont très tôt encouragées à baser leur relation avec les hommes sur l'argent et à multiplier les partenaires. Ce qui devient une prostitution qui ne dit pas son nom.

Chez les personnes âgées, c'est surtout la diversification des activités. Le cas de I.G est très illustratif. Tailleur de son état, il est en même temps collectionneur de pièces détachées de machine à coudre (pédales, tables,...) et aussi courtier. B.T., 41 ans, menuisier n'hésite pas à être maçon ou vendeur de friperie et de bijoux.

Ces stratégies défensives ne sont là que pour gérer au quotidien la crise, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas pensées pour s'émanciper de cette précarité mais permettent de survivre. Pour

autant qu'elles soient démunies, les populations de quartiers pauvres pensent très souvent à la possibilité de sortir de cette précarité.

Appartenir à des tontines et autres mutuelles : chez les mères de famille

Les mères de famille au niveau individuel ne sont pas épargnées par la crise et s'y débattent toutes comme les autres catégories socio-économiques. Devant la défaite générale du mari dans la satisfaction des besoins des épouses, certaines dames activent un certain nombre de relations parentales surtout. Mais étant donné que l'observation générale est que les pauvres sont souvent dans une déconnexion relationnelle, il faut savoir compter sur soi et aussi sur la solidarité entre démunis. Pour ces raisons, les tontines sont très développées dans le quartier. Elles permettent aux membres de se soutenir financièrement et aussi moralement.

L'illustration la plus parfaite vient de l'Association (mbootaay) « Dental Pulaar » à Neti mbaar dont la Présidente est M.S., 40 ans, teinturière, 5 personnes en charge. Dans cette association de 55 membres, toutes sont pulaar et ont le plus souvent des maris retraités. La majorité d'entre elles sont vendeuses. Toutefois, il y a une infirmière et 2 autres sont instruites. Elles se rencontrent tous les mardis chez l'une d'entre elles et donnent un apport individuel de 550 FCFA ce fait un total de 27 500 FCFA. Cette somme sur laquelle sont prélevés 1000 FCFA est remise à celle qui est de tour. C'est l'occasion de se divertir en dégustant quelque chose mais aussi de discuter et d'échanger des idées. Ainsi, leur hôte dispose d'un fonds qui lui permettra momentanément de subvenir à ses besoins.

Les 1000 FCFA prélevés de la somme totale sont versés dans une caisse commune qui sert de participation à hauteur de 50 000 FCFA lorsque l'une des membres doit faire face à des frais pour une cérémonie familiale.

Il faut aussi souligner que les apports individuels des femmes dans les tontines les poussent inexorablement à s'adonner à d'autres activités génératrices de revenus. Ce qui explique leur forte implication dans le petit commerce. Elles sont vendeuses de fruits, de sucettes, de café, de pain, de sandwich et/ou de ndambe (sauce piquante de haricot local).

Dès le petit matin, les étales bordent les artères centrales de Neti mbaar et offrent une diversité de produits et elles y restent jusque tard dans la soirée. Cette forte activité des épouses les oppose aux vieux retraités qui sont très souvent oisifs.

Passer le moins de temps dans l'espace domestique : chez les pères de famille

Dans la satisfaction de leurs besoins individuels, les pères de famille usent de plusieurs types de stratégies. A Neti mbaar, certaines tâches comme la vente de l'eau au niveau des bornes fontaines est une exclusivité des personnes âgées. La bassine est vendue à 20 FCFA et le seau à 10 FCFA. La rémunération du gérant est fonction de son chiffre d'affaires. En effet, c'est avec les recettes que la facture d'eau est payée et une partie des recettes est versée dans une caisse commune et le reste sert de rémunération au gérant.

Toutefois, il faut noter que les vieux s'activent souvent autour de la gestion de la mosquée. En dehors de cela, beaucoup d'entre eux sont oisifs et passent leur temps à la « Grande Place ».

I.Wade, mouleur, Unité 9 Parcelles assainies :

« Je fréquente cette grand-place pour fuir les problèmes à la maison, pour éviter qu'on me demande de l'argent alors que je n'en ai pas ; tous les gens qui fréquentent ces lieux sont des « démerdés », on a d'énormes problèmes

pour assurer la dépense quotidienne. « ku xiif xamul xaaral, kaay lek la xam » (celui qui a faim devient impatient et sourd, il ne connaît qu'un discours : celui lui donnant à manger).
« dafa am lekk am dundel », (ce que nous faisons ne s'appelle pas manger, c'est pourquoi nous sommes exposés à toutes les formes de vulnérabilité).

Il est toutefois intéressant d'analyser leur comportement au sein des espaces publics de sociabilité. La « Grande place » devient un espace stratégique de captation de ressources et de résolution des besoins de ses habitués. C'est une place au niveau de laquelle, les vieux rencontrent un certain nombre de personnes étrangères ou habitant le quartier et qui peuvent à chaque fois laisser quelques numéraires. Ce qui permet de satisfaire quelques besoins comme la cola, le tabac.

On y joue aux cartes, aux dames, etc. Les discussions sur des faits de société, l'actualité politique sont constantes et peuvent se dérouler une bonne partie de la journée. Les informations se diffusent, s'échangent ; la rumeur se façonne. Les rendez-vous sont facilités par le repérage facile de ces espaces publics de rencontres et d'échanges. Les courtiers et autres agents d'affaires les fréquentent en alliant intermédiations et sociabilités.

Disons donc que l'essentiel du temps de ces pères de famille se déroule au niveau des « Grandes Places » qui deviennent ainsi une sorte de refuge devant les sollicitations insatisfaisantes de la famille. Le père de famille perd une bonne partie de ses prérogatives. Ce sont les femmes qui montent au créneau. Son absence de l'espace domestique pour se faire oublier était surtout légitimée auparavant par ce souci de déférence entre génération, cette distance sociale entre génération et entre genre qui caractérisent l'organisation familiale sénégalaise.

De plus, devant l'exiguïté du logement dû souvent au fait que la maison du ménage sous les eaux dans les quartiers périphériques, la famille déménage et loue un appartement qui ne suffit pas à toute la famille ; le père de famille ne peut plus alors s'agglutiner à longueur de journée avec sa progéniture. Il est alors obligé de passer le plus clair de son temps dans les « Grandes Places ».

Nous voyons ainsi que chaque catégorie socio-démographique en fonction de ses préoccupations individuelles développent spécifiquement un certain nombre de stratégies. Nous retrouvons ainsi à l'échelle du ménage un certain nombre de stratégies communes à tous.

Solidaires dans la précarité et rêver de migrer : chez les jeunes hommes

Au niveau individuel, ces stratégies s'apprécient en rapport avec les besoins primaires des jeunes. En effet, chez les jeunes, au-delà du manger et de la santé, ils souhaitent fortement s'habiller. Ils ont aussi le besoin de fumer, de se déplacer, de boire du thé. Disons que tout tourne autour de l'argent, ce qui explique les stratégies mises en œuvre pour engranger le maximum de capital.

A.Sarr, chômeur, Yeumbeul

« L'orsqu'on a une maladie grave et qu'on est pas en mesure de se prendre en charge, on sait ce que pauvreté veut dire. Il faut noter aussi que les obligations familiales renchérisent nos charges. Or tout individu aspire pouvoir régler ses propres problèmes ainsi que ceux de ses parents. Mais ici, même pour aller chercher du travail, nous avons un problème pour trouver le billet. C'est le « taqale » systématique et dans tous les domaines. Nous travaillons tous dans ce que nous avons dénommé le « projet Chine » c'est à dire préparer le fourneau, le

matériel à thé et attendre progressivement que le cas du sucre, thé, et autre soit réglé, c'est vous dire qu'on passe nos journées à faire du thé, si jamais nous trouvons de quoi le payer».

Il est évident que dans ce contexte de forte déperdition scolaire des jeunes, les moyens de capitalisation des ressources seront surtout informels.

Ainsi une majorité des jeunes s'activent dans l'artisanat comme la menuiserie métallique ou l'ébénisterie, la mécanique auto, le transport en commun. Nous trouvons aussi des tailleurs, des cordonniers, des électriciens. De ces différents corps de métiers les jeunes sont souvent des apprentis et sont mal rémunérés.

Mais en dépit de leur statut précaire, ils arrivent à régler certains de leurs besoins. Par exemple, ils constituent des groupements d'intérêt économique (GIE). Prenons le cas du GIE Progrès Excellence à Neti mbaar.

C'est un GIE créé le 20 mai 1989 par six jeunes du quartier dont le moyen d'âge est de 30 ans et tous issus des ASC. Il a comme objectif, l'éducation des enfants et des adultes. Leur ambition est d'arriver à offrir des prestations de service de proximité aux populations exemple : télécentre, photographie, informatique.

Issus des mouvements associatifs et ayant fourni tous des prestations dans les écoles privées, les jeunes ont eu l'idée de palier le manque d'infrastructures scolaires dans la commune d'arrondissement de Médina Gounass. C'est ainsi qu'il avait loué un local au niveau duquel ils donnaient des cours de soutien aux élèves victimes du double flux et des enfants de la rue. Depuis octobre 1999, les cours ont démarré et l'autorisation n'a été faite que le 26 juin 2000. L'école compte 7 classes du CI au CM² avec une moyenne de 30 élèves par classe. La scolarité est fixée à 1800 FCFA/élève/mois. Toutefois pour 150 cas sociaux sur les 250 que comptent l'école, la scolarité est gratuite.

En plus, le GIE prend en charge les frais de consultation des élèves et parfois une partie des ordonnances. Il faut aussi dire que les locaux de l'école servent aussi de structure d'accueil aux autres groupements d'ASC pour leurs réunions et d'autres rencontres. Ceci du fait que ces groupements ou ASC n'ont pas de chaises. Précisons que le GIE a été à l'origine de la création d'une fédération de GIE mixte : fédération des groupements pour le développement de la banlieue.

Malgré ses actions très salutaires pour les populations, le GIE ne reçoit aucune subvention ni de l'Etat, ni des collectivités locales, ni d'organismes de bienfaisance.

Le GIE ne sent pas la présence des ONG nombreuses dans la zone (Plan International, UNICEF, ADETELS, AGETIP). Pour les membres du GIE ces structures qui interviennent par personnes interposées ne font qu'exploiter les populations.

Ce manque de soutien pénalise beaucoup le GIE qui débloque mensuellement 81 000 FCFA pour la location du bâtiment sans compter les dépenses de fonctionnement (téléphone, eau, électricité).

Ainsi les jeunes de Neti mbaar dans des conditions de précarité assez prononcées délaissent tôt les bancs de l'école pour devenir des ouvriers, des vendeurs à la sauvette. Ces corps de métiers entraînent certes des entrées de revenus à leurs adeptes. Mais ici le travail est très

fluctuant et les revenus irréguliers. C'est la logique du « taqale » c'est-à-dire que l'on fait avec les moyens du bord.

Le modèle de réussite sociale se construit autour de l'émigration. Les jeunes pensent que « Rewmi yoruko », ce n'est pas au Sénégal qu'on peut réussir. Il faut « nga lalli », il faut prendre les aires. Et ils le pensent vraiment, car seuls ceux qui partent construisent des maisons, entretiennent leurs familles, épousent les belles filles et bénéficient des prières de leurs parents.

Pour la satisfaction des besoins, c'est par petit pas que l'on s'achemine vers l'objectif et l'on use de tous les moyens pour régler quotidiennement les problèmes. Ainsi, B.T., 41 ans, célibataire sans enfant est menuisier de son état. Toutefois, il n'hésite pas quand les revenus font défaut d'aller s'adonner à un travail journalier dans les chantiers du bâtiment.

Parfois c'est au marché Thiaroye qu'il passe sa journée en vendant de la friperie qu'il réforme ou des bijoux, colliers, montres ou bracelets à la sauvette. C'est ainsi que pour les journées il arrive à avoir 1000, 2000 à 3000 FCFA. Ce qui lui permet de s'acheter du thé, de la cigarette, de participer même à la dépense de sa famille. Mais parfois c'est bredouille qu'il rentre.

Cette insécurité du travail pousse certains jeunes à adopter des pratiques déviantes comme le vol et l'agression. Pour l'opinion dakaroise les agresseurs sont très souvent issus de la banlieue. Et à Neti mbaar malgré le rejet de cette accusation par une certaine frange de la population, une confirmation de cela par l'autre est systématique.

Pour cette frange, des gangs de jeunes du quartier opèrent en ville et aux alentours du quartier des agressions, mais jamais dans le quartier. La raison assez évidente d'ailleurs est que « Nit du dek ci karce bi di fa agarese » (nul ne peut habiter dans un quartier et y agresser d'autres), ils sont connus ici. Les agressions dans le quartier est le fait des autres jeunes étrangers au quartier.

Toutefois des jeunes du quartier opèrent des vols de quelques objets dans les ménages surtout dans les maisons où les propriétaires sont chassés par l'inondation. Les jeunes qui s'adonnent à ces pratiques déviantes sont parfois poussés par la précarité qui est leur lot quotidien. Souvent ce sont des jeunes qui veulent comme les jeunes les plus aisés fréquenter les mêmes lieux et s'habiller comme eux.

Toutefois pour d'autres, parmi eux, ce sont les conditions matérielles du ménage qui les poussent à s'adonner à ce type d'activités. Ce sont des jeunes, qui poussés par l'insécurité du travail, connaissent à l'opposé des jeunes chômeurs des quartiers aisés, des blocages pour l'activation du capital relationnel. Ils sont relationnellement déconnectés et ne peuvent recourir à leurs parents qui sont dans le dénuement. Car comme ils le disent « Kooy laaj day fek mu tane la » (Si tu sollicite quelqu'un, c'est avec le pré sentiment qu'il est mieux loti).

La difficulté de se procurer des numéraires est rapportée à un certain nombre de pratiques chez les jeunes. Les jeunes qu'ils soient de la banlieue ou du centre ville ont tous un fort penchant à suivre la mode, surtout celle venue des Etats Unis. Devant la cherté des effets cosmétiques, ils adoptent une forte solidarité intergroupe.

C'est ainsi que la paire de chaussures d'occasion ou neuves qui a été achetée grâce à l'économie du taqale (épargne constituée par diverses recettes provenant de la paie de

plusieurs activités) devient un bien commun au groupe. Il en est de même de tous les effets vestimentaires et même d'autres objets comme les théières...

Les autres personnes extérieures au groupe ne peuvent déterminer à qui dans le groupe appartiennent telles chaussures, tels pantalons... Ce qui permet aux jeunes notamment dans leur déplacement vers l'extérieur du quartier de s'habiller correctement grâce aux différents apports des membres du groupe.

Cette forte solidarité va même jusqu'à voir des jeunes qui vivent dans la promiscuité chez eux squatter en permanence les chambres des amis qui occupent seuls leur chambre. Pour d'autres, ils ne mangent pratiquement pas chez eux, du fait que les repas ne sont pas assurés tous les jours. C'est chez les copains que l'on mange. Cela se vérifie surtout à une heure avancée de la nuit où le « boolu doff » est recherché par beaucoup d'entre eux (restes du dîner que l'on garde pour, aux heures tardives de la nuit, pour les manger avant de se coucher).

Ce « boolu doff » permet aussi d'une certaine façon à ceux qui se lèvent tôt et ne prennent pas le petit déjeuner de garder quelque chose dans le ventre. Car il faut savoir pour une majorité de jeunes, le petit déjeuner est laissé à leur propre frais. Ce qui explique dans les moments très difficiles de s'en passer : « Ndeki bi deñ koy lepp, deñ koy pass » (on se paase du petit déjeuner) .

Ces stratégies de gestion quotidienne de la crise s'enveloppent ici contrairement aux quartiers plus aisés d'un certain sens du combat pour la survie. C'est ainsi que dira M.D. « Pour régler nos problèmes, on se bat quotidiennement et on y croit » (Deñuy ñefe, deñuy fighting).

Toutefois, la référence à Dieu n'est pas absente et l'on entend souvent des propos comme « Notre situation relève de la volonté divine » et aussi « nous nous contentons de ce que l'on a ».

La principale porte de sortie de la crise mentionnée par les jeunes de quartiers pauvres est l'émigration. En effet, pour autant, aucune possibilité de sortir de la précarité n'est offerte aux jeunes qui décident de rester au pays.

Kh. Dieng, 22 ans élève, U9

« je m'appelle Khadim Dieng, j'ai 22 ans, je suis en 3^{ème} année de mécanique générale au collège Assafin. Ma famille est pauvre mais elle ne l'a pas toujours été ; elle l'est devenue après le décès de mon père en 1998. Il était transporteur et avait deux véhicules. A sa mort, on s'est partagé ses biens avec sa deuxième femme et ses autres enfants. Puisque c'est ma mère qui avait le plus de garçons, on a pris la maison et nos demi frères ont pris les deux voitures, mais comme vous voyez, il ne suffit pas de disposer d'une maison pour être à l'abri du « tumuranke » (pauvreté absolue). Nous ne disposons d'aucune autre ressource, je suis l'aîné de la famille et je ne travaille pas à plus forte raison mes frères. Ma mère s'est mise au petit commerce mais ça ne suffit pas. Nous ne mangeons pas toujours et quand ça arrive ce n'est pas de qualité. Aucun parent ne nous aide depuis le décès du papa, on ne voit plus personne. Pour nous en sortir un peu, je suis obligé de travailler pendant les vacances, mon jeune frère fait pareil : nous allons chercher du travail de journalier dans les chantiers, parfois aussi j'arrive à trouver un stage dans de petites entreprises. Avec l'argent qu'on gagne, on paie notre scolarité, nos fournitures, quelques habits et on donne à la maman pour la nourriture. La seule solution pour sortir de cette crise serait que je puisse aller en Europe mais cela résulterait du miracle sauf si une bonne âme voulait bien m'aider ».

L. Aïdara 25 ans célibataire un enfant, Hamo

« Je suis née à Tambacounda en 1976, je ne me rappelle pas de la date exacte, j'ai arrêté mes études au C.E.1. A Dakar j'ai fait le centre de formation féminine où on nous apprenait la couture puis j'ai travaillé dans un salon de coiffure pendant deux ans mais ne supportant plus les conflits et autres commérages qui caractérisaient ce milieu, j'ai quitté ce travail, c'est aussi surtout parce que je suis tombée enceinte et ma mère m'a chassée de la maison. Je suis alors allée m'installer chez ma grand mère. Finalement on a pu régler le problème et je suis revenue vivre avec ma mère. Le père de mon enfant fait ce qu'il peut mais il n'a pas les moyens de m'épouser, mon enfant a

actuellement 3 ans et son père nous aide selon ses possibilités. Maintenant je fais du petit commerce et c'est avec ça que je fais vivre mon enfant, je participe aussi aux dépenses de la maison. J'envisage maintenant de me marier avec mon copain mais comme il n'a pas les moyens, je vais être obligée de vivre chez ses parents et cela me fait un peu peur ; il occupe une seule chambre dans la maison et a plusieurs sœurs, ce qui ne facilite pas les choses, mais nous allons essayer de faire avec. J'ai tellement souffert pendant cette grossesse du mépris de tout le monde et je continue encore à souffrir, mon seul recours c'est le mariage. Je souhaite aussi partir un jour aux Etats-Unis pour y exercer le métier de coiffeuse, je pourrais ainsi acheter ma propre maison et ne plus avoir de problèmes».

Kanté, 46 ans, chômeur père de 5 enfants, grand dakar

«Grand Dakar fii la ray bi tenee» (A Grand Dakar, c'est l'extrême pauvreté). Une chambre est occupée par neuf ou dix personnes. Quand on est malade, on n'a pas les moyens de se soigner. Pratiquement tous les autochtones ont perdu leurs maisons et sont allés s'installer ailleurs. Moi je suis né dans ce quartier, ma mère l'avait acheté en 1957 à 7000frs, c'est grâce à ça que nous ne sommes pas dans la rue. Je travaillais dans une société d'assurances comme courtier. Depuis la faillite de cette compagnie en 1993, je vis de «xoslu»(se momifier). Quand je n'en peux plus, j'emprunte une voiture à un copain et je fais du «clando». J'ai envoyé ma femme et mes enfants au village de mes grands parents ; je leur donne rien, je ne les nourris pas, je ne peux tout simplement pas. Je passe la journée à «compter les poteaux». A la mort de mes parents, j'avais hérité d'une petite somme avec laquelle j'avais acheté un petit lopin de terre à cultiver mais ça ne marche pas parce que j'ai été «marabouté» (ensorcelé) pour ne pas réussir. Quand je dis : ils, je parle de mes demi frères. Le seul salut c'est «xoti»(sortir du pays), et je compte vendre mon champ pour m'en aller».

D.J, chômeur, Icotaf

« Quand on quitte son pays c'est parce qu'on n'a pas le choix, à force de voir les gens émigrer et revenir avec plein d'argent on est aussi tenté de faire pareil, tout le monde veut sortir de cette misère. J'ai tenté ma chance mais comme je n'avais pas assez d'argent pour aller loin et payer le billet d'avion, j'ai voulu aller au Gabon en passant par la route. J'ai d'abord pris le train pour me rendre au Mali, de là bas j'ai pris le bus jusqu'en côte d'ivoire, de la côte d'ivoire je suis allé au Bénin, ensuite au Nigéria, au Ghana et au Cameroun toujours en bus. Je suis resté bloqué au Cameroun pendant cinq mois car je n'avais plus d'argent, ça a été très dur on a été obligé de vendre nos affaires car on n'arrivait pas à trouver du travail, finalement des Sénégalais qui y vivaient depuis un moment ont accepté de nous héberger mais il fallait se débrouiller pour manger, on vivait dans la promiscuité la plus absolue, les Camerounais n'ont pas été solidaires, parfois je regrettais d'avoir quitté mon pays. Comme on était à la frontière j'ai décidé d'aller à Yaoundé pour trouver du travail, j'y ai passé une année à vendre des montres mais ça ne marchait pas, dès que j'ai eu de quoi reprendre la route je suis allé au Gabon, j'ai réussi à y rester cinq ans comme vendeur ambulant mais je ne m'en sortais car la vie y est trop chère. Avec un peu d'effort on s'en tire beaucoup mieux ici que là bas mais puisque qu'on part dans l'espoir de revenir riche on espère jusqu'au dernier moment et surtout on a peur de revenir plus pauvre qu'avant, je connais plein de gens qui sont restés à cause de ça, mais moi je ne suis pas tombé dans le piège. J'avais pourtant choisi le Gabon parce que j'y avais des parents mais ça ne veut rien dire. J'envisage de ressortir du pays mais ce ne sera plus jamais pour aller en Afrique, tous les pays africains se valent. Mon père ne m'a jamais pardonné car c'est lui qui m'avait donné toutes ses économies pour faire ce voyage raté, c'était 150000f à l'époque. Si j'avais investi cet argent dans une activité ici peut être bien que je m'en serais bien sorti mais je ne le saurais jamais».

Ce sentiment est renforcé par le fait que la quasi totalité des gens qui ont de « belles villas » selon eux, à Neti mbaar, sont des émigrés.

Ce qui est frappant c'est qu'aucune possibilité d'ascension sociale n'est offerte à eux par l'école dans leur imaginaire. Et pour autant, la véritable stratégie offensive développée par des jeunes du quartier et qui est entrain de réunir est axée sur l'éducation des enfants. C'est l'exemple dont nous avons parlé plus haut : le GIE Progrès Excellence.

M. Guèye, 33ans, Icotaf

« J'ai fait des études jusqu'au bac que j'ai obtenu en 1989, je suis allé à l'université pour faire des études en Anglais mais je n'ai pas pu dépasser la 1^{ère} année. Je suis ensuite allé chercher du travail à Thiès, j'y gérais un

poulailler. Un an et demi plus tard je suis allé à Mbour où un ami de mon père qui avait des pirogues m'avait demandé de les lui gérer. J'y ai passé deux ans et puis j'ai décidé de m'embarquer dans les bateaux, ma famille n'était pas du tout consentante car nous ne connaissons pas la mer. Finalement je suis retourné à Thiès où j'avais entendu parler de la mise en place d'un comité de vigilance, par la suite on m'a fait appeler de la bàs pour monter un comité pareil car les vols armés se multipliaient dans le quartier. Je fus ensuite recruté au programme de nutrition communautaire mais je n'y ai pas duré à cause de mes activités politiques qui m'empêchaient d'être assidu à mon travail. Puis nous avons instauré des « écoles alternatives » ; puisqu'il n'y a que deux écoles publiques dans le quartier, nous voulions juste compléter la formation des élèves mais finalement ça a été érigé en école en plein temps. 60% de la population est constitué de gens provenant de l'exode rural, à l'époque le loyer n'était pas cher et les dakarois avaient une vision négative des banlieux, personne ne voulait y habiter. L'autre avantage était le fait que l'on ne soit pas loin de la zone franche industrielle, les gens pouvaient trouver assez facilement un emploi même si ce dernier n'était pas fixe. Avec les licenciements, les compressions, le nombre de chômeurs donc de personnes passant de « preneur en charge » à « pris en charge » a plus que doublé. Du coup tout le monde veut faire du petit commerce mais ça ne marche pas car tout le monde vend la même chose, en plus il y a trop de vendeurs et peu d'acheteurs. En ce qui concerne les jeunes, le grand problème c'est qu'ils sont presque tous analphabètes et difficiles à organiser. Des fois tu viens avec un partenaire leur proposer quelque chose mais ils pensent tout de suite que tu veux les arnaquer. Ils refusent de se moderniser».

L'intermédiation est source de suspicions. Dans d'autres quartiers comme à Neti Mbaar, les jeunes garçons de quartiers pauvres adoptent depuis quelque temps des activités de proxénétisme avec leurs cousines. En effet, la jeune fille qui s'adonne au mbaraan (partenariat multiple) partage les ressources avec son amant.

L'arme de la ruse : le « mbaraan » chez les jeunes filles

Comme toutes les classes sociales, les filles ont des besoins qui leurs sont spécifiques. Dans un contexte de précarité avancée, elles ne se laissent pas pour autant abattre. Elles veulent à tout prix suivre la mode qui est véhiculée par la télévision et aussi par les jeunes filles des quartiers aisés. A l'évidence, leurs familles démunies ne peuvent satisfaire leurs besoins en toilettes et autres. Même leurs besoins alimentaires ne sont pas complètement satisfaits.

Il faut dire que contrairement aux jeunes garçons qui rejettent pour la plupart le recours aux parents, les jeunes filles pour certaines d'entre elles recourent aux parents (géniteurs, frères, oncles...). Cependant pour certaines d'entre elles à l'image de S.S. « Je ne sollicite pas mes parents parce que je sais qu'ils n'ont pas de ressources leur permettant de satisfaire l'alimentation de la famille, a fortiori nos caprices vestimentaires, je demande aux copains ».

Elles sont nombreuses les filles de Neti mbaar dans la même situation que S.S. et là les sollicitations même s'inversent. Ce ne sont plus les filles sans travail qui demandent aux géniteurs mais les géniteurs démunis sollicitent leur fille sans travail mais avec des copains.

Le « mbaraan » (partenariat multiple) devient alors légalisé. Devant la multitude de cérémonies et autres rencontres auxquelles elles doivent assister et qu'elles organisent il faut bien s'habiller sinon on devient la risée du coin. Car « la bataille n'est plus physique, elle est maintenant vestimentaire ».

Etant donné qu'un seul homme n'arrive pas à satisfaire les besoins vestimentaires et pécuniaires des filles (Ken mēnul lēpp) (Personne n'est détentrice de tous les pouvoirs), on a recours à la multiplication des amants qui apporte chacun un cadeau (argent surtout) en venant. En rassemblant ces divers cadeaux, on arrive à satisfaire un peu ses besoins.

R. Kome, 25 ans Célibataire 2 enfants, HAMO

« Je n'ai rien sinon deux enfants en charge mais il est impensable que je devienne domestique, c'est dégradant. Il y a une concurrence entre filles. Imagine, que je devienne bonne, je vais avoir un complexe fou et puis même les gens pour qui la bonne travaille ne la respectent pas. En plus ce qu'elle gagne ne lui permet pas de faire grand chose. Pour m'en sortir, je demande de l'argent à mes copains car j'en ai plusieurs et celui qui ne donne pas est tout de suite viré. Puisque je satisfais leurs désirs, ils n'ont pas le droit de ne pas satisfaire les miens ».

Toutefois, cela est insuffisant car comme le dira M.S. « mbaraan bi sax dozul » (le partenariat multiple ne suffit pas) et l'on dérive progressivement vers la prostitution clandestine mais autorisée par les parents. Elle est même encouragée. Car comme le dira la dame M.M.B. « les filles ne travaillent pas mais amènent tout ce qu'elles ont pour le manger ».

Ces propos sont illustrés par le cas de ND. A. T., 29 ans divorcée, 2 enfants.

J'étais mariée à un jeune du quartier pendant 5 ans. Puis un beau jour, il est tombé dans le chômage. C'est alors que surviennent les problèmes. Non seulement, il n'arrivait plus à satisfaire mes besoins, mais il me traitait mal. Je vivais quotidiennement ses scènes d'adultères et beaucoup de ses proches me conseillèrent de le quitter mais je m'accrochais à lui.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est arrivée avec la venue de l'une de ses maîtresses dans notre chambre conjugale. Une dispute et une bagarre entre mon mari et moi s'en sont suivies et il m'a demandé de quitter le domicile conjugal parce qu'il était fatigué.

Je me suis exécutée. Et depuis lors je vis chez ma mère, étant donné que mon papa qui était manutentionnaire nous avait habitué à un certain niveau de vie. Nous avons l'électricité, le téléphone, la télévision, le frigo et nous mangeons à notre faim.

Actuellement, mon père est au chômage et mes frères n'ont que des boulots temporaires. Il fallait alors trouver des ressources financières pour continuer à m'habiller correctement et à entretenir mes enfants. De plus, il fallait l'apport de tous les membres de la famille pour continuer à vivre décemment.

C'est ainsi que même ayant un amant que j'ai présenté à ma famille, je sors aussi avec d'autres hommes que par intérêt financier. Et il faut dire que les relations actuelles ont pour socle l'intérêt de chaque partie. Moi je sors avec eux pour l'argent qu'ils me donnent et eux ce qui les intéresse c'est le sexe. Chacun exploite l'autre.

Les hommes qui viennent me voir laissent à chaque fois une somme qui varie entre 15 000 et 20 000 FCFA. Les meilleures stratégies pour les plumer est de demander dès qu'ils font le premier pas « Sa bēret duma baayi nga sedd ». Cela s'explique par le fait que quand ils viennent de faire votre connaissance, il ne veulent pas s'abaisser et tous les moyens sont bons pour vous convaincre.

Maintenant, il arrive que nous ayons un amant très généreux mais qui risque de nous créer des problèmes si on sort longtemps avec lui. Alors là nous lui soutirons progressivement de l'argent sans lui donner satisfaction. A la longue c'est lui-même qui décide de nous quitter.

Il faut aussi souligner le fait que l'on est obligé de nous habiller et d'être vraiment sexy. C'est grâce à cela que les hommes tombent sous notre charme « Ben gaa dey now, gislla barde ».

Nos parents aussi sont obligés de tolérer nos comportements car toute fille qui n'est pas mariée a un amant (ku amul jēker bu la neexe am far). En plus de cette maxime, ils ne peuvent satisfaire nos besoins. Et même nous participons avec ce que nous donnent les hommes à la gestion quotidienne du ménage.

Moi par exemple, si mon papa avait aujourd'hui gardé son emploi, je ne ferais pas cela. C'est parce que personne ne peut satisfaire mes besoins que je fais du « mbaraan » et cela me permet de bien vivre.

Ces propos illustrent bien l'état de prostitution presque qu'encouragée dans laquelle se débattent les filles de Neti mbaar. Toutefois, ces pratiques sexuelles déviantes ne sont pas leurs seules stratégies de gestion de la crise, car comme le dira S.D., 20 ans, célibataire sans enfants, « mbaraan bi sax dogul » (le partenariat multiple se maintient).

Parmi les autres stratégies, nous pouvons signaler les cotisations hebdomadaires que l'on peut appeler tontines. L'exemple le plus évident est celui des filles célibataires de Gouye Salam 2 un sous quartier de Neti mbaar.

L'exemple a même attiré des garçons. En effet sur un total de 93 personnes nous avons 20 garçons. L'association est une structure informelle, elle regroupe tous les lundis les membres qui donnent 600 FCFA pour chaque semaine. Le total de la somme après achat du repas, thé et la boisson est reversée à l'intéressé qui en use à sa guise. Cette association ne se limite pas à cela. Elle organise des soirées dansantes et les recettes sont immédiatement redistribuées entre les membres. Le but de cette association est essentiellement lucrative. Elle permet quotidiennement aux membres de régler leurs besoins.

Ce genre de structures est d'ailleurs ce qui pousse la majorité des filles à avoir des pratiques sexuelles déviantes car il faut à tout prix avoir de quoi participer. Ceci dans un contexte de dénuement des parents et des proches, les poussent à élargir le tissu relationnel qui n'est orienté que vers la possibilité de capter des ressources.

D'autres moyens de captation des ressources sont aussi imaginés. C'est le cas de Adama GAYE, 20 ans, célibataire sans enfant qui coiffe les fille du coin moyennant une somme de 1000 à 2000 FCFA par tête en fonction du type de tresses. Elle dit rarement chômer et le pic des sollicitations est noté les veilles de fêtes et cérémonies familiales.

Pour S.S., 26 ans, célibataire, 1 garçon, c'est en donnant à crédit des produits éclaircissants (xeesal) qu'elle arrive en plus du mbaraan à gagner quelques numéraires.

Cette diversification des moyens de captation des ressources s'accompagne d'une certaine solidarité entre filles. Elles se prêtent et s'échangent les vêtements, les parures et les chaussures. En effet « Fi reewu terangala » (Ici c'est le pays de la solidarité, de l'entraide).

C'est essentiellement cela, la solidarité, qui peut nous permettre de ne pas sentir les problèmes et de pouvoir suivre la mode car sa vitesse d'évolution et les différents types vestimentaires qui sortent ne peuvent être suivis par une seule personne. Ce qui nous semble important à souligner aussi est que malgré la précarité dans laquelle les filles vivent, elles refusent de devenir des domestiques dans leur majorité. Pour elles aucun élément ne justifie qu'elles puissent devenir des bonnes « Xüferriñuko, mareuriñuko, rafleuriñuko ». Et c'est même leurs parents qui s'y opposent.

Pour quelques unes d'entre elles, le moyen de captation de ressources est le soutien des mamans dans le petit commerce. C'est le cas de F.S., 18 ans, célibataire sans enfant qui remplace souvent sa maman dans la vente de café, de pain et autres sauces. La maman ainsi soutenue en retour donne à la fille de quoi satisfaire un certain nombre de besoins ponctuels.

Pour les jeunes filles des quartiers pauvres, la principale porte de sortie de la crise au niveau individuel est le mariage. Si l'on s'inspire de l'exemple de F. MD., 28 ans, mère de jumeaux et mariée à un sénégalais vivant en Italie, on s'accordera sur cette stratégie.

Sans s'adonner au mbaraan, elle a son téléphone portable, entretient une famille de 6 personnes et assure chaque jour les trois repas de la journée. Le petit déjeuner est de qualité avec du pain, du beurre, du lait. Le repas de midi est souvent copieux avec 1,5 kg de riz. « Je sers même à d'autres personnes le riz de midi » dira t-elle. Pour le dîner, elle cuisine rarement un plat local. La viande, les œufs, la salade constitue la principale caractéristique du plat du dîner. Dans tous les cas je m'habille bien et mange bien. « Maa ngi sante yalla ». Elle est tellement à l'aise qu'elle se permet d'avoir une domestique.

C'est pour cela que les filles de Neti mbaar insistent surtout sur le port vestimentaire et la toilette. Elles se dépigmentent toutes. Interpellées sur cette caractéristique générale, elles répondent qu'il faut être belle et le montrer. Il faut tout faire pour les hommes te voient (dangay jaayu). Mais pas n'importe quel homme...

Le boutiquier comme amortisseurs de crise : endettement des ménages et l'adaptation de l'offre marchande

On note, dans les quartiers, une forte corrélation entre dénuement économique et relationnel et endettement des ménages.

Le dénuement économique et relationnel peut, d'une manière générale, être corrélés avec le niveau d'endettement des ménages. La fréquentation des boutiques, de la pharmacie, et d'autres points de vente, a été l'occasion de tester et de conforter cette hypothèse. Face à l'amenuisement des ressources et la difficile mobilisation de ressources extérieures, la plupart des ménages ont recours à l'endettement au niveau des boutiques qui sont les principales unités de distribution et de commercialisation des produits de première nécessité.

La taille de l'endettement est souvent fonction du pouvoir économique des ménages, mais aussi de sa proximité géographique ou sociale avec les boutiquiers. Cette proximité qui favorise l'existence de liens sociaux privilégiés avec les vendeurs garantit l'accès à crédit à certains produits et denrées alimentaires. Pour certains ménages, dont la dépense quotidienne dépasse rarement 500 F CFA, le niveau d'endettement est très élevé et varie entre 15 000 et 25 000 F cfa par mois. Ces dettes contractées sont remboursables à la fin de chaque mois ce qui leur octroie la possibilité de s'approvisionner à crédit au cours du prochain mois.

Certains parmi les privilégiés reconduisent leurs dettes ou remboursent tout simplement la moitié où le tiers des montants dus. D'autres s'approvisionnent en riz, soit par sac de 25 kg ou de 50 kg, et les autres produits alimentaires sont livrés à crédit par le boutiquier. Le prêt en espèce n'est pas une pratique courante, et il arrive rarement qu'une famille dépose mensuellement la totalité de sa dépense entre les mains du boutiquier qui en devient le gestionnaire. Les crédits concernent généralement le riz, l'huile, le sucre, le savon, et le thé. D'autres familles par contre, sont dans l'obligation de s'approvisionner quotidiennement en détail en achetant 1 kg de riz, un 1/4 de litre d'huile, un sachet de café à 25 F CFA, 250 g de sucre en poudre à 125 F CFA, etc. La faiblesse des revenus et du pouvoir d'achat a conduit les commerçants à fragmenter les articles et à vendre au moindre détail (par exemple un des innovations a été la vente de sucre en poudre par petite quantité à 25F CFA).

Ces pratiques se rencontrent aussi bien dans les boutiques que dans les marchés et pharmacies, ce qui traduit l'adaptation de l'offre marchande à l'amenuisement des ressources. Les ménages considérés comme les plus favorisés ont un niveau d'endettement relativement faible qui tourne au tour de 5000 F CFA. Il est clair que certaines familles, qui, à la suite d'un endettement progressif sans avoir les ressources nécessaires au moment de la régularisation des dettes, se trouvent aujourd'hui dans l'impossibilité d'accéder à ces crédits, ce qui les renforce davantage dans la précarité et le déclassement social.

A. Bâ, 38 ans boutiquier aux Parcelles Assainies, U 9

« Le seul moment de la journée où on arrive à vendre quelque chose c'est le matin, les gens achètent beaucoup à cette heure là mais c'est souvent parce qu'il n'y a rien à manger le midi, le petit déjeuner fait donc office de déjeuner »

« on est obligé de tout vendre au détail, le chocolat, le beurre, le thon, etc. car la population ne peut pas acheter les boîtes »

La fréquentation des boutiques, des pharmacies, des points de vente a permis de tester l'hypothèse suivante : face à l'amenuisement des ressources et à la difficulté de mobiliser, de plus en plus, des ressources extérieures, la plupart des ménages ont recours à l'endettement auprès des boutiquiers qui tiennent les principales unités de distribution des denrées de première nécessité.

L'ampleur de l'endettement est lié à la fois aux capacités socio-économiques des ménages, à la proximité sociale et géographique. Le boutiquier se trouve placé au cœur d'un dispositif de réciprocités économiques et sociales. Son statut devient central dans la construction de mécanismes d'amortissement de la crise.

A. L. Lèye , 29 ans , HAMO

« je suis célibataire et à 29 ans je vis aux crochets de ma sœur qui est veuve et mère de 6 enfants. La plupart des gens qui habitent sont des agents de banque à la retraite ou qui ont perdu leur emploi, souvent ils ont des enfants mineurs. C'est le cas de ma sœur qui est veuve depuis 98 et qui n'a que des enfants mineurs âgés de 7 à 17 ans, elle ne travaille pas et moi non plus. On compte sur la solidarité des gens du quartier et la compréhension des boutiquiers pour manger, c'est dur à vivre mais on n'a pas vraiment le choix».

Dans ce cas, le boutiquier aide à faire différer les difficultés et à gérer l'incertitude des ressources pour survivre.

La pauvreté entraîne plusieurs types de réactions et de comportements considérés comme des moyens d'amélioration des conditions de vie et/ou de gestion quotidienne de la crise. Les populations bien que faisant souvent une forte référence à Dieu ne se cloisonnent pas pour autant à la fatalité et la résignation.

Au contraire, la crise et la précarité sont moteurs de réactions. Toutefois en fonction des moyens divers et des aptitudes morales et intellectuelles multiples, les populations se contentent de la gestion quotidienne de la crise ou bien poussent vers le haut en tentant de sortir de cette crise.

On ne dira jamais assez qu'un certain nombre d'innovations et de stratégies sont adoptées par les populations pour gérer la crise. Soulignons toutefois que selon les catégories socio-professionnelles plusieurs variantes sont notées. Les stratégies qui sont appréciées au niveau individuel diffèrent de celles qui sont adoptées à l'échelle du ménage.

Amputer de manière draconienne les besoins essentiels : au niveau des ménages :

Le ménage est une entité qui regroupe différents acteurs aux caractéristiques socio-démographiques très diverses. Toutefois ces catégories diverses partagent un certain nombre de besoins surtout dans l'alimentation et le logement.

Les stratégies alimentaires

Du point de vue de l'alimentation, on note aussi divers types d'ajustements. Ceux-ci peuvent classés selon 3 catégories de ménages :

- a) les ménages qui ont basculé
- b) les ménages qui sont toujours dans la précarité
- c) les ménages à revenus moyens

Plusieurs ajustements s'observent :

- ◆ Réduire le nombre de repas en maintenant le déjeuner et en supprimant ou dans certains cas, en les limitant à leur plus simple expression le petit déjeuner et le dîner.
- ◆ Prédominance de l'achat de la ration alimentaire au détail et au quotidien.

Il faut souligner que dans la majorité des ménages des quartiers pauvres, nous avons noté une certaine adaptation de l'alimentation à la rareté de la ressource.

En effet, comme le souligne MD. MD., 30 ans, célibataire sans enfant, « Chez moi, le petit déjeuner est réservé aux tous petits, les autres se débrouillent selon leur capacité individuelle à avoir des quoi manger ». Cette réalité se retrouve aussi au niveau de la famille de M.T., 37 ans, mariée à un monogame, journalier, où parfois les enfants ne prennent pas le petit déjeuner pour pouvoir s'assurer un déjeuner.

Pour A.D., 45 ans, mariée, 11 enfants, c'est une partie du dîner que l'on a gardé qui est réchauffé le matin pour le petit déjeuner des enfants. Ses différentes stratégies procèdent d'une certaine façon de l'adaptation de l'alimentation à l'amenuisement et à l'absence de ressources.

Dans certaines familles, comme chez les MD. MD., 30 ans, c'est uniquement le déjeuner qui est assuré, le dîner est laissé à la capacité de chacun de satisfaire ses besoins. Pour lui, il a eu la chance d'avoir un capital relationnel qui lui permet sans frais d'obtenir la bouillie pour le repas du soir. Et il dira qu'il le mange juste avant de se coucher pour ne pas avoir faim dans la nuit et de se réveiller le matin avec quelque chose dans le ventre.

Les familles les plus aisées arrivent à avoir une quantité suffisante qui leur permette de garder un peu pour le dîner. C'est ce qu'elles appellent la « photocopie » car c'est le repas de midi qui est réchauffé. Pour les autres familles, c'est juste une petite portion qui est cuisinée et permet à chacun de résister jusqu'au soir : c'est ce qu'elles appellent « cap loxo » (introduire subrepticement sa main).

Ces stratégies de gestion quotidienne de la crise s'accompagnent de camouflages divers. C'est l'exemple de cette dame qui après avoir cuisiné une petite portion racle fortement le fond de la marmite pour faire croire aux voisins qu'elle a cuisiné. Pour d'autres comme M.T., il suffit d'appeler ses enfants à l'heure du déjeuner, comme le font toutes les familles qui ont cuisiné. Une fois qu'ils sont dans la maison, elle leur donne du pain ramolli de plusieurs jours (mburu fëgg jaay) à 50 FCFA l'unité trempé dans de l'eau sucrée.

B. Senghor, 60ans, vendeur de pain rassis, Grand Dakar

« Je suis venu de Niakhar en 1971, à l'époque j'avais une charrette et je transportais des marchandises. En 1974 je fus engagé dans une boulangerie et y suis resté jusqu'à la retraite. C'est quand j'ai réalisé que les gens en étaient réduits à manger du pain rassis alors que c'était destiné aux moutons que je suis allé voir mon ancien employeur pour qu'il me donne ses restes de pain. Quand lui aussi a vu que ça marchait il m'a demandé d'être l'intermédiaire entre lui et les femmes qui viennent acheter. La baguette de pain rassis est vendue 60f au lieu de 125f pour le frais. Si les gens l'achètent c'est parce qu'ils n'ont pas autre chose et ils sont encore heureux car y en a qui n'ont même pas de quoi acheter ce pain là. »

Pour certaines femmes, la plus efficace stratégie de camouflage est de bien éduquer ses enfants de telle sorte qu'ils n'iront pas faire le pique-assiette chez les voisins. Elle déclare

même ne pas avoir besoin de se camoufler quand elle n'a pas cuisiné, car elle sait que chaque jour c'est le tour de quelqu'un parmi les voisins.

Les mêmes ajustements sont observés avec quelques variantes auprès des ménages des quartiers intermédiaires:

♦ Réduction du nombre de repas quotidien.

P. Dramé, 22 ans, tailleur, Thiaroye

«Notre salut nous le devons à la solidarité qui règne dans le quartier ; quand l'un d'entre nous a des difficultés tout le monde lui vient en aide, les riches, les moins riches, les pauvres. Dans pratiquement toutes les maisons une seule personne travaille, c'est pourquoi maintenant personne ne s'occupe du petit déjeuner, c'est un mot qu'on a rayé de notre dictionnaire : les mamans ne font que le déjeuner, quand au dîner on le « passe » souvent, en tous cas il est loin d'être une priorité. D'ailleurs les rares foyers dans lesquels on mange trois fois par jour sont ceux d'immigrés. Il faut quand même rendre hommage aux femmes qui se « décarcassent » du matin au soir pour assurer la survie de la famille. Sans elle ce mot aussi disparaîtrait du dictionnaire».

La baisse de la qualité et de la quantité de la ration alimentaire et recours aux restaurants (fondé, ndomburger, pain thon, mayonnaise, boulette, laax, couscous, pain fiex, lait caillé, pain rassi, etc.). La stratégie de toute « la famille dehors le soir » semble s'imposer. Les jeunes (garçons et filles) s'en complaisent d'ailleurs car c'est l'occasion de pouvoir « su marse neexe » bénéficier d'un repas copieux. Et le sandwich est le repas préféré dans ce cas ou les « laxas » = tripes enrobées bouillis. Le matin devant le dispensaire de Thiaroye près des rails on observe une ligne de jeunes assis tenant leur bols de laax, port de fondé ou plat de mafé » Mais on rencontre aussi à Thiaroye de nombreux ménages qui restent plus de deux jours sans bénéficier d'un repas chaud. Dans ce cas, le pain sec et le pain rassis constitue de véritables recours. Le pain se conserve longtemps et se consomme facilement. Avec de l'eau sucrée 25 F de sucre) on a son « poncé » aussi il va avec le lait caillé (50 F lait caillé + 25 F sucré).

On pourrait identifier à Thiaroye Hamdalaye de véritable repas de pauvre que l'on peut *** sans chercher à être exhaustif :

- damburger
- sandwich spaghetti
- pain + eau sucré
- sombi = riz bouilli sucré = lait caillé (si on en dispose)
- riz au keccx avec un tout petit peu d'huile
- mbaxal = riz en tout petit peu d'huile et 2 hareng
- couscous sans liant + lait caillé (50 F couscous, 50 F lait caillé)
- couscous sans liant + lait (50 F couscous + 75 F vitalait)
- Laaxu neutri ou laaxu soow.

Stratégies dans l'habitat et l'occupation de l'espace

Les stratégies résidentielles constituent une des formes les apparentes d'adaptation à la crise dans les quartiers enquêtés. Elles se traduisent selon différentes formules que nous abordons ci-dessous :

♦ *Location comme sources de revenus*

On a rencontré plusieurs propriétaires de maison (Parcelles, Grand Dakar, Ouakam) qui ont mis en location leur maison pour habiter à un autre endroit. Généralement, la stratégie se fonde sur les marges qu'on peut tirer de cette location pour faire face à la gestion de son économie domestique.

Mère F. Ndiaye, 71 ans, Grand Dakar

« Mon mari est décédé depuis 86 et je vis seule avec mes sept enfants dont un malade mental, notre seule ressource est l'argent des trois chambres de la maison que j'ai été obligée de louer ce qui fait 19000 frs par mois. Ici je n'assure que le repas de midi, chacun se démerde pour le petit déjeuner et le dîner... On est tout le temps menacé de déguerpissement, En 86 on avait même reçu des papiers mais depuis lors nous sommes toujours là ».

Eviter la décohabitation :

M. M. Lô, vendeur, Unité 9 Parcelles assainies

« La pire des situations c'est d'être pauvre et de ne pas avoir de relations. Ce fut mon cas, quand j'étais élève mon père était déjà à la retraite depuis longtemps, il ne m'était donc d'aucun secours, ne parvenant à régler aucun de mes problèmes. Je dus abandonner mes études en classe de 1^{ère} : confronté d'abord à un problème d'inscription, je n'avais pas de quoi les payer, après beaucoup de « tractations » et de « taqale » je réussis à m'inscrire mais je fus tout de suite confronté à l'achat des fournitures et pour boucler le tout, mon jeune frère tomba malade, là j'abandonnai tout et je suis resté avec lui pendant toute la durée de son hospitalisation. Je croyais pouvoir très tôt trouver du travail et pouvoir venir en aide à ma famille qui comptait sur moi mais je me trompais. Comme travail, je ne trouvais que des postes de journalier, alors je me suis dit que la meilleure solution était de quitter ce pays où rien ne marchait et d'aller voir ailleurs. Je choisis donc d'aller en Guinée car je n'avais pas les moyens d'aller en Europe et puis j'espérais que de là bas je pouvais aller en Europe. Hélas je tombais à mon tour malade dès mon arrivée dans ce pays et je fus obligé de revenir au Sénégal et de reprendre mes postes de journalier. Les 1000F que je gagnais par jour ne servaient pas à grand chose et je dus m'arrêter. Aujourd'hui, je gère cette cantine pour une dame qui paie 50 000 F par mois. J'habite toujours chez mes parents car je ne peux pas me permettre de louer une chambre alors que toute la famille compte sur mes 50000f et nous sommes quatorze. Les gens essaient de tricher, de camoufler leur état mais nous sommes tous pareils dans ce quartier, pratiquement aucune famille n'assure les trois repas quotidiens. Personnellement je suis tout le temps sollicité par des pères et mères de famille sans compter ceux qui ont honte de le faire sous prétexte qu'il faut du « sutura » en tout. Je vous le répète tout le monde est pauvre dans le quartier ».

N'diaya Samb Sall, 41 ans vendeuse, Hamo

« je suis née à Rufisque et j'y ai passé toute mon enfance, je suis célibataire et mère d'un garçon de 17 ans. Je vis ici chez mon grand frère qui s'occupe de moi depuis 1986. En 1992 il avait été licencié et on se débrouillait pour se nourrir, il arrivait difficilement à gérer la maison mais même si les repas n'étaient pas de bonne qualité, on mangeait quand même. Grâce à Dieu il a retrouvé du travail et au moins il a un salaire. Moi je n'ai aucune formation aussi ai-je décidé de faire du commerce car je m'occupe seule de mon fils. Depuis un an donc j'ai pu louer cette cantine 15000 le mois et je vends de petites choses à manger, je fais ainsi un bénéfice journalier de 4000frs ce qui n'est pas mal car mon frère refuse que je participe aux dépenses de la maison, il m'a suggéré de bien prendre soin de mon enfant et c'est tout. Ma clientèle est surtout composée de femmes et de jeunes filles. Elles mangent ici pour plusieurs raisons : soit on ne fait pas à manger chez eux le soir, soit il y a très peu à manger ; dès fois aussi c'est parce qu'il y a du riz réchauffé chez eux le soir et ils préfèrent manger un sandwich. Je ne parviens à vendre que les premiers jours du mois sinon je donne à crédit jusqu'à la fin du mois. J'accepte de le faire car souvent ce sont de bons clients et nous sommes voisins depuis plus de dix ans maintenant. Même ceux qui ne peuvent pas payer la totalité parviennent à donner une partie et je les comprends parce que je sais qu'ils ont tous des problèmes de survie, contrairement à ce que les autres pensent, il ne reste plus que le « sag » dans notre quartier, tout le monde est fatigué ici même moi, le problème c'est que les chefs de ménage ont des revenus fixes alors que le coût de la vie ne cesse de croître ».

◆ *Location de terrains nus*

En autorisant des tiers personnes à s'installer. Ce sont en général des habitations de fortune qui y sont construits (Cité Baraque).

◆ *Vente d'une partie de la maison*

Elle consiste à fragmenter en deux parties un seul terrain et aussi générer des ressources sur l'une des parties vendues.

- ◆ *Vente de terrain situé dans des zones à haute rente financière et se procurer une autre maison dans des quartiers périphériques moins chers.* Aussi, on note des mouvements des Parcelles Assainies vers Keur Massar ou Netti Mbaar ou de Grand Dakar vers les Parcelles Assainies.

◆ *Location dans les quartiers moins chers*

Cette forme de stratégie est localisée notamment auprès des non propriétaires. Face à la spéculation foncière, on se replie dans la banlieue (Thiaroye, Pikine,...) pour payer moins cher.

◆ *Entassement dans une seule pièce et partage des frais de location*

Mandiaye N'diaye, sirumaan U9

« je suis sirumaan c'est-à-dire que je suis chauffeur mais je ne dispose ni de voiture ni de contrat de travail, alors quand les taximen sont fatigués, il nous passent leurs véhicules les après midi. Nous sommes douze à occuper une chambre qu'on paie 12000frs cfa et sommes tous originaires du Saloum. Nous travaillons de 14h à 1h du matin. Le midi nous ne pouvons pas appeler ce que nous faisons manger, c'est plutôt du « Cap » c'est à dire que nous avons à peine le temps de mettre la main dans le bol que c'est fini, on n'en a jamais assez, des fois nous allons faire le « xaraan » (pique assiette) au niveau des garages de taxis. Pour nous soigner parce que qu'on ne peut pas ne pas tomber malade dans ces conditions, on utilise le « xam xam wolof » (savoir médical traditionnel). Le peu d'argent qu'on arrive à gagner, on le met dans des « condanés » (tirelires) pour la famille restée au village car voyez-vous en plus d'avoir nos parents en charge, nous sommes tous des pères de famille, il y en a même parmi nous qui ont deux femmes ».

◆ *Occupation de maisons abandonnées ou en cours de construction (gardien, etc.)*

Issa Diouf marabout de 52 ans, HLM Grand Yoff

« Je suis originaire de Pout et ça fait quatre ans que je vis dans ces quartiers avec mes dix-sept talibés âgés de sept à quatorze ans. J'enseigne le Coran depuis vingt ans Dakar, j'ai habité plusieurs quartiers avant d'atterrir dans ce quartier : Pikine, Khar Yalla, Grand Yoff, Cité Millionnaire et Grand Médine. Je n'ai jamais passé plus de quatre ans dans un quartier. Malgré les affinités que je parvenais à nouer avec les populations, j'étais obligé de les quitter un bon jour sans avoir le temps de leur dire « aurevoir ». J'étais toujours obligé de quitter parce que le propriétaire me sommait de le faire sans délais, prétextant la finition des travaux ; c'est ainsi que de quartier en quartier, les enfants et moi avons atterri ici depuis 1997.

J'ai pu occuper cette maison grâce à l'intervention d'un ami qui eut pitié de moi quand on me renvoya de Grand Médine. Il en parla à son oncle qui, pour des raisons financières avait interrompu les travaux de sa maison. Une fois au courant et sensible à ma situation, l'oncle en question me permit d'occuper sa maison jusqu'au jour où il trouvera les moyens de finir sa construction. Quand je suis arrivé, il n'y avait même pas de dalle, j'ai alors demandé aux enfants d'aller ramasser de vieilles tôles dans les dépotoirs et c'est ainsi que nous avons aménagé un toit de fortune pour nous protéger des intempéries, les chambres n'ont pas de portes, devant la mienne j'ai installé un rideau de fortune.

Nous vivons de la pitance de mes talibés : chaque matin ils se lèvent à 6h30 et vont chercher l'aumône en ville, à midi ils reviennent pour aller quémander de la nourriture que nous rassemblons dans un grand bol et que nous partageons ensemble dans les maisons des alentours. L'argent qu'ils collectent me sert à entretenir ma famille restée à Pout à qui j'envoie chaque mois 30000f et un sac de riz collecté par les enfants. Les enfants reviennent chaque jour avec de petites sommes car nul n'ignore qu'aujourd'hui tout le monde est nécessiteux et on ne donne pas plus de 10F à un mendiant ; malgré le grand nombre de mes talibés je ne récolte que des sommes dérisoires. La nuit les enfants reviennent généralement avec peu de nourriture car nul n'ignore que peu de familles dakaroises préparent à manger le soir. Pour terminer, le propriétaire de la maison m'annonce qu'il veut finir les travaux ce qui signifie qu'il faut que j'aille voir ailleurs. Depuis, je suis à la recherche d'une maison inachevée pour nous loger mais toutes les demandes faites et les entreprises pour trouver un toit sont restées vaines. Le propriétaire quant à lui commence à perdre patience».

◆ *Locataires en attente d'une procédure d'expulsion*

On s'installe et respire en attendant que la procédure arrive à terme.

L'une des principales contraintes dans les quartiers périphériques de la ville de Guédiawaye est l'occupation anarchique de l'espace et l'absence d'un lotissement. Ceci est renforcé par le fait que les quartiers périphériques se localisent dans des cuvettes, zones dépressionnaires qui sont devenues le collecteur d'eau de ruissellement de tous les environs.

Devant la fréquence des inondations, les populations démunies n'ont d'autre alternative que de remblayer les cours des demeures et les rues. Cela permet de relever les côtes des maisons. Le matériel utilisé comme remblai est divers et fonction des dispositions financières de chacun.

Par exemple, certains plus aptes financièrement achètent du gravats ou du sable à 15 000 FCFA ou 8 000 FCFA la benne de 8 m³ selon la qualité du sable. Les autres transforment volontairement leur maison en dépôt d'ordures. En effet, malgré les risques environnementaux et sanitaires qui en découlent, les ordures deviennent les seuls moyens de remblaiement de lutte contre les inondations. Cela explique le très important nombre de maisons devenues des dépôts d'ordures. Cela devient salutaire pour certains si l'on sait qu'à Neti mbaar, il n'y a pas de service de collecte d'ordures.

Une expérience originale nous a par contre été fournie par I.G., tailleur de son état. A chaque fois qu'il revient à la maison, il ramasse tous les morceaux de tissus de son atelier et les entasse dans une partie inondée de sa maison. Ce qui progressivement relève la côte. Une fois que la hauteur désirée sera atteinte, il projette d'y verser et de le recouvrir de sable, de daller le sol de la chambre. Il faut signaler que les multiples remblaies ensevelissent petit à petit toute la demeure et à la longue l'on est obligé de relever aussi bien les murs de la clôture que ceux des chambres. Ceci est un fait assez général à Neti mbaar.

Une autre stratégie consiste à délaisser la maison pour le temps des inondations et y revenir 6 mois plus tard après la disparition de l'eau. Pendant ce temps, on loue quelque part et on vit dans l'exiguïté. Cette exiguïté force les populations à développer d'autres stratégies de gestion de l'espace familial. C'est ainsi que pour l'essentiel la rue est le « salon de séjour » des hommes qu'ils soient vieux ou adolescents. Du matin au soir, ils sont dans la rue .

Toutefois le matin jusque vers 12h-14h, ils peuvent dormir car les chambres sont libres. La nuit, ils sont tous couchés tard. Pour les plus heureux qui ont une chambre à eux seuls, ils voient tous les autres converger chez eux et squatter en permanence leurs locaux. Cela est surtout remarqué chez les adolescents.

Les plus âgés restent au « Grand Place » qui devient le lieu de convergence après la descente. Les salons deviennent la nuit des chambres à coucher. C'est cela d'ailleurs qui explique la prolifération de matelas et de nattes à coucher dans les cours des maisons pendant la journée.

► Rembourser le logement en série plutard :

A.Diop, Hamo 4

Je m'appelle A. Diop, je suis saint-louisiens et j'ai 62 ans. Après mon diplôme d'infirmier en 1975, j'ai intégré l'Institut dentaire de Dakar pour une formation de deux ans, après je fus affecté à Thiès. J'y suis resté un an. Je suis ensuite revenu à l'Institut comme moniteur et là je fis la connaissance d'une dame épouse de ministre qui m'aimait bien. Comme le poste que j'occupais était très convoité, je fus affecté à Ourossogui. Ça c'était vraiment une punition des conditions de travail extrêmement difficiles mais ce fut vraiment une école pour moi. Un an plus tard, l'épouse de Ministre fit une intervention en ma faveur et je fus affecté à Mbour, elle aussi elle y servait et grâce à elle je pus travailler à titre privé au niveau de son centre de santé. Cela me fit beaucoup de bien car je pus gagner jusqu'à 250 000frs alors que dans le public je n'avais que 140 000frs. J'y suis resté pendant neuf ans et quand ma bienfaitrice fut affectée moi aussi on me renvoya dans le public au centre de santé de Ouakam où j'ai fini ma carrière en 1996. Mon salaire avait bien entendu baissé mais grâce aux services que me rendaient certains patients, je pus m'en sortir. A la retraite, ma pension est tombée à 80 000 F. Heureusement, j'ai pu avoir cette maison mais tout n'est pas gagné car c'est l'IPRES qui l'a payée et il faut que je lui rembourse ce qui n'est pas encore fait. On m'avait proposé de continuer à exercer après ma retraite mais le transport est très cher, Hamo est très enclavé. Pour pallier l'amenuisement de mes ressources financières, j'ai dû ouvrir un cabinet de soins mais comme je suis l'Imam adjoint, je fais presque du social. Pour une extraction de dent par exemple au lieu de 8 000 F, je demande 500 F. Des fois des voisins viennent se faire soigner gratuitement. Disons que ce cabinet ne sert plus qu'à m'occuper».

Ajustements et ménages précaires

Des stratégies plus diffuses s'observent :

- ◆ Activation du réseau relationnel pour se nourrir.
- ◆ Préparation d'un seul repas et recours à la pratique du « gobaar jaasi » (cuisiner à midi et en réserver pour le soir).
- ◆ Valorisation de son statut de « casté » en vue de capter des ressources.

Ajustements et mobilité

Dans un contexte de déficience du système de transport, les ajustements prennent des formes variées et opérationnelles :

- ◆ Marcher toute une partie du trajet,
- ◆ Auto-stop,
- ◆ Co-voiturage notamment dans les quartiers intermédiaires. La déconnexion géographique des quartiers pauvres devient la règle. L'essentiel des infrastructures étant localisé au centre-ville.

Ajustements et habillement

Les stratégies dominantes tournent autour du recours à :

- ◆ la friperie
- ◆ l'emprunt d'habits
- ◆ l'échange ou don

Ajustements et santé

- ◆ Tri opéré sur les ordonnances
- ◆ Report de l'achat de médicaments
- ◆ Recours aux pharmacies par terre (butigu mbag ou vendeurs/porteurs) pour acheter au détail
- ◆ Recours à d'autres thérapies (traditionnelles, etc.).

La vente au détail, par comprimés, tablettes ou gélules, est d'ailleurs une pratique courante au niveau de la pharmacie de Ouakam. Cette tentative a du moins permis à certaines populations, particulièrement les plus vulnérables de s'approvisionner en produits pharmaceutiques. Cependant, ces frais d'ordonnance s'ajoutent à l'achat de tickets de consultation (500F dans les dispensaires, 300F chez les « Sœurs ») et le prix forfaitaire de 75F pour une piqûre. Certaines personnes se rendent également aux structures sanitaires militaires où elles trouveront des contacts personnels qui leur permettront de bénéficier gratuitement des soins, mais l'accès aux médicaments demande très souvent une contribution financière de la part du malade.

Pour d'autres, dont les moyens ne permettent pas de visiter les centres de santé et ne disposant de capital social susceptible d'être mobilisé dans l'espace sanitaire, ils ont recours généralement à l'automédication soit en achetant des comprimés dans les boutiques (15F à 25F) soit en s'approvisionnant auprès des guérisseurs traditionnels qui leur procure généralement des feuilles de mangues ou de « Nguer ». Ces différentes pratiques témoignent de l'ampleur des problèmes de santé et l'incapacité réelle des populations à y faire face. Un autre phénomène préoccupant est lui aussi liée à l'accès à l'eau potable. Devant l'incapacité de s'approvisionner en eau potable à partir de réseau de distribution de la SDE, la quasi-totalité des ménages utilisent l'eau des bornes fontaines dont les coûts varient entre 20 et 25 F pour une bassine, 10F à 15 F pour un sceau d'eau.

Cet approvisionnement en eau largement déficitaire peut être illustré à travers l'exemple de la famille de O.K., composée d'environ 14 personnes. Cette famille achète journalièrement en moyenne 6 bassines d'eau en raison de 25F la bassine. Cette eau conservée dans les canaries installées dans la cour de la maison est utilisée pour la cuisson des repas et pour la vaisselle, le reste est partagé entre les membres de famille pour leur toilette quotidienne. Toutefois, un membre de la famille peut parallèlement à cela s'approvisionner en eau potable au niveau de la borne fontaine à ses propres frais pour la satisfaction de ses besoins personnels.

Ajustements et formes spécifiques de sociabilité

Différents recours sont notés :

- ◆ Retour du troc
- ◆ Développement du commerce du détail
- ◆ Recours au « becek » (journalier)
- ◆ Tontine à mise faible
- ◆ Recherche de « Ndey dikke » (parrain)
- ◆ Organisation de séance de thé
- ◆ Organisation de soirées dansantes.

Face à la pauvreté, les ménages s'ajustent. Ces ajustements touchent différents postes des ménages. On note que les besoins, les apparences, les rations alimentaires, etc. sont dévalués. C'est ce processus qui permet de survivre. L'ajustement est une réponse concrète à la crise.

Clochardisation et marginalité :

A. Ndoye, « bujumaan » HLM Grand Yoff, marié , 3 enfants

« Je m'appelle Ablaye Ndoye, je suis aujourd'hui réduit au statut de récupérateur, c'est à dire que tôt le matin, je fais le tour des poubelles pour ramasser des objets que je pourrais revendre ou de la nourriture. Je suis mal accepté et craint par les populations qui me considèrent comme un agresseur et un drogué. Pourtant à un moment de ma vie, j'étais comme les personnes qui me fuient aujourd'hui, respectable avec un travail et un toit. J'étais receveur à la Sotrac d'où je fus licencié en 1979 parce qu'il y avait un trou dans mon versement. Pour éviter les tracasseries judiciaires, je suis allé en Gambie où j'ai trouvé du travail de journalier dans une société. J'y suis resté jusqu'au décès de ma mère en 1999, là je fus obligé de revenir car je suis l'aîné et il fallait que je m'occupe de ma femme et de mes enfants car c'est elle qui le faisait. Je suis resté au chômage pendant un moment et par la suite un ami d'enfance qui est ingénieur dans une entreprise de Bâtiment et Route me trouva une place de manoeuvre dans un de leurs chantiers. A la fin du chantier, je me suis encore retrouvé dans la rue et c'est en ce moment que j'ai décidé de faire les poubelles. Le matin, je ne donne rien à ma femme ; elle se débrouille pour manger et faire manger ses enfants. Moi, je mange dans les poubelles et cela fait neuf mois que ça dure».

P. Fall, trafiquant de drogue, 26 ans, Thiaroye

« J'ai 26 ans, je suis chômeur et l'aîné d'une famille de 11 personnes qui s'est installée à Dakar il y a 15 ans. Nous sommes originaires du Jolof et nous sommes venus grossir le rang des pauvres issus de l'exode rural. Mon père est aujourd'hui âgé de 67 ans et il ne voit plus mais avant cela il était maçon et parvenait tant bien que mal à joindre les deux bouts. Sa maladie est venue aggraver la situation, elle a complètement bouleversé notre vie. Ma mère a dû vendre les rares bijoux qu'elle possédait pour pouvoir subvenir aux besoins de la famille. La situation s'est progressivement dégradée malgré tout et je fus obligé d'arrêter l'école. Au début on parvenait tant bien que mal à assurer les trois repas mais très tôt ce fut impossible et je souffrais de voir ma famille supporter la fin en silence. Alors je me suis mis à chercher du travail en vain. J'ai commencé à fréquenter des amis d'enfance qui étaient revendeurs de drogue et qui s'en sortaient plutôt bien. Je m'y suis mis moi aussi car je n'avais pas le choix, je n'aime pas ce travail, je le fais malgré moi mais je n'en peux pas plus de voir ma famille dans une telle misère, même si c'est encore difficile je parviens à la nourrir. J'ai été arrêté à deux reprises mais mes parents ne m'ont jamais demandé pourquoi, j'estime qu'ils sont au courant de mes activités car l'information circule dans le quartier et ce n'est un secret pour personne que mes amis et moi nous nous livrons au trafic de drogue».

X, 32 ans, drogué, Grand Dakar

« Je vous dis tout de suite tout le monde est pauvre dans ce coin mais il y a deux catégories de personnes : les justes et les louches. Moi je fais partie des louches, pourtant rien ne me prédestinait à ça, comme tous les enfants j'ai fait l'école coranique et l'école française jusqu'en terminale. A 12 ans déjà je travaillais et j'utilisais l'argent que je gagnais pour acheter de la drogue en cachette, j'ai commencé à voler, à vendre les affaires de ma mère et ça a pris de l'ampleur. En 1989, j'ai fait la prison. Mon père est décédé en 94, alors j'ai pris ma part d'héritage qui s'élevait à 1.643.000, j'ai tout bouffé en quelques jours, je fumais jusqu'à 50000frs par jour. Heureusement je n'avais pas réussi à vendre la maison. Ma sœur qui vit en Casamance m'a récupéré mais très vite je devins agressif avec elle car j'étais en manque, je ne pouvais plus rester la bas. Pour m'éloigner de mes fréquentations ma mère a récupéré sa tontine et m'a donné pour que je quitte le pays. Je suis allé en Côte d'Ivoire mais ça a vite déjà dégénéré car je continuais à me droguer et les ennuis avec la police n'ont pas tardé. Je suis donc revenu au Sénégal en 99 mais très vite j'ai encore été arrêté puis relaxé au bénéfice du doute. Maintenant je suis là et je ne fais rien, pour avoir ma dose de came, j'arnaque les autres drogués, je réduis par exemple du paracétamol en poudre et je leur fais croire que c'est de l'héroïne, des fois ça marche, d'autres fois non. Je fais n'importe quoi pour avoir ma drogue : vol, agression etc mais je sais que je ne suis pas mauvais. J'ai fait quatre cures à l'hôpital mais chaque fois je replonge car le milieu est composé que de drogués. J'ai un grand frère qui m'a renié il y a longtemps, il a toujours essayé de m'aider mais rien, je lui ai même volé son antenne TV5. J'aimerais tellement ne plus faire souffrir ma mère, en plus de la misère dans laquelle elle vit, je ne lui fait que du tort, elle est vieille et la dernière fois elle est tombée dans les toilettes et s'est cassée le bassin, là elle marche avec des béquilles. Le seul moyen de me sortir de cette situation c'est de quitter ce quartier mais je ne pense pas que ça arrive un jour. Toutes les couches de la population de Dakar viennent s'acheter de la drogue, les religieux surtout les mourides, les politiciens, les gens du show biz, des personnes très haut placées quoi. Le pire c'est la population qui nous

incite au vol, il y a toujours quelqu'un qui demande qu'on lui trouve un téléphone portable et pourtant ils savent qu'on les vole. Même les chefs de famille sont corrompus par les dealers, ils leur verse de l'argent et ils ne disent rien. Ça va être très difficile de sécuriser ce quartier sauf si on fait déguerpir tout le monde, à mon avis c'est le seul moyen de faire disparaître la drogue ici».

X, prostituée, 37 ans, Icotaf

«Je faisais du commerce avant, j'allais en Gambie et dans d'autres pays, je suis même allé à la Mecque à deux reprises. J'ai divorcé à deux reprises aussi et actuellement j'ai fui le domicile conjugal car mon mari me battait, il ne fait rien pour moi, même pour manger ou me vêtir, je suis obligée d'aller dans ma famille me faire aider par mes sœurs. Maintenant j'ai arrêté le commerce et je me drogue, tout ce que j'ai y passe, quand je suis « sick » (en manque), je déconne, je vends tout ce qui me passe sous la main, mes habits, ceux que j'ai empruntés, tout. Aujourd'hui je me prostitue, je fais du racolage ce qui me permet de gagner jusqu'à 30 000frs alors qu'avant j'allais dans les bars et les boîtes de nuit, ces lieux ne marchent plus très bien. J'ai fait plusieurs pays d'Afrique et ne suis revenu au Sénégal qu'en 1987 et c'est là que je me suis vraiment laissée aller à fond dans la drogue. J'aimais beaucoup mon premier mari. Mais comme il ne convenait pas beaucoup à mes parents, ils ont tout fait pour nous séparer et ça a marché. Ils m'ont trouvé un autre mari mais comme je n'en voulais pas j'ai fugué et je suis partie du pays. A mon retour, j'ai commencé à traîner dans les bars, j'y ai fait la connaissance d'italiens et ce sont eux qui m'ont véritablement initiée à la drogue dure. J'ai aussi travaillé dans des bars à « putes » et puis un jour alors que j'étais saoule, j'ai voulu escalader le mur et je me suis cassée la jambe. J'ai essayé de le cacher et ça s'est infecté, j'ai donc été hospitalisée pendant neuf mois ; du coup j'avais arrêté de me prostituer et de me droguer mais j'ai encore recommencé à cause de mon mari qui n'arrête pas de me battre. Je suis complètement anéantie mais malheureusement personne ne veut me comprendre à commencer par mes propres parents».

Ces différents récits ont en commun d'illustrer le labyrinthe dans lequel certains groupes sociaux sont mis. En effet, la chlochardisation est une des formes extrêmes de marginalité. Elle est le piège le plus redoutable auquel la perte d'identité et la transgression mènent. L'irruption de jeunes filles dans ces groupes marginaux marque des changements radicaux en cours quand on sait les différences fortes dans le processus de socialisation selon le genre. Paradoxalement cette clochardisation s'apparente à de la misère alors que le but de celui qui prend ses distances radicalement avec sa société pour en épouser que les valeurs subverties, marginales et stigmatisées légitime ses pratiques par les plaisirs exclus socialement que lui procure ses instincts non maîtrisés et libertaires qui sont les seuls qui lui sont donnés de convoiter et d'espérer avoir des raisons de survivre.

Dans ce qu'il appelle « un univers stigmatisé » Robert Castel⁹ montre que le marginal qui a rompu ses attaches avec sa communauté d'origine devient un « désaffilié ». Dans ce cas écrit-il : « sa condition diffère totalement de celle du pauvre qui vit sur place, à sa place, la médiocrité de son état. Marginalité n'est pas pauvreté. Dans la plupart des cas, le pauvre est intégré, son existence ne pose pas problème, il fait partie de l'ordre du monde. En revanche, le marginal est un étrange étranger. »

Castel constate que : « la stigmatisation de la marginalité est générale. Elle couvre d'un manteau d'infamies une foule de situations hétérogènes. Mais sous la diversité surabondamment décrite de ces états, il est possible de retrouver les logiques sociales qui alimentent une telle production de positions marginales ».

Son analyse se structure autour de deux facteurs principaux qui façonnent la marginalité :

- un ensemble de procédures concertées d'exclusion, et

⁹ Robert Castel, 1996, *Les marginaux dans l'histoire*, in : *L'exclusion, l'état des savoirs*, Serge Paugam (éds), Editions La Découverte, 582 p.

- *une stigmatisation qui oblige à la désintégration sociale voire de rejet de groupes ou d'acteurs.*

Evidemment, on peut observer l'absence ou la faiblesse de structures d'écoute et de conseil susceptible de réorienter ceux qui sont mis à la marge et sont désintégrés. De même, il est loisible d'interroger les effets nocifs et désintégrateurs de nombreuses actions et politiques. Prenons une autre dimension de la crise pour relever le fait que la société est elle-même malade de ses rapports aux matérialités. Il nous suffit de citer l'effritement des liens sociaux dont la forme la plus séduisante est l'évitement social, cette segmentation selon le contrôle que l'acteur a sur les ressources, ses positions de pouvoir qui de fait le distendent de certains autres acteurs.

Observons comment ceux qui basculent dans la pauvreté sont soudain sans capital social pour espérer avoir une perche tendue et se remettre à l'« apprentissage au second degré » pour reprendre l'expression de G. Batesson. Le second degré d'apprentissage écrit Blaise Ollivier (1995) ¹⁰ « est celui auquel le joueur de tennis ou de rugby apprend à se qualifier. Au lieu d'imiter, il trouve son style et devient autonome ». Le marginal ou clochard a aussi besoin d'abandonner cette forme de déshumanisation et de retrouver ce que A. Sen (2000) appelle ses capacités, mobile de sa liberté. Il est vrai que ce marginal a franchi un seuil fatidique. Castel propose la grille d'explication cet ensemble de procédures concertées d'exclusion, une autre manière d'épingler le dispositif de la société à l'endroit de ceux qui sont devenus des désaffiliés.

La pauvreté fabrique sa propre marge qui exclut de sa sphère ces désaffiliés pour reprendre le raisonnement de Castel qui ainsi leur refuse le statut de pauvre pour mentionner le rejet dont ils font l'objet au sein de la société. Ils deviennent dès lors opposés à la société en légitimant les pratiques ouvertes voire publiques d'agression sur ceux qui font preuve d'ostentation et d'autres qui laissent entrevoir des ressources enviables, arrachés à eux « daan » dans une tentative désespérée d'inverser les rapports de force par une violence symbolique à la vitesse vertigineuse. La marginalité autant que la pauvreté est révélatrice d'une violence vécue dans les rapports entre acteurs qui restent à être redéfinis. Dans le cas de Dakar, on voit bien les limites du bricolage lorsqu'il est instauré comme règle du jeu des interactions entre acteurs sociaux et aussi entre acteurs institutionnels.

¹⁰ Blaise Ollivier, 1995, L'acteur et le sujet. Vers un nouvel acteur économique, Desclée de Brouwer, (Sociologie économique), 476 p.

SEPTIEME PARTIE : COMMENT LES PAUVRES PERCOIVENT LES INSTITUTIONS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

L'analyse institutionnelle des 12 quartiers visités dans la région de Dakar laisse entrevoir une constante : les ménages et les acteurs dakarois sont dans une forte déconnexion institutionnelle.

Mécanismes et formes de déconnexion institutionnelle

La pauvreté dans la région de Dakar est perçue sous plusieurs rapports comme une forme de déconnexion en général, institutionnelle en particulier. La déconnexion est une situation de décalage et d'inaccessibilité aux opportunités. Elle est aussi une situation d'inhibition, voire d'absence d'initiatives personnelles ou collectives. La déconnexion institutionnelle peut s'apprécier sous plusieurs rapports :

- Elle se manifeste par l'ignorance totale ou partielle des procédures d'accès et de contact aux institutions.
- Cela semble découler des rapports d'extériorité voire de méfiance ou d'indifférence des institutions vis-à-vis des acteurs. Du point de vue des perceptions, les institutions renvoient quelques fois à des images négatives. En effet, elles sont à la fois perçues comme des instruments abstraits, bureaucratiques, vivant sur le dos des pauvres.
- La sévérité du jugement est liée à l'incapacité des acteurs à donner un contenu aux rôles et fonctions de ces institutions. Dans ce lot de jugement négatif, c'est d'abord les municipalités qui sont les plus critiquées. Du point de vue des perceptions, ces « institutions de proximité », ne renvoient qu'à des images d'inutilité. Elles sont ignorées des populations. Elles renvoient également à l'image d'instruments politiques partisans, manipulateurs et volontairement utilitaristes.
- C'est aussi le refus conscient ou inconscient à se « câbler » à des institutions « politiciennes ». BS, 34 ans note : « Ils ne viennent nous voir qu'en cas de sinistre, d'incendie, d'élections ».

Enfin, c'est la méconnaissance, par les acteurs, des procédures d'accès et de formulation des projets de développement.

SM, 38 ans, Thiaroye note : « On ne sait pas ce qu'il faut faire pour pénétrer « dugg » les institutions. C'est pour les gens qui ont été à l'école ».

Dans un contexte d'analphabétisme concernant plus du tiers de la population citadine et de faible lisibilité des projets et programmes de réduction de la pauvreté, les pauvres se sentent exclus des opportunités offertes par les institutions publiques et privées.

B.Ba, M. Faye, F. Fame (entretiens de groupe) :

« Nous voulons vraiment rédiger des projets. Mais nous ne sommes pas organisés. Nous avons d'autres urgences que de s'organiser. De toute façon, même si on s'organise, nous n'avons pas la possibilité de faire passer nos projets, car nous ne connaissons pas les gens ».

Les ruptures institutionnelles, c'est aussi cette appréhension et à se « câbler » à un médiateur. L'accessibilité aux ressources, c'est cette possibilité par les acteurs à se connecter à un médiateur.

La déconnexion institutionnelle, se lit aussi au travers du soupçon de court-circuit par les institutions de l'aide destinée aux populations vulnérables.

A Fame, délégué de quartier signale : « Le peu qui nous arrive est court-circuité (Koute = couper) par les institutions. Avant que l'aide n'arrive, les politiciens, et les autres intermédiaires se la partagent. Nous ne recevons qu'une parcelle congrue de ce qui nous est destiné ».

L'environnement institutionnel : quelques tendances liées aux perceptions

Les différents quartiers visités laissent voir une pluralité d'acteurs institutionnels qu'on peut sérier en quatre (4) catégories :

Les institutions gouvernementales (AGETIP, PNC)

Dans les quartiers enquêtés, ce sont les deux institutions les plus représentatives de l'Etat dans la lutte contre la pauvreté. L'AGETIP est une agence d'exécution financée par la Banque Mondiale qui a pour objectif de lutter contre la pauvreté en utilisant une haute intensité de main d'œuvre locale.

Les rémunérations s'appuient sur un système de distributions de céréales, etc. pour motiver les jeunes. Selon les enquêtés, ce procédé de lutte contre la pauvreté soulève quelques réserves liées à la stratégie qui le sous-tend.

En effet, la faiblesse des rémunérations adoptées est une première limite. On peut même considérer quelle participe à différer les effets de la pauvreté, tant le système de motivation est en deçà de la force de travail réel mobilisée par les jeunes.

S'agissant de l'efficacité des actions (lutte contre la salubrité, etc.), les résultats sont mitigés et ne sont que conjoncturels. Selon des personnes enquêtées, les recrutements sont opérés sur la base du clientélisme politique en raison des stratégies de la caporalisation par des élites politiques. Du coup, une bonne partie des acteurs sont exclus.

Le PNC est un programme de lutte contre la pauvreté spécialisé dans la nutrition communautaire. L'approche reste communautaire et participative. En amont, le PNC a développé une bonne méthodologie basique dans l'identification des priorités des pauvres, dans le ciblage des groupes socio-économiques et des zones éco-géographiques.

Cependant, le ciblage reste géographique. Les groupes les plus vulnérables sont concurrencés par d'autres groupes, nécessaires certes, mais présentant plus d'atouts à l'accès à d'autres ressources. Le ciblage ne prend donc pas nécessairement en compte les groupes les plus vulnérables des quartiers concernés.

Les aliments sont souvent détournés au profit de toute la famille. Aussi, l'inscription au PNC, est, pour certaines familles, une stratégie d'accéder pour toute la famille aux ressources nutritionnelles en lieu et place des mères et des enfants qui sont les principales cibles.

Les institutions multilatérales

Il s'appuie en particulier du sous programme II du Programme Elargi de Lutte Contre la Pauvreté (PELCP) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Ce programme renvoie à l'image d'une institution dont les objectifs et stratégies ne sont pas bien comprises en dépit de l'effort participatif du programme.

Certains habitants du quartier de Guinaw Rail ne se sentent pas concernés par la priorité retenue notamment la réhabilitation foncière. En effet, leur intervention est toujours perçue par rapport à des intérêts proprement locaux (quartiers).

M. Nd, 45 ans, ménagère à Guinaw Rail signale : « Le SP2 ne concerne que les autres quartiers. Mais nous nous sentons pas concernés. Pourtant nous avons les mêmes problèmes. Nous ne comprenons pas pourquoi on a amené « le projet là-bas et non pas ici ».

Par ailleurs, l'autre trait structurant des perceptions et que les populations se sentent parfois snobées. Le confort matériel exhibé (grosses cylindrées (4x4), etc. se frayait difficilement le passage dans ce quartier irrégulier) semble procéder, selon certaines perceptions, de la provocation.

D'autre part, la régularisation foncière suscite des craintes même si les populations de ce quartier sont nombreuses à saluer une telle initiative d'améliorer le cadre de vie. Mais, certains acteurs se demandent si la régularisation foncière ne touchera pas leur maison. Dans l'attente de voir définis les tracés, quelques ménages ont développé de réelles craintes quant à leur éventuel déguerpissement.

Les institutions financières privées

Il s'agit pour une large part des institutions bancaires populaires : le PAMECAS.

On note d'abord que ce sont les femmes qui y ont le plus recours. Sans doute, dans la stratégie du PAMECAS, les femmes constituent un des groupes les plus importants de leur dispositif d'octroi de crédit. Les institutions de crédit développent une approche de proximité. Cependant, la déconnexion institutionnelle peut s'apprécier sous plusieurs rapports en termes d'attitudes.

Les femmes ont parfois peur (« ragal ») de contracter du crédit, du fait qu'elles sont avec leur « co-vaillante » (« nawle »), alors qu'elles sont démunies (new doole) et ne souhaitent pas être ridiculisées (rus loo), que les autres ne puissent pas découvrir leur manque (xaamal).

Par ailleurs, les conditionalités de ces institutions sont jugées trop contraignantes notamment, dans un contexte de pauvreté généralisée. Entre autres conditionalités, on peut citer les mécanismes d'hypothèques ; ce sont les lits, les armoires, la télé, etc. qui sont demandés en hypothèque comme garanties de remboursement en cas de non paiement.

On note aussi, l'intrusion de la garantie jusqu'ici comprise dans l'intimité des postulantes. Cette forme de garantie est mal perçue, de même qu'elle est mal vécue par les femmes, même si elles s'engagent parfois.

De même, les femmes interrogées relèvent la faiblesse des prêts consentis par cette institution. Les prêts ne peuvent régler que des petits investissements dans le petit commerce notamment.

Aussi, les marges enregistrées sont jugées très faibles pour permettre aux femmes de lutter efficacement contre la pauvreté en général, de faire face durablement à la gestion de l'espace domestique.

Dans leur tentative première d'aider les femmes à assurer leur autonomie, ces formes de mutualité semblent montrer des limites. Ce sont des crédits de subsistance qui sont globalement octroyés. Le crédit est octroyé à un groupement de femmes qui sont collectivement responsable en cas de non respect des engagements. Cette formule de « garantie solidaire » semble mal vécue par les postulantes qui la considèrent comme un mécanisme supplémentaire de contrôle. A. B, 38 ans, Guinaw Rail signale : « Si tu cotises, tu es obligé de payer car tu es contrôlé par tes pairs. Si par malheur, tu ne paies pas, tu seras la risée de tout le monde. Et tes pairs profiteront de l'occasion pour te traiter de tous les noms ».

Les institutions économiques communautaires

C'est sans doute, une des innovations institutionnelles rencontrées dans les quartiers. Il s'agit en particulier des Groupements d'Intérêt Economiques (GIE). Dans les différents quartiers enquêtés, on note une forte volonté de créer des GIE. Cette volonté semble, cependant, contraster, avec la méconnaissance des procédures d'élaboration et d'accès aux ressources.

Qu'à cela ne tienne ! l'essentiel est de créer un GIE, même si, de façon dominante, ce sont des GIE « Keyit » (papier). Aussi, en termes de vie associative, l'expérience pratique des acteurs est fondamentalement tournée autour du GIE et des Groupements de Promotion Féminine.

Les stratégies de création d'institution financière communautaire, s'arrêtent aux formes sus-mentionnées. Cela semble aussi correspondre aux moyens des acteurs. A part, quelques rares expériences individuelles notées à Grand Dakar : M. A. Sy, un nouvel élan entrepreneurial dans l'importation de l'habillement), la quasi totalité des stratégies est structurée autour des petites activités. C'est aussi, au-delà des moyens, une stratégie de sécurité. F.M, 28 ans : « Il faut toujours commencer par le plus petit et ensuite faire de grandes choses ».

Même en cas de présence institutionnelle (PNC, AGETIP, SP2, GIE, etc.) l'efficacité attendue est moindre du fait de contraintes principales liées aux perceptions que les acteurs ont de ces institutions.

On note en effet, des rapports d'extériorité prononcés entre ces institutions et les acteurs. Ce sont des rapports d'ignorance mutuelle. Du coup, l'accès aux ressources devient difficile voire limité. Ces institutions de lutte contre la pauvreté renvoient à l'image d'institution par elles-mêmes et pour elles-mêmes. Le paradoxe aussi semble résider dans la relative densité de la vie associative des acteurs et leur déconnexion par rapport aux institutions d'appui ou de proximité qui restent victimes de leur extériorité.

CONCLUSION : LE BRICOLAGE COMME REGLE DE SURVIE

A cette étape finale de notre travail, il nous semble nécessaire de récapituler en se demandant quelle est la signification du bricolage comme règle de survie. Autrement dit, comment expliquer que dans la perception de nombreux acteurs en proie à cette pauvreté menaçante et tentaculaire le bricolage devient la forme de résistance par défaut.

Les situations précaires ont ceci de propre qu'elles traduisent une impossibilité des acteurs sociaux de planifier leurs rapports aux ressources dont ils ont besoin pour se réaliser. Les années 90 marquent un amenuisement des ressources et une pression jamais égalée sur les revenus des aînés qui supportaient la crise et dont le pouvoir d'achat s'est rétréci sans coup férir. En dehors de facteurs démographiques naturels, les départs à la retraite ont ébréché leur statut de pourvoyeurs de revenus. L'instabilité qui s'en est suivie n'a pu être jugulée en l'absence d'insertion professionnelle des jeunes. Cette situation a occasionné des amputations des besoins essentiels dont les repas principaux. Pour gérer la survie, un certain pragmatisme s'est installé : il faut faire face aux besoins avec les ressources mobilisables peu importe leur origine. Le bricolage introduit des perversités car les ressources qui sont additionnées au quotidien ou circonstanciellement ont quelques fois une origine qu'il faut taire ou ignorer.

L'absence de perspective d'accès aux ressources stables pour le grand nombre crée une angoisse existentielle, un stress permanent et un inconfort qui déteint sur les rapports humains. La violence s'installe dans les rapports sociaux. Les agressions, vols etc. trouvent une nouvelle légitimité par cette sorte de revanche infligée à l'emporte pièce. Les aliments pour pauvres font leur apparition en se créant une nouvelle identité : « ndambe » (sauce piquante au haricot local), « pain rasi » (pain sec), etc.

L'entretien accordé en priorité aux liens horizontaux marque la rupture entre les détenteurs de ressources et le secteur populaire pendant que les circuits habituels de promotion sociale sont saturés. L'exclusion n'est plus sectorielle, elle traverse les groupes socio-économiques divers. La précarisation est un processus contribuant à « déposséder » (Bourdieu P., 1993)¹¹ des individus et des groupes. Ces derniers sont de plus en plus nombreux à observer s'étioier leurs capacités à gérer leur dignité, à se réaliser en tant qu'acteur social, à s'insérer durablement au plan économique, culturel et politique, à être en pleine possession de leur liberté de vivre leur humanité.

Le bricolage est rendu nécessaire par l'absence de ressources d'insertion urbaine. Le non respect des normes d'urbanisme et le défaut de plan d'urbanisme anticipant sur les besoins d'extension des villes sont pour une bonne part le prétexte aux quartiers improvisés qui sont les nouvelles formes de bidonvillisation en périphérie urbaine. Le clientélisme politique a revêtu cette forme de laisser faire lorsque les concernés sont inscrits dans le jeu de contrôle des rapports de pouvoirs locaux au centre desquels se place d'habiles médiateurs ayant réussi à camoufler divers procédés d'appropriation foncière. Selon la perception de nombreux acteurs en périphérie urbaine et dans certains quartiers centraux populaires, la dégradation du cadre de vie reste la forme de précarité la plus destructurante. En effet, c'est particulièrement dans un tel contexte que les populations développent une incapacité à se défendre. Lorsque les inondations permanentes obligent des ménages à faire de l'incertitude une règle de vie, peut-on dire que ces acteurs ont un quelconque contrôle sur les conditions de scolarisation de leurs

¹¹ Pierre Bourdieu, 1993, *La Misère du monde*, Le Seuil, (Libre examen), Paris, 947 p.

enfants ou sur tout autre procédé de socialisation ? Les habitations en périphérie sont érigées sans dispositif minimum d'hygiène, ni toilette, ni latrine. Les quartiers périphériques sont enclavés et sont le théâtre d'une insécurité quasi permanente.

Par ailleurs, les politiques publiques n'ont pas annihilé l'informalisation qui constitue le seul cadre accessible pour poser des initiatives populaires. Elles ont contribué à l'émergence des nouveaux pauvres constitués par ceux que Paugam (1996) appelle « ceux dont le statut est remis en cause » ou « ceux qui ne parviennent pas à accéder au statut auquel ils aspirent ». Ce sont les « déflatés » du public et du privé, ceux qui ont fait le départ volontaire de leur position de salarié et dont la reconversion s'est avérée un échec, les jeunes diplômés chômeurs, les jeunes sevrés prématurément en l'absence de transmission de patrimoine en leur faveur par les ascendants ayant eu le contrôle de ressources (positions privilégiées dans l'appareil d'Etat, gestionnaire du patrimoine foncier, dépositaires de compétences intellectuelles ou de richesses matérielles/financières).

Le déclassement de ces nouveaux pauvres constitue sinon, un point de rupture, du moins la trame à la généralisation de la pauvreté urbaine. En tout état de cause, il a été décisif dans l'instabilité et la vulnérabilisation d'une frange destinée auparavant à grossir les rangs des couches moyennes citadines dont le rétrécissement creuse le fossé entre l'élite et le secteur populaire. Les nouveaux pauvres sont aussi les familles dont l'unique pourvoyeur de ressources décède ou atteint l'âge de la retraite.

La précarité, figure de la pauvreté généralisée, est destructurante. Elle n'est point une situation conjoncturelle, située dans un temps court et susceptible d'être jugulée maintenant. Elle a trouvé des fondements structurels. Plusieurs facteurs sont repérables à ce propos :

- L'absence de dispositif d'anticipation des besoins d'accès à l'habitat, l'emploi, un cadre de vie décent, le transport, la santé, etc.
- La familiarisation avec l'improvisation dans un contexte de gestion de l'urgence par les politiques publiques.
- Le brouillage des repères sociaux,
- Le verrouillage des mécanismes de redistribution des richesses faisant de l'exclusion une rationalité intrinsèque de contrôle sur les ressources.
- Le décalage entre les logiques d'ajustement du cadre macroéconomique et le vécu des populations qui en subissent en premier les effets nocifs et non planifiés.
- La rupture entre l'élite en charge de l'élaboration des politiques publiques et le secteur populaire rappelant le discours de Pierre Bourdieu (1993)¹² qui dans « La misère du monde » évoque ceux « qui ignorent souvent à peu près tout de la vie quotidienne de leurs concitoyens et à qui rien ne vient rappeler leur ignorance ».

Dans un tel contexte, la précarité devient globalisante car c'est un ensemble de situations dans lesquelles incertitude, instabilité et angoisse semblent faire corps en se chevauchant, encastrées et expansives.

¹² Pierre Bourdieu (éds), 1993, *La misère du monde*, Editions du Seuil, (Libre Examen), Paris, 947 p.

d'autres nouveaux venus et promoteurs de nouvelles activités de services ou commerciales rentables occupent des positions qui les rendent visibles et enviables. Ils observent que les anciens établis n'ont plus qu'un pouvoir symbolique et arrivent à leur coller, à leur tour, d'autres stigmates. Ils confirment ainsi l'une des attitudes habituelles du stigmatisé que décrit Goffman dans ces termes : *« chercher à améliorer indirectement sa condition en consacrant en privé beaucoup d'efforts à maintenir certains domaines d'activités que, d'ordinaire, pour de raisons incidentes ou matérielles, on estime fermés aux personnes affligées de sa déficience »*. On en retient que la représentation de soi devient une valeur différentielle nécessaire à l'ascension sociale.

Un autre facteur caractéristique de la destructuration générée par la précarité c'est le desserrement des liens sociaux. En effet, les plus pauvres se trouvent esseulés, souvent sans liens significatifs de sociabilité encore moins de soutien. Tout fonctionne comme si les potentiels interlocuteurs des pauvres soupçonnaient une contagion au contact du pauvre : Nak bop weesuwul dem takk jabar ci ker ndool yi (Il n'y a pas plus inconscient que celui qui se marie parmi les plus pauvres) avertit un homme à son fils.

Plus généralement, les liens horizontaux (au sein de groupes de pairs) se maintiennent et quelques fois émergent mais force est de reconnaître qu'ils sont plutôt fonctionnels, ce sont des aides ponctuelles et la ressource échangée est souvent faible en valeur intrinsèque : chacun des jeunes qui le peut circonstanciellement apporte une contribution qu'il aura réussi soutirer à une connaissance rencontrée hasardeusement ou auprès d'un proche mais à qui il prend soin de ne demander que peu pour avoir des chances d'être satisfait, une pièce de 25 F Cfa, la petite monnaie et le tour est joué. Ces petites parts sont mises en commun (taqale) pour rendre possible la séance de thé qui avait été ramenée à deux tours de tasse au début des années 80 et qui se prolonge à présent dans l'intention des participants de couper leur faim : *« bolooke estoma »* (bloquer l'estomac).

Le cercle d'amitiés et de relations se restreint au sein des groupes d'appartenance. Les réciprocités sont de plus en plus circonscrites dans des segments de réseau relationnel.

Les richesses sont faibles mais dans la perception des pauvres, leur redistribution est court-circuitée. Les rémunérations sont faibles et tout tend à fragiliser et flexibiliser les conditions de travail. Les revenus des salariés au départ à la retraite sont dérisoires. L'angoisse des travailleurs ainsi que leur crainte de voir, au soir de leur vie, leur ménage basculer dans la pauvreté restent irrépressibles.

La détérioration de la qualité de vie engendre des incidences négatives dans la maîtrise des problèmes de population. La forte pression démographique entraîne la promiscuité et des déséquilibres dans la gestion des ressources domestiques. L'effet d'anesthésie que nous avons évoqué plus haut faisant de la banalisation de la précarité un levier de renoncement allant de soi, de non-sensibilité à certaines règles de bien être ou autrement une familiarisation avec le manque de prévision et la prise de risque est tout aussi perceptible. En effet, la prise de distance avec les méthodes contraceptives modernes dans les quartiers populaires demeure un handicap dont les pauvres ne semblent pas mesurer les conséquences. Dans l'univers des pauvres, le bien être est lointain.

Les pauvres entreprennent cependant. Les femmes ont fait une irruption dans la mobilisation des ressources en plus de leur rôle de gestionnaires de l'espace domestique qui se maintient et se fortifie. Les rapports sociaux de sexe ont évolué. Les femmes qui subissent fortement les effets de la crise jouent des rôles de premier plan. Au travers des tontines et autres formes de

mutualisation, elles arrachent non sans peine les ressources pour en créer d'autres et faire face au déficit de revenu dans l'espace domestique.

Les jeunes renoncent à l'idéal habituel de réussite sociale par les longues études, l'accès aux hautes fonctions bureaucratiques ou technocratiques. C'est le règne du gain immédiat. Avec la complicité de leurs parents, ils aspirent presque tous migrer aux USA, en Italie et autres pays européens pour ensuite investir chez eux dans l'immobilier, le commerce et prendre en charge significativement les dépenses de la famille d'origine basée à Dakar. Les jeunes socialisés à Dakar sont devenus les premiers candidats à la migration internationale. Pour cela, ils font du *taqale*, mobiliser plusieurs bouts de ressources pour financer le départ. Les billets arrivée-payés sont proposés à leurs parents par des intermédiaires qui demandent en gage un titre foncier d'un des membres de la famille qui, à son tour, nourrit l'espoir que ce candidat à la migration internationale sera pour bientôt l'un des plus célèbres du quartier par ces futurs investissements, ses fréquents appels téléphoniques à ses voisins et les effets de mirage des relations à distance des migrants vis-à-vis de leur milieu d'origine.

L'espace domestique des quartiers pauvres est devenu un cadre de services domestiques payants : la nourriture adaptée aux petites bourses, les étalages de fruits et légumes de second choix aux moindres portions de détail, de pains secs, de friperie, le lavage des habits, la coiffure, etc.

Les filles n'hésitent plus à user de l'arme de la ruse. Le *mbaraan* (se faire entretenir par plusieurs aspirants qui s'ignorent) connaît un certain succès. Pour la plupart, c'est une manière de s'assurer le repas du soir, gagner une belle tenue ou autres moyens de valorisation de sa féminité. Elles ne négocient pas seulement grâce à leur charme, les filles sont aussi dans le secteur des services, celui du commerce informel, font des voyages en Casamance, à Banjul et dans d'autres pays de la sous-région à la quête des marchés ruraux hebdomadaires afin de réaliser leur autonomie financière et participer aux charges familiales. Ce sont elles qui sont le personnel domestique dans les quartiers intermédiaires et aisés ou des aides familiaux dans les marchés de la capitale.

Les parents maintiennent le plus longtemps possible les jeunes actifs dans la maison familiale. Le regroupement des revenus, *taqale*, est le plus sûr moyen de ne pas prendre de risques d'éclater les charges familiales. La prise de rôle des jeunes est donc assujettie à leur accès aux ressources par l'emploi. De nombreuses stratégies sont développées pour survivre : louer une partie de la maison et cohabiter avec les locataires au prix de la promiscuité, passer le moins de temps dans l'espace domestique en particulier pour les hommes et les actifs jeunes pour éviter d'être sollicité dès qu'un besoin nécessitant des dépenses s'impose, recourir à un tiers (le boutiquier du quartier) pour rationaliser l'utilisation des ressources qui sont en de ça des besoins des ménages, réduire le nombre de repas journaliers, location non payée en attendant une longue procédure d'expulsion, achat au détail pour tout, emprunt d'habit, troc etc. Ces stratégies révèlent une obligation d'amputation des besoins essentiels des ménages et des individus.

Pendant ce temps, les institutions oeuvrant à la réduction de la pauvreté sont sur scène. Les actions des programmes spécialisés gouvernementaux et celles des ONG sont organisées selon un ciblage géographique des pauvres des villes en mettant à leur disposition des ressources soit pour les soulager soit pour développer leurs capacités d'auto-prise en charge. Ces actions restent expérimentales pour une bonne part et ne touchent qu'une proportion faible des pauvres. Les cibles concernées les trouvent souvent pertinentes. Cependant, les

populations en général des quartiers pauvres et intermédiaires sont en déconnexion institutionnelle avec ces intervenants. Elles développent des appréhensions quand à l'accessibilité des actions, s'interrogent sur la priorisation faite par ces programmes et entretiennent des rapports d'extériorité avec ces institutions de lutte contre la pauvreté. Les pauvres manifestent leur ignorance totale ou partielle des procédures d'accès et de contacts avec les institutions qui sont censées leur venir en appui.

Le pari est donc de savoir si le soupçon de court-circuit qui marque les rapports entre les intervenants et leurs cibles sera levé lorsque des investissements massifs et indispensables seront programmés car la suspicion participe des stigmates qui handicapent l'efficacité de la réduction de la pauvreté. Pour ce faire, la déconnexion institutionnelle des pauvres demeure une lancinante priorité d'action pour tout intervenant.

RECOMMANDATIONS

Cette partie sera volontairement brève dans la mesure où la priorisation des actions nécessite un autre type d'enquête tenant compte des moyens mobilisables, des types d'intervenants intéressés, de la durée et des acteurs impliqués. Paugam (1996) écrit à ce propos : « le rôle des chercheurs, comme le précisait Max Weber, n'est pas de proposer des solutions aux politiques, il est plus modestement de leur suggérer de poser les vraies questions et de réfléchir sur le sens, les inconvénients possibles et les antinomies éventuelles des politiques ». Néanmoins, nous allons soulever les points de rupture qui font basculer dans la pauvreté en indiquant l'intérêt d'entreprendre des actions dans ce cadre.

- 1) Amélioration du cadre de vie rendant possible un bien être : La taudification du bâti, le nomadisme des populations des quartiers périphériques durant l'hivernage et les mois qui suivent, les problèmes d'hygiène et de santé entraînés par les inondations, l'insécurité liée à la mal urbanisation sont un ensemble de facteurs de vulnérabilité dépendants du cadre de vie dans les quartiers populaires. L'initiative prise par le SP2 du Programme Elargie de lutte contre la pauvreté consistant à focaliser ses moyens destinés à Guinaw Rail en vue de la réhabilitation foncière reste un laboratoire qui mérite d'être suivi avec intérêt. En effet, la réhabilitation foncière constitue une action prioritaire d'envergure susceptible d'offrir un cadre de vie favorable au bien être social. Elle devrait être généralisée aux nombreux autres quartiers concernés par ses sempiternelles inondations et les risques qu'elles engendrent.
- 2) Parallèlement, il paraît nécessaire de développer des programmes de filets de sécurité pour les sinistrés et les exclus. Comme nous l'avons relevé plus haut, les populations sinistrées se trouvent dépossédées de leur équipement domestique (meubles, ustensiles, etc.), leur logement et quelques fois leurs moyens de production quand on sait que les femmes entreprenantes mènent leurs activités génératrices de revenus dans les espaces domestiques. Au moment des sinistres, les populations sont dans l'incapacité à se défendre compte tenu de la brutalité de ce qu'elles subissent. Elles sont angoissées et ne trouvent chez d'autres démunis susceptibles de les accueillir que des situations pouvant provoquer davantage de promiscuité. Il nous paraît capital de développer des actions adaptées d'assistance qui ne s'improvisent pas mais se planifient.
- 3) La gestion de la retraite des salariés et l'accompagnement de ceux dont le contrat est rompu pour raison de chômage technique, fermeture d'entreprises (déflatés), départs volontaires, etc. Un programme destiné à ces nouveaux pauvres issus des couches moyennes pourrait être conçu en associant les syndicats. Dans le cadre d'une politique sociale, l'Etat pourrait examiner contre la reconversion d'impôt du secteur privé, un investissement dans les

actions sociales destinées aux anciens employés, partis à la retraite, etc. De manière plus générale, les mesures de flexibilisation de l'emploi contribuent effectivement à faire basculer les travailleurs dans la précarité et à constituer de nouveaux pauvres.

- 4) Les charges liées aux maladies graves et chroniques qui se gèrent dans une durée longue sont apparues comme une des causes de basculement de nombreux chefs de familles dans la pauvreté. Aussi est-il nécessaire d'envisager un système de parrainage de malades graves et chroniques par des organismes, des intervenants ou un fonds public du Ministère de la santé lorsque la prise en charge du malade dépasse par exemple trois mois. Dans ce cadre, l'expérience de suivi et de gratuité des tuberculeux pourrait inspirer la mise en place d'un dispositif adéquat à cet effet. De même, l'accès des pauvres aux soins de santé demeure inéquitable en raison des surcoûts engendrés par les analyses, l'imprécision du diagnostic médical dont la conséquence est d'allonger les ordonnances, etc. En s'inspirant des dispensaires confessionnels catholiques, la réflexion sur l'instauration d'un ticket modérateur pourrait être favorable à la fréquentation des structures de santé par les pauvres. En effet, une des raisons évoquée en cas de désaffection des structures de santé publique par les plus démunis est la non maîtrise des coûts réels des soins au moment de la décision de recours. Aussi, la viabilisation des médicaments génériques devra constituer un axe d'action des autorités sanitaires pour susciter davantage d'adhésion à cette politique concurrencée par le circuit parallèle de médicaments qui réussit à développer un attrait réel du médicament miracle « nokket » chez les pauvres et pas seulement.

- 5) L'accès à la propriété foncière durant l'âge actif : l'enquête IFAN/ORSTOM de 1995¹⁶ mentionne explicitement qu'à Dakar, au début des années 90, c'est en moyenne à 50 ans qu'on accède à la propriété foncière. Il ne fait pas de doute que cet âge est très avancé pour les actifs car il se situe à cinq ans de la retraite. Aussi, tous n'accèdent pas à la propriété immobilière. Il s'y ajoute que de nombreux cas de départs volontaires sont justifiés par les pères de familles d'avoir enfin l'opportunité d'accéder à une cagnotte pour acheter une maison en étant sûr de laisser un patrimoine bâti aussi modeste soit-il à sa famille. On sait ce qui s'en est suivi souvent car la reconversion professionnelle n'a pas été sanctionnée par un succès dans la plupart des cas de départs volontaires. Ainsi, en dépit du changement de statut de locataire à propriétaire, de nombreux agents salariés ayant fait le départ volontaire sont parmi les nouveaux pauvres des villes.

- 6) L'accès à l'emploi et aux activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes. Différentes initiatives peuvent être prises pour permettre aux actifs de réaliser leur humanité en contribuant à générer de manière durable et planifiée les revenus et soutenir en toute autonomie leur existence. Dans ce

¹⁶ Ph. Antoine, Ph. Bocquier, A.S. Fall, 1995, Les familles dakaroises face à la crise, CEPED, IFAN, ORSTOM, 265 p.

cadre, il a été noté un tardif prise de rôle des jeunes dans leur famille. Lorsque les femmes ont bénéficié de fonds de crédit par les mutuelles d'épargne et de crédit, ce sont assez souvent des fonds qui permettent de générer des revenus faibles. Tout en maintenant et en développant les crédits de montants faibles mais correspondant à des besoins peu exigeants en fonds de roulement, il nous paraît nécessaire de mettre en place des dispositifs plus soutenus mais locaux de création de richesses. La mise en place de fonds d'investissement d'envergure pour la promotion des initiatives de production et de services à des échelles locales est essentielle. L'informel doit aller de paire avec des activités de production et de services capables d'insérer durablement les actifs et générer les richesses indispensables pour le développement local. Dans cette perspective, les municipalités doivent développer un agenda autonome de réduction de la pauvreté par l'exploration de créneaux et gisements d'emplois pour les actifs : jeunes, femmes, hommes.

- 7) La descolarisation est massive dans les quartiers pauvres. Or la scolarisation est un des mécanismes privilégiés de développement de capacité dans le processus de socialisation des jeunes. A la fois l'Etat, les Municipalités, les ONG doivent, de manière concertée, réaliser des programmes destinés à rendre possible l'accès aux services sociaux de base dont l'éducation dans les quartiers pauvres et intermédiaires. Des expériences probantes menées dans le cadre du SP2 par Aide&Action a permis le parrainage des enseignants, la reconstruction et l'équipement d'écoles dans des quartiers populaires. Cette expérience pourrait inspirer d'autres intervenants à l'étendre dans de nombreux autres quartiers où le potentiel en ressources humaines est ignoré et un nombre incalculable d'enfants n'ont pas accès au droit élémentaire d'aller à l'école et de s'y maintenir le temps qu'il faut. Le travail d'inscription à l'école mené avec l'appui de l'UNICEF doit aussi impliquer les associations qui pourraient parrainer chacune une école et veiller non seulement à l'inscription des filles mais aussi leur départ prématuré de l'école.
- 8) C'est dans le transport urbain où l'on constate particulièrement un fait caractéristique d'une généralisation de la pauvreté notamment l'impossibilité de convertir des moyens financiers disponibles en services adaptés. En effet, l'offre de transport urbain, qu'elle soit publique ou artisanale, ne permet pas aux populations de la périphérie urbaine de se déplacer à tout moment de la journée. Même si la marche à pied est le mode de déplacement dominant dans l'agglomération urbaine de Dakar, les distances sont très grandes et le déficit des moyens de transport maintient en quelque sorte une partie de la journée les populations de la périphérie dans un ghetto. En plus de l'Etat, les Municipalités et le secteur privé doivent œuvrer à l'organisation du transport dans la périphérie principalement en évitant le laisser-aller actuel. Les actions suivantes nous semblent prioritaires :- renouvellement du parc automobile ; - donner une priorité à desservir les quartiers périphériques au sein de Dem&Dik, - supprimer le sectionnement par l'offre artisanale de transport des trajets habituels, pratique qui renchérit les coûts ; - sécuriser les travailleurs du transport par un accès à un statut organisé et normalisé.

- 9) Développer des actions de proximité stimulant une dynamique solidaire, autonome et locale. Dans ce cadre, le Ministère du Développement social pourrait initier un accord/cadre avec les intervenants : ONG, associations, GIE, Mutuelles, groupements de femmes en vue d'entreprendre des actions qui ciblent les pauvres avec des mesures d'impacts et une capitalisation des expériences et des savoirs. L'intervention en milieu urbain des ONG qui reste relativement faible devrait être intensifiée. Un code de conduite aiderait à trouver les consensus de l'éthique d'intervention en faveur des pauvres. Par exemple, le code pourrait stipuler explicitement qu'un intervenant pour des actions destinées aux pauvres utiliserait au maximum 20 pour cent de son budget pour couvrir ses frais de fonctionnement : salaires, équipements, véhicules, bureaux etc. ; et 80 pour cent devant être systématiquement orientés au financement des programmes des pauvres. De telles dispositions réduiraient les suspicions de court circuit des destinations des ressources, faciliteraient la citoyenneté qui est la valeur ajoutée des ONG par exemple.
- 10) Promouvoir un nouveau corps de médiateurs sociaux préparés et formés à l'accompagnement des démunis. Ce corps de professionnels de la facilitation travaillerait à la réinsertion sociale et économique des pauvres. Des stations d'écoute des démunis devraient permettre d'accumuler des connaissances en permanence et de créer des savoirs concernant la pauvreté. A cet effet, l'expérience des ONG intervenant en milieu urbain serait un laboratoire de tout premier plan.

Ces recommandations pourraient s'inscrire dans une toile de fonds qui pose les paradigmes du développement. Dans ce domaine, il faut rappeler l'importance d'asseoir une politique sociale. Notre penchant pour le modèle proposé par de Amartya Sen (2000)¹⁷ est sans équivoque. Il propose en effet, le développement par un «processus de soutien» qui existe à côté de l'autre «processus par la croissance».

Il donne plusieurs exemples de pays qui se sont imposés par un investissement planifié dans la promotion par la formation des ressources humaines ainsi que d'autres qui ont privilégié les secteurs sociaux de l'éducation, la santé pour garantir avec succès «la liberté de survivre». A son avis : «Pour définir une politique publique, on ne doit pas perdre de vue que le processus par le soutien constitue la voie la plus rapide pour l'amélioration de la qualité de vie. Pour autant, les acquis doivent servir de tremplin pour atteindre des objectifs plus larges, incluant la croissance économique et les autres aspects que revêt la qualité de vie».

Cette perspective remet en scelle l'intérêt d'un Etat social que nous avons voulu rappeler ici modestement.

¹⁷ Amartya Sen, 2000, Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté, Editions Odile Jacob, 356 p.